

Tim Mason

**La classe ouvrière
sous le III^e Reich**

suivi de

**L'opposition des travailleurs
dans l'Allemagne nazie**

Echanges et Mouvement

mai 2005

ÉCHANGES

Bulletin du réseau
« Echanges et
mouvement »
pour abonnement,
informations
et correspondance :
BP 241, 75866 Paris
Cedex 18, France
Sur Internet : [http://
www.mondialisme.org](http://www.mondialisme.org)

Abonnement : 15 euros
pour quatre numéros
comprenant les
brochures publiées dans
l'année.

Les publications
d'Echanges et
mouvement sont
régulièrement déposées
dans les librairies
suivantes :

à Paris

La Brèche, 27 rue Taine,
12°.

Parallèles, 47 rue Saint-
Honoré, 1°.

La Passerelle, 3 rue
Saint-Hubert, 11°.

Le Point du jour, 58 rue
Gay Lussac, 5°.

Publico, 145 rue Amelot,
11°.

Quilombo, 23 rue
Voltaire, 11°.

à Lyon

La Gryffe, 5 rue
Sébastien-Gryphe, 7°.

TABLE DES MATIÈRES

◆ Introduction d'Echanges 3

◆ Trois articles de Tim Mason :

La classe ouvrière sous le III^e Reich, 1933-1939

I 6

II 19

L'opposition des travailleurs

dans l'Allemagne nazie 35

Questions ouvertes sur le nazisme 60

◆ Annexes

Repères historiques 67

Principaux personnages cités 67

Sigles et abréviations 69

Bibliographie 70

INTRODUCTION

TIMOTHY W. MASON (1940-1990), universitaire anglais, consacra d'abord toutes ses recherches à la classe ouvrière allemande sous le nazisme. Sa thèse de doctorat, *National-Socialism Politics towards the German Working Class 1925 to 1939*, soutenue en 1971, ne fut jamais publiée en anglais. Son intérêt reposait pourtant sur une exploration des archives nazies, non suspectes de complaisance eu égard au sujet abordé : elles montrent avant tout que les dirigeants nazis étaient bien conscients, tout comme les dirigeants capitalistes, du rôle central des travailleurs dans le système de production et plus particulièrement dans la survie de leur propre régime.

S'il publia de nombreux articles sur ce sujet, dispersés dans des revues universitaires plus ou moins confidentielles, son travail resta ignoré dans toute l'Europe, sauf en Allemagne même. En 1975 parut en allemand un volumineux ouvrage, *Sozialpolitik im Dritten Reich : Arbeiterklasse und Volksgemeinschaft (Dokumente und Materialien zur deutsche Arbeiterpolitik, 1936-1939)*, qui reprenait l'ensemble des recherches et matériaux ayant servi à l'élaboration de la thèse, précédés d'une longue analyse de la politique sociale du III^e Reich et des résistances ouvrières. Cette introduction, révisée et complétée, devint elle-même un livre publié au format de poche en allemand en 1977. Ce ne fut qu'en 1993 (vingt-deux ans après la soutenance de la thèse et trois ans après le suicide de l'auteur), que fut publié, par les soins du cercle universitaire qui avait soutenu ses recherches, *Social Policy in The Third Reich. The Working Class and The « National Community »* (éd. Berg, Providence/Oxford). Cet ouvrage est la traduction depuis l'allemand de l'introduction du livre de 1975. Il a été suivi, en 1995, d'un recueil d'articles, *Nazism, Fascism and the Working Class* (Cambridge University Press).

En France, pratiquement rien : deux ou trois articles enterrés dans des revues confidentielles. Le projet qu'a eu *Echanges*, dans les premières années 1980, de publier quelques-uns de ces textes, avec l'accord de l'auteur rencontré alors à Oxford, est resté lettre morte. Il est significatif que ces vingt années n'ont rien changé à la situation d'alors pour ces écrits. C'est pourquoi nous pensons, à notre modeste mesure, réparer cette lacune.

Les trois textes qui figurent ici permettent de donner un aperçu de l'œuvre de Tim Mason. Leur intérêt pour nous est double : d'une

part briser une conjuration du silence, produit des mythes dominants et de la pensée unique qui sévit depuis la fin de la seconde guerre mondiale dans les études sur l'Allemagne nazie ; d'autre part, apporter la démonstration de ce que nous soutenons souvent envers et contre tous : que la lutte de classe est permanente et que, si elle prend des formes différenciées en fonction des modalités de la domination du capital, c'est elle qui structure de bout en bout la marche quotidienne de l'histoire. Le capital doit constamment adapter les formes de sa domination à la résistance du prolétariat, dans un rapport dialectique entre les classes dont Mason montre parfaitement qu'il n'était nullement suspendu par l'opération des institutions nazies.

Les vicissitudes de l'œuvre de Tim Mason montrent bien, si c'est encore nécessaire, la solidité des schémas soigneusement entretenus et protégés de cette pensée unique sur l'Allemagne nazie :
– celui de la culpabilité du peuple allemand,
– celui d'un soutien unanime du nazisme par la classe ouvrière allemande, qui aurait couvert toutes les exactions du régime.

AL'INSTAR DE CEUX qu'il considérait comme ses maîtres dans ses recherches et analyses, Edward P. Thompson et Christopher Hill, Tim Mason entreprit d'appliquer la même méthode d'analyse marxiste à la lutte de classe des travailleurs allemands sous le régime nazi. On peut se douter combien dérangeantes furent ses découvertes et analyses. Il ne cherchait nullement à faire entrer cette réalité dans un cadre idéologique mais au contraire à faire ressortir combien les faits économiques et sociaux distordaient les idéologies et les contraignaient à se plier aux impératifs d'un matérialisme qu'elles entendaient nier. La plus grande partie des polémiques soulevées par le nazisme, y compris celle surgie à propos du négationnisme, se déroule sur ce terrain idéologique, et masque totalement la réalité matérielle des situations, dont la présence est le plus souvent rejetée d'emblée. C'est tout l'intérêt du travail de Tim Mason d'apporter matériaux et analyses pour une tout autre approche de la réalité du régime nazi ; le dernier des textes ouvre d'ailleurs des voies pour l'exploration d'autres questions non abordées initialement, principalement en réponse à des critiques véhémentes (au-delà même de la conjuration du silence) que ses révélations n'avaient pas manqué de faire surgir.

Un des intérêts majeurs de ces textes est de montrer comment la lutte de classe se déroule à tous les niveaux de l'exploitation du travail. Selon les circonstances, elle peut prendre des formes souterraines, peu apparentes et souvent ambiguës, particulièrement

lorsque le régime politique interdit la manifestation ouverte et organisée des luttes. Ces formes souterraines existent toujours, y compris dans les régimes « démocratiques », car le statut interne de l'entreprise (l'autorité décisionnaire des dirigeants donc du capital) la rend plus proche d'une dictature, et elles s'expriment dans l'obscurité du quotidien de l'exploitation.

L'étude minutieuse des mesures prises par le régime pour se concilier la classe ouvrière et l'amener à se plier aux objectifs du Parti nazi, montre bien comment les résistances de base (individuelles mais dont la multiplication finit par constituer une résistance collective) ou l'utilisation biaisée des tentatives cosmétiques d'un certain Welfare (ce qui fait réfléchir sur ce que le capital inaugurerait dans ce domaine après-guerre) contraignirent constamment le régime nazi à adopter des orientations différentes. Ainsi en est-il de la marche du capital.

Puisse cette modeste contribution contribuer à un débat plus large sur les thèmes ici soulevés, mais aussi à inciter à ce que l'ensemble du travail de Tim Mason puisse enfin voir le jour en français.

Echanges et mouvement

LA CLASSE OUVRIÈRE SOUS LE TROISIÈME REICH 1933-1939

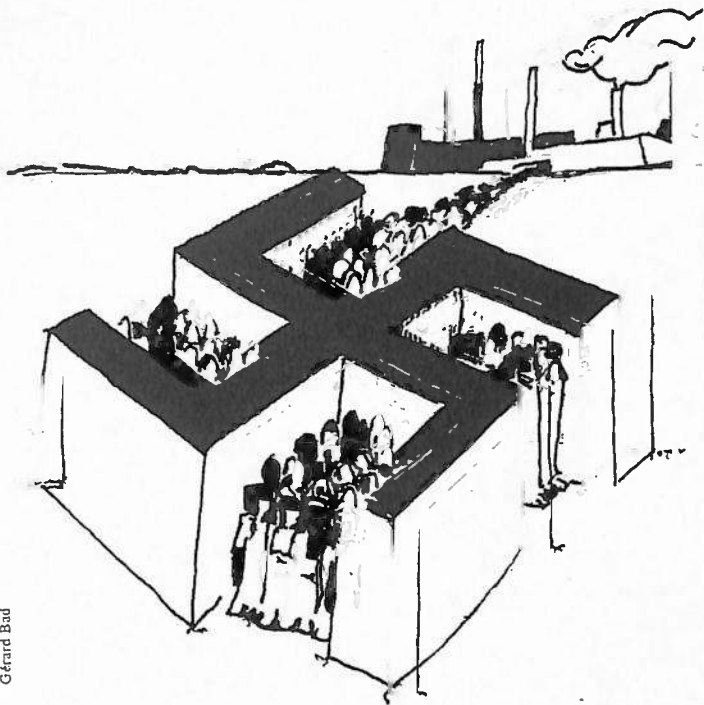
Publié en anglais dans
Past and Present n° 33,
avril 1966, pp 112-141.

CET ESSAI n'est ni complet ni définitif. Les décisions politiques confuses mais importantes de 1933 peuvent seulement être effleurées ici et aucune tentative n'est faite pour étudier la mobilité sociale dans l'Allemagne des années 1930. On peut seulement noter qu'une des prétentions les plus orgueilleuses des dirigeants nazis était d'avoir créé une communauté nationale dans laquelle le talent et non l'origine sociale était déterminant pour la carrière d'un homme ; pourtant, sur cette question d'ascension sociale dans la classe ouvrière, on ne trouve pratiquement aucune indication sur laquelle on pourrait fonder une telle assertion générale.

De même, une masse énorme de travaux détaillés reste à faire sur des questions concrètes comme les horaires de travail, les salaires réels, les restrictions alimentaires, la santé, la formation professionnelle, la différenciation entre ouvriers qualifiés et semi-qualifiés, de manœuvres au sein de la classe ouvrière, la politique du management face à la classe ouvrière et les institutions sociales du régime nazi ; la liste pourrait être étendue presque indéfiniment. On doit ajouter pourtant que tout ceci, comme bien des aspects de la vie quotidienne sous le III^e Reich, pouvait beaucoup varier d'une année à l'autre, d'une ville à l'autre, d'une industrie à l'autre et d'une entreprise à l'autre. Dans un monde où les normes sociales et économiques furent, peu à peu, presque entièrement détruites par la puissance administrative et politique, les décisions reposaient de plus en plus sur les individus.

L'uniformisation totalitaire était du domaine du mental, non du domaine matériel (et même dans la sphère du mental un large éventail de vertus contradictoires bénéficiaient du label « national-socialiste ») ; au contraire, la diversité et l'incertitude du monde matériel entraînaient une uniformisation mentale. Partout, malgré d'importantes limites, certains thèmes majeurs peuvent être détectés dans l'histoire des forces sociales du travail dans le III^e Reich (1).

(1) La plus importante contribution à l'étude de l'histoire sociale de l'Allemagne nazie est la thèse (Oxford, 1964) de David Schoenbaum, *Class and Conditions in the Third Reich*. Le présent auteur lui doit beaucoup. Cette thèse a depuis été publiée à New York (*Hitler's Social Revolution*, éd. Doubleday, 1966) et traduite en français (*La Révolution brune. La société allemande sous le III^e Reich*, éd. Robert Laffont, 1979) [NdE].



Gérard Bad

(2) « L'ordre social corporatif », traduction imprécise de *der Ständestaat*. C'était un slogan immensément populaire au début des années 1930, la pierre angulaire du fascisme allemand, distinct du national-socialisme. Voir Rower, *Théories allemandes de l'Etat corporatiste* (Melbrave Hill 1967) et K. D. Bracher, W. Sauer et G. Schule, *Die national-sozialistische Machtergreifung* (Köln und Opladen, 1960), pp. 627 s. Le NSDAP jouait avec ce slogan en partie pour profiter de sa popularité, en partie pour imposer ses propres idées ; mais l'Institut für Ständewesen de l'industriel Thyssen à Dusseldorf, le centre de cette école de pensée, fut fermé mi-1934. Sur l'impossibilité de mettre en pratique ces théories voir particulièrement, Ernst von Salomon, *Der Fragebogen* (Hamburg, 1952) [*Le Questionnaire*, Gallimard, 1982], pp. 165 s.

LES MOIS QUI SUIVIRENT la destruction physique des syndicats, le 2 mai 1933, furent marqués par le chaos et la confusion dans la vie économique et sociale allemande ainsi que par la plus grande incertitude, dans l'esprit de tous les groupes dominants (industriels, fonctionnaires comme dirigeants du Parti), sur la forme du nouvel ordre social. Peu à peu, en conséquence de la terreur et d'âpres batailles entre les groupes dominants, les orientations du développement devinrent plus strictes : les théoriciens verbeux de « l'ordre social corporatiste » furent éliminés par les praticiens de la suprématie du Parti (2) ; l'aspiration profonde de la base du parti d'en finir avec la grande industrie apparut totalement incompatible avec la tâche plus urgente d'en finir avec les conséquences du Traité de Versailles (3). Deux nouvelles institutions et une ancienne apparurent dans un équilibre malaisé, alimenté de suspensions mutuelles, pour préserver, exhorter et exploiter le corps mutilé de la classe ouvrière allemande.

(3) C'était la contradiction centrale dans le mouvement nazi et devrait être le point de départ de toute histoire sociale générale du III^e Reich. Cf Schoenbaum, *Big Business in the Third Reich* (Bloomington, 1964), chap II-V

(4) Nombreux exemples de cette situation dans *Jahresbericht der Gewerbeaufsichtsbeamten und Bergbehörden für die Jahre 1933 und 1934* (ci-après, *Rapports des inspecteurs d'usine*). Les petits employeurs furent la vieille garde du mouvement nazi, mais quand il fut au pouvoir celui-ci prit nettement position contre eux, les contraignant à améliorer les conditions souvent brutales et primitives qu'ils imposaient à leurs travailleurs. Après 1933, les normes du Parti pour la politique sociale furent largement alignées sur celles des grandes entreprises.

(5) La menace de la misère ne fut pas moins une arme politique aux mains des classes dominantes allemandes de 1929 à 1934, qu'une incitation économique pour les travailleurs à s'impliquer de leur mieux dans leur travail. Les militants communistes furent habituellement les premiers à être licenciés bien avant janvier 1933 et, en avril de cette année-là, le gouvernement autorisa le licenciement sans préavis de tous les communistes et de tous les socialistes et syndicalistes qui occupaient des postes dans les conseils d'usine. Voir *Gesetz über Betriebsvertretungen 4/4/1933, Reichsgesetzblatt*, 1, p. 461 (ci-après RGBI 1). Cette loi donnait simplement une couverture rétroactive aux actions terroristes des SA et de la Nationalsozialistische Betriebszellen Organisation (NSBO –

La tâche de préservation revint à l'Etat. Privés de la protection des syndicats indépendants et des conseils d'atelier, les travailleurs – et spécialement ceux des petites entreprises – furent contraints, au printemps et au début de l'été 1933, d'accepter des réductions de salaires (4) : il y avait une armée de réserve de 7 millions de chômeurs – et si la terreur diffuse de crever de faim ne suffisait pas (5), les SA avaient des fouets de cuir et des matraques de caoutchouc pour l'éducation des « marxistes » qui refusaient de reconnaître que le 30 janvier [jour où le maréchal Hindenburg appela Hitler au poste de chancelier, NDE] avait apporté un nouvel esprit d'unité nationale et sociale. Mais un accroissement de la misère de la classe ouvrière n'était pas dans l'intérêt du nouveau régime. Contrairement à ses supporters carrément réactionnaires, Hitler reconnaissait qu'il ne pouvait dominer la population ouvrière en s'en tenant à l'écart d'une manière bureaucratique ; la logique de la politique de masse lui imposait de rechercher un soutien actif. Il prétendait avoir libéré la classe ouvrière de la tyrannie des bonzes (6) marxistes corrompus, restauré la dignité du travail manuel sorti de la gangue du mépris des ouvriers intellectualisés. Traduit en termes matériels, ces sentiments requéraient le maintien du niveau des salaires minimum existant ; c'est dans ce but que fut créé le nouveau poste officiel de « conseiller du travail » (7). Les conseillers étaient, dans une zone géographique déterminée, responsables devant le ministère du Travail pour faire appliquer les anciens règlements sur les salaires minimaux et pour en formuler de nouveaux.

La tâche de l'exhortation revint au Front du travail allemand, enfant difforme d'une improvisation hâtive. Il fut fondé pour contrer les ambitions des syndicalistes nazis dans les cellules d'usines du parti, qui menaçaient la tutelle politique du parti et voulaient établir des syndicats radicaux et monolithiques (8). Le nouveau Front du travail devait être lié plus clairement à la direction du parti. L'un des partisans les plus serviles de Hitler, Robert Ley, qui avait dirigé le Comité d'action pour la destruction des syndicats indépendants, devint à la fois chef suprême de l'organisation du parti et chef du Front du travail. Ley fut d'abord surpris par ses nouvelles attributions, mais reconnut bientôt que la se-

Organisation national-socialiste des cellules d'usine) dans les usines en mars 1933, voir *Deutschen Zentralarchiv Potsdam* (ci-après DZAP) *Reichsarbeitsministerium* (ministère du Travail, ci-après RAM), dossiers 467, 502, 504, 505, et 6462-63.

(6) « Bonzes » : terme ironique et humiliant pour les officiels des syndicats et du Parti. Voir discours d'Hitler aux travailleurs allemands dans « Journée des travailleurs allemands », mai 1933. N. Baynes, *The*

Speeches of A. Hitler 1922-1939 (Oxford 1942, vol. 1, pp. 836 s. Un raisonnement similaire sous-tend l'hostilité des nazis pour les syndicats « jaunes » en 1933, de vieux alliés qui devaient être rejetés.

conde tâche n'était qu'une extension de la première, que ce n'était qu'un petit pas de plus dans l'organisation du travail du parti pour contrôler et orienter l'esprit de la population ouvrière (9). La liaison devait garantir que l'endoctrinement de masse serait conduit sur la base de principes idéologiques orthodoxes. La fonction duale de Ley symbolisait la nouvelle unité du peuple allemand, une unité incarnée seulement par le Nationalsozialistische Deutsche Arbeitspartei (NSDAP), le parti nazi : toute organisation indépendante de la classe ouvrière, de quelque école politique qu'elle fût, était à la fois dangereuse et inutile. Mais la conception originelle du Front du travail requérait que l'endoctrinement de masse soit sa seule fonction. Les employeurs influents étaient à peine moins effrayés par le pouvoir potentiel d'une telle organisation (à laquelle tout travailleur industriel était en principe obligé de souscrire) qu'ils ne l'étaient par le populisme brutal de l'organisation des cellules d'usine du Parti (10). Avec le soutien total des ministres de l'économie et du travail, les employeurs arrachèrent à Ley, en novembre 1933, une déclaration selon laquelle le Front du travail « ne serait ni une organisation où seraient décidées les questions de la vie quotidienne ouvrière, ni une organisation où seraient résolues les divergences naturelles d'intérêt dans la communauté de production (11) ». Ley, qui devait se battre en même temps contre ses détracteurs populistes et autoritaires et qui manquait encore d'idées claires sur la forme et la fonction de son organisation, n'eut d'autre choix que d'accepter. Les patrons dissolvèrent alors leur propre organisation de classe et rejoignirent le Front du travail (12), qui devint par suite le représentant officiel de la doctrine prônant l'abolition de la lutte des classes. A sa place devait se développer une harmonie affective profonde et sincère, latente dans toutes les manifestations de la vie mais qui avait été si longtemps occultée par les machinations des agents stipendiés de Moscou. Cette harmonie affective, c'était bon pour la productivité et une forte productivité était à la fois le but du « socialisme allemand » et la preuve de son efficacité. L'histoire sociale des six années qui suivirent montre la faillite de cet idéal à la fois cynique et sentimental, archaïque et amateuriste.

(7) Gesetz über die Treuhänder der Arbeit, 19 mai 1933, EGBI, I p 285, cette mesure bouche-trou fut alors introduite par la loi pour l'organisation du travail national (section 2) du 20 janvier 1934, RGBI, I.

p. 1193 (ci-après AOG). Pendant trois ou quatre ans, la tâche des conseillers fut d'abord essentiellement de faire respecter les accords collectifs sur les salaires et conditions de travail

d'avant 1933 ; les nouveaux règlements ne furent que lentement promulgués et, en général, différaient peu des anciens accords ; une ou deux journées supplémentaires de congés payés par année

furent souvent garanties. Sur le papier, les conseillers disposaient d'un grand pouvoir mais ils ne semblent pas l'avoir exercé en pratique jusqu'en 1938 ; sur la faiblesse de leur position avant cette date, voir Bundesarchiv Coblenz (ci-après BAK), Reichskanzlei 143 II, dossier 529a, DZAP, RAM dossier 6635, RWM, dossier 10296.

(8) Pour l'information de base sur le NSBO, voir Hans-Gerd Schumann, *Nationalsozialismus und Gewerkschaftsbewegung* (Hanovre 1958), pp. 30 ss., 87 ss. Les inspecteurs d'usine n'étaient guère impressionnés par les connaissances politico-sociales de ses membres jeunes et violents ; voir aussi Bracher, Sauer, Schultz, *op. cit.* p. 643.

(9) L'indiscrétion de Ley commise dans ce sens au rallye du Parti à Nuremberg en 1936, *Internationale militärisches Gerichtshof*, vol. XXX, p. 115, document 2283-PS.

(10) Voir la correspondance des principaux patrons avec Dr. Grauert, secrétaire d'Etat du ministre prussien de l'Intérieur à partir de 1933 dans les Hauptarchiv (ci-après HAB), rep. 77, dossier 39 et rep 320, dossier 6 ; référence dans Bracher, Sauer, Schulz, *op. cit.* p. 643

(11) Texte dans BAK, 143, II, dossier 531 ; il devint bientôt peu recommandé de se référer à cet accord en public.

(12) Ce furent les organisations impliquées

dans ce marchandage collectif qui se sabordèrent elles-mêmes, principalement Die Vereinigung deutscher Arbeitgeberverbände ; les organisations économiques des employeurs furent remodelées dans le Reichsgruppe Industrie et n'étaient pas supposées avoir la parole dans l'élaboration de la politique sociale, ce qui ne fut pas entièrement respecté, à la grande irritation du Front du travail.

(13) AOG, clause 1, *op. cit.* L'existence de la « communauté d'entreprise » devint un fait légal, d'où découlait des obligations légales imposées par les tribunaux du travail.

* Nous reprenons pour le mot *Gefolgschaft*, employé par la loi du 20 janvier 1934 sur l'organisation du travail la traduction de « servants » (ou ensemble des employés). Tim Mason utilise le mot anglais « retinue ». La traduction de ce mot pose problème. Nos prédécesseurs de la revue *Recherches* proposent « disciples » ; Elisabeth Guillot, dans sa traduction de *LTI, la langue du III^e Reich*, de Viktor Klemperer (Albin Michel, 1996, et Pocket, p. 168, n.l.), propose « suite », mais préfère ne pas traduire. Nous employons aussi parfois le terme d'« exécutants ». (NdE.)

L'exploitation des travailleurs restait la prérogative des patrons. Les deux parties, maintenant désignées respectivement par « *servants* » [*Gefolgschaft*]* et « *chef* » [*Betriebsführer*], étaient indissolublement réunies dans la « communauté d'entreprise » (13). Les ouvriers d'industrie avaient tenu peu de place dans la propagande national-socialiste avant 1933 ; la prise du pouvoir requerrait pourtant que les dirigeants nazis règnent sur la société allemande tout entière. Pour cela, ils devaient emprunter les langages, les idées et aspirations des autres groupes sociaux et, dans ce cas, de certains industriels (14). En propageant, dans les années 1920, la doctrine des « communautés d'entreprise », ces industriels et leurs apologistes avaient tenté d'adapter les problèmes de l'organisation industrielle aux idées des principaux courants idéologiques des conservateurs catholiques et des conservateurs romantiques en Allemagne. Plus spécifiquement, ils regardaient avec nostalgie l'harmonie euphorique de « l'heure de vérité » d'août 1914 et le patriotisme unificateur de la vie et de la mort dans les tranchées. Insuffler cet idéal à la base de l'usine restaurerait la structure unitaire de commandement dans l'industrie et affaiblirait le pouvoir des syndicats contestataires (15). Les transformations dans le travail industriel paraissaient apporter un élément nouveau pour le développement de cette communauté d'usine. Le mouvement de rationalisation de la fin des années 1920 avait grandement accru le coût, la complexité et la dangerosité des équipements industriels. Le procès du travail avait été émietté et simplifié. Pour leur propre sécurité tout autant que dans l'intérêt économique de l'entreprise, il fallait aider les travailleurs à faire face aux nouvelles subtilités d'une auto-adaptation à la machine.

Les managers s'intéressèrent, comme si c'était vital, à la longueur des cheveux des apprentis, de peur qu'ils ne bloquent (16) les machines, ainsi qu'aux tendances des différentes personnes à l'ennui ou à la négligence – afin que chaque homme ou femme puisse être affecté au poste qui lui conviendrait le mieux. La personnalité devint ainsi un facteur de production comme la force de travail, pour l'avantage mutuel – facilement démontrable – de l'employeur et du travailleur. Parmi les employeurs, il y avait ceux qui voyaient dans cette nouvelle intimité impersonnelle un pont possible par-dessus la cassure sociale créée par les premières machines, plus

(14) Il reste beaucoup à faire à ce sujet. D'une manière générale, la politique sociale des entreprises industrielles à

fort coefficient de main-d'œuvre était plus autoritaire, plus nationaliste et moins généreuse en avantages

sociaux que celle des industries utilisant plus de capital fixe, particulièrement l'industrie électrique qui

primitives. Mais l'autorité sans partage du management et un sens militant du but national étaient considérés comme les piliers essentiels de ce pont : les deux personnages qui avaient peut-être exercé l'influence la plus grande sur la nouvelle législation du travail étaient un avocat d'affaires et un ingénieur, mais tous deux avaient combattu pendant toute la première guerre mondiale et tous deux étaient des officiers de réserve enthousiastes en 1933 (17).

Comme il sied à des « servants », les travailleurs étaient maintenant légalement requis de montrer une obéissance absolue et une loyauté sans failles à leur « chef », qui à son tour devait se soucier de leur bien-être. Dans toutes les usines employant plus de vingt « servants », un « conseil de confiance » devait être constitué pour approfondir la confiance mutuelle et l'harmonie ; les « conseillers de confiance » étaient élus chaque année par les travailleurs, d'après une liste établie par le chef d'entreprise et le délégué d'atelier nommé par le Front du travail. Le comité devait conseiller le chef, qui en était membre de droit, sur les besoins et les souhaits des « servants » dans des domaines tels que le règlement intérieur ou le renvoi de tel travailleur. Le dirigeant devait entendre, mais n'était pas obligé de suivre, l'avis de ses hommes de confiance. En cas exceptionnel de conduite « libérale-marxiste » répétée et récalcitrante, et uniquement dans ce cas, la majorité du conseil pouvait se plaindre au conseiller du travail. Si ce dernier décidait que le chef ne respectait pas le nouveau code de chevalerie sociale, il pouvait engager des poursuites devant les nouveaux tribunaux récemment créés, les « Tribunaux de l'honneur social » ; ces tribunaux étaient aussi compétents pour juger les ouvriers qui auraient soutenu des conflits de classe, mais de tels ouvriers étaient habituellement remis sans cérémonie à la Gestapo (18). Bien que la pratique habituelle fût que le délégué d'usine siége au Conseil de confiance, la loi interdisait à ce Conseil d'introduire des plaintes devant les bureaux régionaux du Front du travail ; le lieu de production était la cellule de base autonome de la nouvelle organisation sociale et l'intervention d'organismes extérieurs devait être réduite au minimum. La loi pour l'organisation du travail national du 20 janvier 1934 encourageait les chefs d'entreprise à établir leur propre réglementation salariale dans l'usine et prônait le travail aux pièces pour stimuler les ouvriers. Des taux de salaires standardisés ne pouvait

était plus ouverte à l'influence de la sociologie américaine du travail et moins hostile aux syndicats.

(15) Ce thème est peut-être le plus crûment formulé dans la propagande du Deutsches Institut für

Arbeitsschulung (DINTA), un organisme de formation influent, patronné en 1926 par United Steelworks et

adopté par bien des entreprises de la métallurgie. Voir R.A.Brady, *L'Esprit et la Structure du fascisme allemand* (London 1937) pp.152 ss. Les concepts de base imprégnèrent aussi la sociologie académique dans les années 1920 ; voir spécialement les différents ouvrages publiés et dirigés par le professeur Goetz Briefs, et les critiques de René König dans *Die Zeit ohne Eigenschaften* (Stuttgart, 1961), pp. 92 ss.

(16) *Rapports des inspecteurs d'usine 1933-1934, op. cit.* Preussen p. 184.

(17) Respectivement, Dr Werner Mansfeld, de 1933 à 1942, Ministerial Direktor au RAM, responsable des salaires et de la politique sociale, et Karl Arnold, directeur du DINTA, chef du *Amt für Berufserziehung und Betriebsführung* au Front du travail à partir de 1933 et, durant la seconde guerre mondiale, Ministerial Direktor au Reichswirtschaftsministerium (ministère de l'Economie, ci-après RWM).

(18) AOG, *op. cit.*, § 16 et §§ 35-36 ; voir articles par N. Pelcowitz, *Political Science Quarterly*, 1938. Les employeurs qui étaient ainsi poursuivis étaient invariablement les petits entrepreneurs.

(19) Un raisonnement similaire sous-tendait les *Notverordnungen* du chancelier von Papen à l'automne 1932 lorsqu'il avait aboli le salaire minimum généralement en vigueur ; ces décrets non seulement provoquèrent une opposition violente de la classe ouvrière mais aussi les critiques de quelques *employeurs* qui, ayant longtemps recherché un relâchement du système d'accords collectifs, trouvaient qu'en pratique, le salaire minimum était un élément essentiel pour servir de base aux accords touchant les prix et la production. Pour une étude approfondie du sujet, voir L. Preller, *Sozialpolitik in der Weimarer Republik* (Stuttgart 1849) pp. 399 ss. Le régime nazi n'essaya pas de répéter l'expérience malheureuse de von Papen.

(20) Bien des références à ce phénomène dans *Rapports des inspecteurs d'usine, 1933-1934*, *op. cit.* Dans beaucoup de secteurs industriels, la productivité par tête atteignit son plus haut niveau de l'entre-deux-guerres lors des périodes où le chômage était au plus haut ; ceci peut être déduit des statistiques établies annuellement dans le *Statistisches Jahrbuch für das deutsche Reich* ; voir aussi W. Woytinski, *The Social Consequences of the Economic Depression* (OIT, Genève, 1936) et, pour l'industrie charbonnière, voir ci-après la lettre du Dr Knepper au Dr Schlattmann.

(21) Texte intégral dans W. Siebert, *Das Recht der Arbeit*

convenir aux besoins différenciés de chaque cellule dans l'organisme social et économique ; et plus grandes seraient les responsabilités réelles de la communauté d'usine, plus cette communauté deviendrait une réalité (19). Tous les contrôles démocratiques importants sur le pouvoir des patrons étaient abolis par la loi ; les années à venir devaient montrer que des contrôles, de quelque nature qu'ils soient, étaient essentiels dans une économie en expansion et dans un régime plébiscitaire.

La prévision à long terme n'était pas parmi les qualités évidentes des bâtisseurs de ce schéma social. Les communautés autonomes d'usine pouvaient paraître l'unité viable d'une politique sociale tant qu'il y avait des millions de chômeurs, assez désespérés pour prendre du travail à n'importe quelle condition, allant jusqu'à risquer leur santé affaiblie pour impressionner leur employeur par leur habileté professionnelle et leur diligence, pour ne pas se retrouver à la rue (20). Le gouvernement avait pourtant proclamé la « Bataille de l'emploi », attribué 5 milliards de marks à des projets de création d'emplois et déjà lancé la première d'une série massive de commandes d'armement. A cette époque, on ne se souciait pas de savoir si la communauté d'usine serait capable de se maintenir avec les pressions multiples du plein emploi.

Il était tout aussi vain d'espérer fonder une organisation de plus de 20 millions de membres obligatoires, organisation d'emblée consacrée à la formation d'une communauté du peuple, mais ne disposant pour ce faire d'autre moyen que celui de l'exhortation. Les activités du Front du travail pouvaient être limitées à la propagande tant que l'organisme était en formation. A l'automne 1934, cette période appartenait au passé. En octobre de cette année-là, Ley obtint qu'Hitler signe un « décret sur l'essence et les buts du Front allemand du travail », qui lui donnait le pouvoir de garantir, « sur la base des principes du national-socialisme, un compromis entre les justes intérêts des parties impliquées dans la vie économique (21) ». Le statut légal du décret fut contesté car ni Schacht (ministre de l'Economie), ni Hess (ministre des Affaires du parti) n'avaient été consultés ; l'approbation du cabinet ministériel était nécessaire pour tout décret modifiant la loi pour l'organisation nationale du travail. Hitler, pourtant, ne vit aucune raison d'éclaircir la situation. Au niveau local également, le Front du travail était très peu soucieux du respect des formalités légales. Vers la fin de 1934, Graf von der Goltz, ministre délégué de l'Economie, décrivait comme suit les activités du Front du travail à la chancellerie du Reich :

« Ses fonctionnaires se sont arrogé le pouvoir d'inspecter les usines à tout moment pour examiner les possibilités d'améliorer les équipements sociaux, de négocier les horaires de travail et les salaires et d'enquêter sur toute plainte. Les uniformes bruns, l'autorité du Parti et à l'occasion, si nécessaire, la menace de violence physique suffisent habituellement à mettre au pas les petits employeurs pour qu'il fassent des concessions. Les plaintes sont rares de la part des employeurs, qui craignent les représailles et n'ont guère confiance dans les conseillers du travail. La tâche du Front du travail, qui consiste à donner aux "servants" une compréhension des problèmes de leur usine, va le conduire à poursuivre la distribution de questionnaires sans fin sur les matières premières, les coûts de production, etc., dont il a déjà bombardé les usines.[...] La base de la loi pour l'organisation nationale du travail était le règlement immédiat de tout problème de la communauté d'usine par le chef, le conseil de confiance et les "servants". Cette base a été totalement abandonnée. Il doit être dit ouvertement que de tels développements sont porteurs de la montée dangereuse d'un syndicalisme extrêmement dynamique (22). »

A la lumière de ce qui arriva plus tard, ce rapport paraît un peu alarmiste et rétrograde. Ce type d'insubordination affectait rarement les grandes sociétés, et était combattu ailleurs avec un certain succès par le ministère de l'Economie (23). Pas plus que la comparaison avec un syndicat ne tenait la route. Ley employait souvent le terme de « soldats du travail » et les relations entre les fonctionnaires du Front du travail et les travailleurs étaient similaires à celles entre le sous-officier et le simple soldat. Le simple soldat ne pouvait élire un nouveau sergent et le bien-être du simple soldat était pour le sergent une considération secondaire dans la poursuite des buts fixés pour lui par l'Etat-Major. Pourtant, fondamentalement, von der Goltz avait raison ; si le Front du travail (qui avait un effectif à plein temps de 30 000 salariés et un budget à peu près deux fois plus important que celui du Parti) (24) devait avoir pour tâche la conversion de la classe ouvrière aux doctrines national-socialistes, il ne pouvait être empêché d'intervenir dans des questions matérielles impliquant directement la classe ouvrière.

(Berlin 1941), pp. 12-13 et dans bien d'autres ouvrages sur le droit du travail

(22) Paraphrase d'un rapport sommaire dans un dossier BAK, r43 II, 530, l'original était fortement corrigé par le Dr Lammers, secrétaire d'Etat

à la chancellerie du Reich. Ce phénomène était dû en partie aux efforts des travailleurs autrefois sociaux-démocrates et communistes pour infiltrer la nouvelle organisation et la transformer en un

syndicat. L'afflux de nouveaux membres dans la NSBO à la mi-1933 amena la direction à refuser toute nouvelle adhésion (5 septembre 1933) et à commencer à trier parmi les nouveaux membres les

vrais convertis des travailleurs résistants. Plus important est le fait que le Front du travail reposa essentiellement sur la vieille garde radicale du NSBO pour étoffer son appareil administratif dans les premiers mois. Il n'y avait personne pour faire ce travail et les radicaux ne pouvaient être matés en un jour, en dépit des menaces répétées de proscription et d'expulsion du Parti. Von der Goltz ne s'aperçut pas que ces deux facteurs deviendraient moins forts plutôt que l'inverse avec le temps. Pour cette complexité, voir Schumann, *op.cit.* spécialement p 167.

(23) Le ministère de l'Economie conservait des dossiers spéciaux sur les « excès » du Front du travail qui confirment pleinement le rapport de von der Goltz, dossiers RWA, DZAP.

(24) O. Marrenbach ed, *Fundamente des Sieges - die Gesamtarbeit der deutschen Arbeiterfront von 1933 bis 1940* (Berlin 1940), p. 26 (l'histoire officielle du Front du travail par son directeur). H.J. Richhardt « Die deutsche Arbeiterfront » (dissertation doctorale, Freie Universität, Berlin-Ouest, 1956, p. 56) estime que le personnel payé à plein temps par le Front du travail et ses organisations subalternes comptaient 44 500 membres en 1939. Pour ses ressources, voir Reichhardt, *op. cit.* pp.64-65.

(25) Les dirigeants du III^e Reich ne purent jamais admettre publiquement qu'ils étaient motivés par autre chose que par des raisons idéalistes ; dans sa pratique politique, ce régime fut un des plus grossièrement matérialistes. Voir ci-après.

(26) Ce fut un thème inlassablement répété de la propagande du Front du travail ; cf. le magazine bimensuel illustré de l'organisation, *Arbeitertum*. Pour les sommes considérables payées par les employeurs, voir les sections Sonstiges à la fin des rapports régionaux des inspecteurs d'usine ; de tels versements étaient exemptés d'impôt.

(27) *Fundamente des Sieges*, op. cit. p. 325. Les effets d'une telle politique sur la productivité par tête ne semblent jamais avoir fait l'objet d'une étude empirique dans le III^e Reich. Le fait politique qu'elle devait augmenter ne devait pas être remis en question. Une enquête minutieuse après-guerre dans la République fédérale montra seulement une hausse à court terme de la productivité par tête en conséquence de l'amélioration de l'environnement social dans les usines ; mais il ne peut en être déduit sans preuves tangibles que le même schéma pouvait aussi être valable dans les années 1930. Voir T W Adorno et W. Dirks ed.,

La nature précise de ces questions matérielles n'était pas définie par la classe ouvrière elle-même, mais par l'idéal social anti-matérialiste des nazis (25). La beauté et la joie devinrent les principes rhétoriques d'organisation de la société industrielle ; les marchandages sordides et chicaniers sur quelques pfennigs par équipe appartenaient à un passé peu glorieux et les avantages sociaux complémentaires furent remis à leur juste place : au cœur de la relation sociale. Le travail était une expérience joyeuse et créatrice, et une force de travail heureuse était une force de travail productive. Le bonheur pouvait être généré par ces employeurs qui disposaient des ressources nécessaires pour accomplir sérieusement leur devoir légal de s'occuper du bien-être de leurs « servants » (26).

Un département du Front du travail, « La beauté du travail », dirigé par un jeune architecte, Albert Speer, tentait de persuader les employeurs qu'ils avaient une obligation morale d'améliorer la productivité de leurs « servants » en embellissant leurs usines et en améliorant les équipements sociaux. En 1940, « La beauté du travail » avait été l'instrument de la redécoration de 26 000 ateliers, de l'installation de 24 000 salles de douche et vestiaires et de 18 000 cantines et WC, de l'aménagement de 17 000 jardins dans des sites industriels et de la construction de 3 000 terrains de sport d'usines (27).

Les contrôleurs d'usine signalaient avec inquiétude l'attitude anti-sociale des ouvriers qui avaient reçu des avertissements pour avoir refusé d'utiliser ces nouveaux aménagements et persistaient à vouloir manger leurs sandwiches faits maison sur une caisse retournée près de leur tour. Encore plus anti-social était le comportement de ces ouvriers qui vandalisaient et endommageaient les nouvelles installations, utilisant les douches carrelées comme les vieilles cabanes auxquelles ils étaient habitués depuis toujours (28). « Des hommes propres dans une usine propre », « Rejoignez le combat contre le bruit », « Un bon éclairage, c'est un bon travail assuré », « Chacun est responsable de son usine », « La joie sur son banc de tour, c'est la garantie d'une meilleure productivité » (29). Mais quelques-uns étaient bien lents à comprendre où reposait réelle-

Betriebsklima (Frankfurter Beiträge zur Soziologie, Band 3, 1955).

(28) *Rapports des Inspecteurs d'usine*, op. cit., Preussen, 1933-34, pp. 328, 332.

(29) Slogans officiels des

« actions » menées par le Front du travail et « La beauté du travail » dans les usines : voir *Fundamente des Sieges*, op. cit., pp. 121, 321. En plus des « actions », il y avait des cours du soir ou

du week-end sur cette philosophie sociale, cours qui dans la seule année 1936 furent suivis par pas moins d'un million et demi d'hommes et de femmes.

ment leur propre intérêt et il fallut les astuces de l'architecture industrielle, l'incessante et frénétique comédie des slogans du Front du travail et la peur de la Gestapo pour les entraîner dans la préparation de la guerre totale fraîche et joyeuse.

La promotion par le Front du travail d'un programme national de vacances et de distractions bon marché n'était pas très éloignée des activités standard d'un syndicat. « La force par la joie » fut conçue par la direction du Parti fin 1933, et son appel potentiel testé empiriquement par la direction du personnel de la société électrique Siemens à Berlin au printemps de 1934. Un questionnaire établi sur les conseils du représentant berlinois de « La force par la joie » et distribué aux 42 000 travailleurs de Siemens montra « combien était réduit le cercle de ceux qui font avancer l'existence physique et culturelle d'une nation » (30). 6 500 travailleurs seulement étaient allés au théâtre plus de deux fois dans l'année et seulement 7 500 au cinéma ; 8 000 avaient acheté plus de trois livres dans l'année et 28 500 n'avaient jamais voyagé en dehors de la région de Berlin ; 3 500 seulement avaient adhéré à un club de sport et, parmi les hommes, moins de 1 sur 6 avait participé à une formation paramilitaire. Les équipements étaient disponibles et, comme le prouvait l'existence de 14 000 photographes amateurs (31), ce n'était pas la pauvreté matérielle qui limitait le nombre de cette élite. Burhenne tombait tacitement d'accord avec les dirigeants de « La force par la joie » en pensant qu'une persuasion de masse de plus en plus habile était le remède immédiat à un tel manque de participation : on devait apprendre aux gens à utiliser leur temps de loisir. Mais « La force par la joie » ne cantonnait pas ses activités à ces tâches de persuasion.

Par un exploit gigantesque d'organisation, la campagne et la culture allemande furent transformées en marchandises auxquelles tous les Allemands pouvaient avoir le même accès : des symphonies étaient jouées dans les usines pendant les repas et on donnait aux entreprises des carnets de billets bon marché pour les soirées de théâtre civique ; les bibliothèques d'usine furent répandues (et expurgées), le sport fut organisé rationnellement, encouragé et subventionné de telle façon que même le manœuvre le plus pauvre pouvait faire de la voile ou jouer au tennis (32) ; et les groupes folkloriques revivaient et donnaient des représentations de danses et chants paysans traditionnels.

Au début de 1934, les hauts-parleurs des usines de Berlin diffusaient des nouvelles de l'arrivée du premier train de vacanciers de « La force par la joie » en Bavière. L'expansion fut très rapide et quelques mois plus tard, la presse exhibait des photos d'heureux

(30) Une des très rares occasions où un programme fut testé empiriquement dans le III^e Reich

Il le fut dans les douze premiers mois de son existence. La méthode d'évaluation était habituellement rétroactive : les bureaux de la Gestapo et du Parti devaient rendre compte pleinement et régulièrement de tous les aspects de l'opinion publique.

Cf Heinz Boberach, *Meldungen aus dem Reich* (Neuwied, 1965), Introduction. Détails dans *Siemens-Mitteilungen*, un magazine bimensuel distribué gratuitement aux travailleurs de l'entreprise, février et juillet 1934.

(31) Werner Burhenne, expert de l'entreprise en politique sociale, analysait les résultats ; il attribuait ce chiffre élevé pour la photographie à la publicité intelligente de l'industrie photographique ; pour une explication plus satisfaisante, en termes d'histoire sociale de la culture contemporaine, voir Walter Benjamin, *Das Kunstwerk im Zeitalter seiner technischen Reproduzierarbeit* (Francfort, 1963) (trad. fr. : *L'Œuvre d'art à l'ère de sa reproductibilité technique*, Allia, 2003).

(32) Le sport était obligatoire pour les jeunes travailleurs dans beaucoup d'entreprises, voir *Fundamente des Sieges*, op. cit., pp. 348-349.

(33) Cette prétention fut avancée par Ley dans un discours fait devant des diplomates étrangers en 1934, publié dans *Werden und Aufgaben der deutschen Arbeiterfront* (Munich, 1934) 70.000 personnes participèrent à ces voyages en 1934, 130 000 l'année suivante. *Fundamente des Sieges op. cit.*, pp.352-353.

(34) *Sicherheitsdienst*, Documents dans BAK r58 dossiers 943-949.

(35) Cet objectif de « La force par la joie » n'était pas gardé secret par crainte que les gens ne le trouve cynique : au contraire, il fut fièrement et continuellement proclamé dans tout le pays.

(36) Cf. note 34 ci-dessus et Hans-Jochen Gamm, *Der Flüsterwitz im Dritten Reich* (Munich, 1963) [« Les blagues chuchotées dans le III^e Reich », ch. v. Le Bund deutscher Model (BDM) gagna le surnom de Bald deutsche Mutter (Bientôt mère allemande). [Voir aussi Wilhelm Reich qui, dans *Qu'est-ce que la conscience de classe ?*, dit que le BDM était aussi surnommé « Bubi drück mich » (Garçon, serre-moi). [NdE.]

(37) Parmi les autres sphères que le Front du travail essaya d'envahir, il y eut l'agriculture, la banque, le logement, la police politique – avec quel succès ? on ne saurait le dire encore.

touristes allemands à Madère, à Lisbonne et dans les fjords norvégiens, transportés dans des paquebots convertis pour doubler le nombre des couchettes disponibles. Le national-socialisme avait réalisé un des plus grands buts de l'Internationale et avait mis l'Europe aux pieds des travailleurs allemands (33). Pour qu'ils n'abusent pas de ces privilèges, les travailleurs allemands étaient accompagnés dans ces voyages à l'étranger de vieux officiers méritants de la Gestapo, qui veillaient à ce qu'ils n'aient aucun contact subversif avec les organisation d'exilés (34).

Si de la Joie pouvait être produite par des économies d'échelle dans l'industrie du tourisme, ce n'était pas pour son propre intérêt ni même pour la plus grande gloire du III^e Reich. La Joie était une condition essentielle pour récupérer après les épreuves et contraintes du travail industriel, pour reconditionner les esprits et les corps, afin d'en tirer des efforts encore plus intensifs dans la bataille de la production (35). Mais beaucoup oubliaient les buts politiques élevés de la distraction et s'abandonnaient sans vergogne à la simple poursuite du plaisir. En 1938, Ley dut rappeler aux passagers d'une croisière de « La force par la joie » que l'organisation n'existait pas pour pratiquer des orgies, et dans tout le pays on chuchotait ironiquement que plus d'une fille avait perdu sa force dans un excès de joie (36).

Ce n'étaient pas là les dangers qu'avait anticipés Graf von der Goltz. Le Front du travail n'était pas devenu un syndicat de masse ; Ley et ses subordonnés étaient trop ancrés dans l'idéologie communautaire du Parti pour devenir des avocats déclarés d'intérêts spécifiques. Le réarmement ne l'aurait pas permis de toute façon et la logique du développement organisationnel tentaculaire du Front du travail imposait son expansion dans d'autres sphères sociales, économiques et politiques plutôt que sa contraction en un organe de la classe ouvrière. « La force par la joie » contrôlait la plus grande partie du commerce hôtelier avec ses vacances bon marché et le trafic voyageurs des chemins de fer nationaux dépendit de plus en plus de cette organisation. L'idée de construire une voiture « La force par la joie » à un prix tel que n'importe qui puisse l'acheter conduisit à un conflit dur mais victorieux avec l'industrie automobile (37). Tout ceci et d'autres empiétements amenaient l'intervention du Front du travail dans la politique économique et 1936 vit une avancée majeure dans cette direction. Hitler consentit à la tenue d'un concours national entre les entreprises pour gagner le Drapeau d'or du Front du travail.

Le but affiché du concours était de stimuler l'amélioration des équipements sociaux dans les usines : la récompense serait basée sur

la qualité de l'harmonie régnant dans l'entreprise. Mais pour comparer les sociétés entre elles, le critère serait quantitatif : l'efficacité des techniques de production et l'étude des programmes sociaux dans l'usine.

Malgré les protestations des organisations industrielles, de la Reichswehr et des ministères de l'Economie et du Travail, Ley obtint pour le Front du travail le droit d'organiser et de juger le concours. Les questionnaires d'une légalité douteuse n'étaient plus nécessaires : le Front du travail avait obtenu le droit légal d'accès aux rouages intimes de l'économie ; en 1939, plus de 250 000 usines et bureaux prirent part à ce concours (38).

Les années 1936-1937 virent aussi l'expansion du Front du travail dans le champ de la formation professionnelle, un champ d'importance vitale traditionnellement sous le contrôle des Chambres locales du commerce, de l'industrie et des métiers. L'accord de Leipzig de 1935 entre le Front du travail et le ministère de l'Economie avait obligé le Front à obtenir l'approbation de l'Organisation pour l'industrie pour toute mesure affectant l'économie. En contradiction évidente avec cet accord, les lieutenants de Ley commencèrent à établir leurs propres cours de formation et prétendirent être les seuls à pouvoir dispenser les diplômes de qualification dans l'industrie. Les protestations de Schacht finirent les unes après les autres dans les corbeilles à papier du Front du travail et le ministère de l'Economie fut contraint de recourir à l'intervention des gouverneurs provinciaux pour restaurer l'application de la loi. Il semblait que le Front du travail tentait de prendre le contrôle de l'Organisation des artisans et ainsi de contrôler un rouage de plus de l'économie productive. Pourtant, le Front du travail, très ingénieux, organisa un concours national professionnel, avec des tests d'habileté professionnelle et de fiabilité politique pour les membres de chaque métier et profession ; il était difficile de ne pas y prendre part et le nombre des participants s'accrut, passant de 1 million en 1936 à 3,6 millions en 1939 (39).

En arrière-plan de ces rivalités, qui pouvaient rarement être cachées au public, de longues négociations sans résultat se déroulaient sur le statut légal du Front du travail, sur le niveau de subordination au parti et/ou au gouvernement (40) ; et, simultanément, Ley était pris dans un dur affrontement avec Seldte (ministre du Travail) sur le droit pour le Front du travail d'être médiateur dans des conflits sur les salaires et les conditions de travail dans les usines et sur son rôle dans la désignation des conseillers de confiance, maintenant que leur élection était abolie (41). Seldte défendait fermement les principes de la loi pour l'organisation du travail national, tandis que Ley

(38) L'approbation personnelle de Hitler pour ce schéma fut la clé du succès de Ley ; Goering, à cette époque plénipotentiaire pour le Plan quadriennal, n'osa pas prendre la tête de l'opposition. Quelques employeurs accueillirent la chance qui s'offrait à eux d'être reconnus comme chefs d'industries modèles, car cela attirerait chez eux les travailleurs qualifiés qui déjà se faisaient rares dans certaines industries. Matériaux dans DZAP, RWM dossier 10312 et 10313. Voir aussi *Fundamente des Sieges*, op. cit. pp.326 s

(39) Détails dans DZAP, PWM dossier 9030 et 10257, *Fundamente des Sieges*, op. cit., pp. 278 ss. L'artisanat était un important pourvoyeur de travailleurs qualifiés pour l'industrie.

(40) BAK 143 II, dossier 530

(41) Les secondes et dernières élections aux Conseils de confiance furent tenues en avril 1935 ; ensuite, remplacements et ajouts furent de la compétence du management avec ou sans la collaboration des délégués d'usine du Front du travail mais confirmés ensuite pas les conseillers du travail, BAK 143 II, dossier 547b.

(42) F. T. Thyssen, *I paid Hitler* (London 1941) p. 197 ; minutes d'une conférence des conseillers du travail du 7 février 1936, DZAP, EWM, dossier 10296

(43) Cf E.M. Robertson, *Hitler Prewar Policy* (London 1963), pp. 2-3.

(44) Cette excellente expression a été forgée par le Dr Schoenbaum, *op. cit.*

(45) Et pas seulement dans le commerce et dans l'industrie, comme c'était le cas jusque-là.

se défendait sur la base du décret de Hitler d'octobre 1934. Mais la lettre de la loi était hors de propos – la force brutale étant du côté du Front du travail ; l'industriel Thyssen se plaignait amèrement, de son exil, que toutes ses décisions aient requis la sanction du Front du travail ; et les autres employeurs se plaignaient au service civil d'un « second gouvernement » que les délégués du Front du travail avaient imposé dans les usines (42).

Mais ni la codécision dans l'industrie, ni l'intervention dans la définition de la politique économique ne satisfaisaient la dynamique de développement du Front du travail ; la conception d'un statu quo permanent était totalement étrangère à la fois au III^e Reich et à ses éléments constituants (43). L'interprétation par Ley de son mandat – « assurer sur la base des principes du national-socialisme un compromis entre les justes intérêts de tous ceux qui étaient impliqués dans la vie économique » – devenait de plus en plus large ; cette interprétation exigeait que le Front du travail joue un rôle décisif dans toutes les affaires de l'Etat ; le « darwinisme institutionnel » (44) du III^e Reich exigeait la conquête du pouvoir réel. En février 1938, Ley fit circuler parmi tous les ministres du Reich quatre projets de lois : une loi sur le Front du travail rendant l'adhésion obligatoire pour tout salarié allemand (45) et rendant Ley lui-même et son organisation indépendants du Parti, lui donnant en tant que dirigeant l'accès direct à Hitler ; une autre loi, sur la réforme de l'organisation de l'industrie, aurait largement accru les fonctions économiques du Front du travail ; une loi sur la Chambre du travail du Reich lui donnant pouvoir de conseiller et de contrôler le ministère du Travail ; et une loi sur la formation professionnelle, qui donnerait au Front du travail un monopole virtuel dans cette sphère et lui permettrait d'avaloir l'Organisation des artisans.

Ces propositions entraînaient toute l'élite du III^e Reich dans l'unité passagère d'une opposition intéressée. Himmler et Borman virent que la première proposition de loi permettrait de se dispenser du Parti ; la Chambre des industries du Reich vit dans la seconde une menace majeure contre l'indépendance du management et les généraux y virent une certaine désorganisation freinant les progrès du réarmement. Le ministre du Travail et Darré, leader de l'Organisation agricole, y virent leur propre fonction mise en cause. La crise traîna ainsi pendant trois semaines ; Hitler disait qu'il devenait urgent de la résoudre, mais la libération des Autrichiens de leur « dictature catholique-judéo-marxiste » [*Anschluss*, 11 mars 1938, *NdE*] intervint alors et repoussa le problème à l'arrière-plan. Aucune solution n'était possible ; les projets de lois fu-

rent rejetés, mais la réduction de l'influence du Front du travail réclamée de tous côtés, spécialement par la Chambre d'industrie du Reich, ne fut pas obtenue. La crise se termina par la demande de Hess, ministre des Affaires du parti, que Ley observe la règle selon laquelle les organisations du parti ne communiquent avec le gouvernement que par l'intermédiaire de son ministère. Les formalités étaient observées dans le III^e Reich – où la poursuite délibérée d'un pouvoir fractionnel mettait en danger tout l'édifice politique (46). Le Front du travail était un fait important, pas exactement du type prévu par les critiques du début, mais de toute façon beaucoup plus important que ce que le gouvernement, le Parti et l'industrie avaient souhaité créer. En 1938, ils ne pouvaient éluder les résultats de leur propre cynisme et de leurs terribles préjugés. La logique de la politique de masse dans une société industrielle prenait sa revanche sur leurs brutales aspirations d'amateurs, aspirations que seule la grande crise économique avait pu revêtir d'un vernis de vraisemblance pratique.

(46) Cette crise est bien documentée : BAK, 243 II, dossiers 5 300, 530a et 548b, 141 dossier 22 et Wilf dossier 1260 ; DZEP RWM dossiers 10311 et 10321.

II

CES DÉVELOPPEMENTS n'étaient pas totalement sans rapport avec la crise sociale réelle qui se développait en Allemagne, mais leur rapport était celui de l'effet à la cause.

Le pouvoir du Front du travail s'était inévitablement accru du fait d'un manque croissant de main-d'œuvre. Le travailleur, spécialement le travailleur qualifié, passa dans les années 1930 d'une position antérieure de soumission à celle de marchandise rare. Il exploita sa propre rareté et, comme on aurait dû le prévoir, l'organisation qui, très approximativement, était porteuse de ses intérêts y gagna une influence politique prédominante. Mais le Front du travail était largement indifférent aux problèmes réels d'une politique du travail et limita ses efforts à utiliser la situation nouvelle pour consolider ses avantages à court terme (47).

Les premiers signes de crise sur le marché du travail apparurent au cours de l'été 1935, quand l'avalanche des constructions militaires et civiles dans le nord de l'Allemagne rendirent l'embauche des travailleurs nécessaires très difficile pour les entreprises ; les secteurs les plus affectés furent les sites de travaux situés dans les zones rurales, où les autoroutes et les casernes devaient être construites. Les taux de salaire étaient calculés selon

(47) L'Arbeitswissenschaft Institut (AWI, Institut scientifique du travail) du Front du travail publia un certain nombre d'études sur les problèmes économiques et sociaux urgents, mais il n'y a aucune preuve de leur utilisation pour l'élaboration de la politique générale.

l'indice du coût de la vie et, dans les zones rurales, la nourriture était bien meilleur marché et les salaires sensiblement plus bas. Le ministère du Travail proposa tout de suite une mesure d'harmonisation, selon laquelle les salaires des ruraux devaient être augmentés et ceux des zones urbaines inflationnistes réduits. Sur l'insistance des dirigeants du Parti, spécialement du Gauleiter Kaufmann de Hambourg, Hitler opposa son veto à ce projet, avec l'argument qu'il était impossible de *réduire un salaire quelconque* si peu de temps après la grande période de chômage, et d'espérer faire des progrès dans la conquête de la loyauté politique de la classe ouvrière (48). Un enchaînement inexorable prenait forme ; le régime avait besoin du soutien politique de la classe ouvrière et de sa pleine coopération dans la course aux armements ; mais, moins il y avait de chômage, moins la classe ouvrière avait besoin de donner sa pleine coopération ; et cette faiblesse politique du régime bloqua pendant longtemps les mesures qui auraient pu remédier à cette faiblesse économique. Hitler affirmait constamment la supériorité du politique sur l'économique ; à partir de mars 1942, cela signifia la primauté de la terreur. Ce qui était politiquement impossible, mais économiquement essentiel à exiger de la classe ouvrière allemande, pouvait être exigé sans le moindre scrupule du travail servile des sous-hommes transportés dans des camions à bestiaux dans le Reich depuis l'Europe de l'Est (49).

Au cours de l'été 1935, une telle perspective restait lointaine mais, dans les douze mois qui suivirent, le cycle avança de plusieurs pas. Quand Goering fut chargé par Hitler, en septembre 1936, de mettre en œuvre un Plan de quatre ans qui rendrait l'économie allemande prête pour la guerre, il trouva des signes de tensions sur le marché du travail. Il établit les motifs de ses plans dans sept premiers projets de lois ; tous sauf un concernaient le travail (50) :

« Le net rétablissement de l'économie allemande a pour résultat qu'un manque notable d'ouvriers qualifiés s'est développé dans le bâtiment, dans les matériaux de construction et dans l'industrie métallurgique ; en outre la satisfaction des besoins de l'agriculture en travailleurs cause des difficultés. Le nombre de travailleurs qui manquent dans ces secteurs de l'économie ne peut pas naturellement être fixé statistiquement mais des rapports actuels indiquent que cela peut s'évaluer en dizaines de milliers. Pour la seule industrie aéronautique, 50 000 métallos seront nécessaires à bref délai ; l'introduction du service militaire de deux ans rendra encore plus aigu ce manque de travailleurs ; et le redéploiement de l'industrie allemande requis par le programme d'exploitation des ressources nationales de matières premières va accroître en-

(48) BAK r23 II, dossier 542

(49) Cette solution fut adoptée après le veto mis aux plans Sauckel pour une réforme structurelle de l'économie allemande, qui furent plus tard largement mis en œuvre par Speer. Les expédients à court terme furent toujours plus brutaux.

(50) L'arrière-plan de ces événements complexes n'est pas clair ; le mémorandum fut préparé par le ministère du Travail (RAM) en août 1936, puis repris et modifié par Goering lors de sa nouvelle nomination. DZAP, RAM dossier 9399, texte final dans BAK 243 II dossier 533.

core les tensions sur le marché du travail, spécialement dans le bâtiment [...].

» Cette situation préoccupante s'est transformée en menace sérieuse pour les grands projets politiques de l'Etat et on doit y remédier impérativement si le programme de réarmement, le nouveau Plan de quatre ans et la bataille pour la production agricole doivent être menés au terme planifié requis. On peut déjà voir le résultat de cette situation : de nombreuses commandes des forces armées à l'industrie du bâtiment et à d'autres n'ont pu être complètement honorées ou n'ont été exécutées qu'avec retard ; et la main-d'œuvre nécessaire pour rentrer les récoltes cette année n'a pu être réunie qu'au prix des plus grandes difficultés. Cela mis à part, la solution des problèmes de notre réarmement et des approvisionnements en matières premières requiert la stabilité des prix et des salaires actuels ; pourtant la situation présente soumet ces variables à une pression à la hausse croissante. Ainsi, l'élimination de ces défauts est d'une importance décisive dans l'exécution de la mission que le Ministre Président [Goering] s'est vu confier. »

Plus loin dans ce rapport, il est dit que « le manque de travailleurs a eu de nombreuses conséquences sociales et économiques peu souhaitables ». Les agences gouvernementales, poursuit Goering, imposent des délais de livraison absurdemement courts aux entreprises et les menacent de lourdes pénalités s'ils ne sont pas respectés. Dans ces circonstances, les industriels se sentent contraints « de ne négliger aucun moyen pour trouver les travailleurs nécessaires à l'exécution d'un contrat ». Les offices du travail ne peuvent plus les aider et les sociétés tentent alors de débaucher les ouvriers qualifiés des autres entreprises, sans se soucier des difficultés ainsi créées dans ces entreprises et de tout ce qu'elles ont pu faire pour la formation des travailleurs en question.

« Le moyen décisif pour débaucher des travailleurs est de leur offrir des salaires excessivement élevés. Les hausses de salaires qui se succèdent ainsi les unes après les autres sont si erratiques et si élevées qu'elles ne peuvent être considérées comme souhaitables du point de vue de la politique sociale ; et elles ont des conséquences fâcheuses pour l'économie en ce qu'elles fournissent sinon la raison du moins le prétexte pour des hausses de prix. L'ampleur des hausses de salaires est considérable ; des taux représentant jusqu'à trois fois le salaire minimum peuvent être payés, avec en plus les heures supplémentaires pour une journée de travail qui peut atteindre quatorze heures. Ces salaires excessifs sont particulièrement répandus dans les industries exécutant des

contrats publics. Ainsi, les augmentations de salaires des industries en pleine expansion sont en fait payées par toute la population, puisqu'il ne fait aucun doute que les entreprises concernées en font supporter les coûts au gouvernement. »

L'insatiable demande publique de biens et services avait fait mourir toute concurrence entre les entreprises ; les agences gouvernementales offraient de payer sur la base « coût plus marge ». Les sociétés qui produisaient principalement pour l'exportation étaient, à l'opposé, contraintes de garder leurs coûts de production le plus bas possible pour répondre à une concurrence féroce. Elles étaient donc dans l'impossibilité d'offrir des hausses de salaires similaires et furent affaiblies par la perte de leurs travailleurs qualifiés au profit des industries en expansion. Les exportations et les réserves de devises étrangères s'en sont trouvées fortement réduites et la volonté d'exporter minée.

« La situation que nous venons d'exposer a un effet très délétère sur l'attachement du travailleur à son entreprise et sur son moral au travail. Le turn-over élevé et non régulé des travailleurs cause de l'agitation dans les ateliers. Dans bien des cas, les travailleurs quittent leur emploi sans même donner congé, se trouvant en rupture de contrat ; ou alors, ils forcent leur employeur à les licencier en se comportant de façon indisciplinée, ou en en faisant le moins possible. Les tentatives de grève pour obtenir des augmentations de salaires dues aux catégories de travailleurs placés en position favorable sur le marché du travail ne sont plus – on peut le regretter – un événement exceptionnel. L'exode rural – la migration des ouvriers agricoles vers les emplois mieux payés, spécialement dans le bâtiment – est aussi renforcé par ces développements. »

Enfin, Goering enregistrait le mécontentement croissant de ces camarades allemands dont les métiers étaient laissés de côté par le boom, ou qui travaillaient dans des industries comme le textile, qui souffraient des restrictions des importations de matières premières ; le minerai de fer et les produits alimentaires avaient la priorité sur les rares ressources en devises étrangères. Des hausses de salaires étaient totalement exclues pour ces travailleurs, et leur amertume croissante et leur jalousie éveillèrent chez Goering inquiétude et sympathie – des sentiments qui allaient souvent de pair chez les élites du III^e Reich.

Avant de décrire les mesures qu'il désirait introduire pour faire face à cette crise, Goering discutait de propositions alternatives qu'il considérait comme inadéquates. Il n'existe aucun moyen, affirmait-il, de parvenir à une augmentation immédiate de l'appro-

visionnement en travailleurs de ces industries qui subissent la pression la plus forte : la plupart de ceux qui étaient encore au chômage étaient, pour diverses raisons, inemployables ; le transfert physique de travailleurs d'une zone vers une autre pouvait engendrer de graves problèmes (51) ; les plans de formation pour ceux qui avaient perdu leur spécialisation après de longues années de chômage et pour développer l'apprentissage des jeunes étaient lents à donner des résultats et ces résultats n'étaient pas convaincants. Une réglementation plus stricte du coût des contrats publics était nécessaire, de façon urgente, et pouvait aider à décourager le débauchage des ouvriers qualifiés d'une entreprise à l'autre, mais cette réforme n'augmenterait pas d'elle-même l'offre d'ouvriers qualifiés (52). Une troisième proposition, fortement soutenue de tous côtés, destinée à contrer le débauchage de travailleurs, consistait à fixer par la loi un salaire maximum,

« mais cela ouvrirait une brèche dans un des principes de base de la loi pour l'organisation du travail national (53). Même si une telle législation pouvait être mise en application, elle devrait fixer un salaire maximum qui deviendrait immédiatement le salaire minimum et il n'y aurait plus de place pour des salaires récompensant les efforts individuels. De plus, le salaire maximum serait probablement tourné au moyen de subventions et de primes secrètes, reproduisant ainsi, sur la base du nouveau niveau maximum des salaires, exactement les mêmes conditions qu'actuellement ; ceci avait été démontré clairement dans les tentatives faites suivant cette méthode à Dantzig. Détecter et effectivement prévenir de tels détournements de la loi serait difficilement possible, puisque dans ces cas – en opposition avec ceux où le salaire minimum légal n'était pas respecté – personne n'irait se plaindre aux autorités compétentes. En dernier ressort, l'établissement d'un salaire maximum affaiblirait l'autorité de l'Etat sans produire les résultats sociaux et économiques souhaités. De plus, aucun changement dans la politique des salaires ne résoudrait le manque de travailleurs qualifiés. »

Les propositions de Goering en vue de régler cette situation étaient bien plus radicales que les décrets qui furent publiés. Les promulgations du 7 novembre 1936 n'étaient en fait ni décisives ni aisément applicables ; le traitement n'avait qu'une faible relation avec le diagnostic (54). Avec le premier décret, le gouvernement se donnait le pouvoir d'exiger des entreprises de la sidérurgie, de la métallurgie et du bâtiment de former un certain nombre d'apprentis ; le second décret obligeait les patrons de la métallurgie à obtenir l'autorisation du Bureau du travail pour augmenter leurs effectifs de dix personnes dans une période de trois mois (en cas de conflit,

(51) Le problème le plus important était le manque catastrophique de logements dans le III^e Reich, qui limitait sérieusement la mobilité de la force de travail ; cf HAB, dossier RAM. Toutefois le gouvernement développa de plus en plus le transfert physique de main-d'œuvre, avec le logement des travailleurs dans des baraques ; c'est le seul point sur lequel le mémorandum exagère les difficultés sur le marché du travail.

(52) Cette réforme de base ne fut pas mise en place avant le 15 novembre 1938.

(53) C'est-à-dire le principe d'une récompense en espèces selon l'effort individuel et la qualification. Mais c'était clairement un prétexte, de la part de Goering, pour rejeter la législation sur le salaire maximum. Les autres principes de base de la loi pour l'organisation du travail (AOG) étaient totalement ignorés dans le mémorandum.

(54) Les six premiers décrets furent tous promulgués le 7 novembre 1936 et publiés dans *Der Vierjahresplan*, vol. I n°1, pp. 37-38 ; le septième fut publié le 22 décembre 1936 dans *Deutscher Reichsanzeiger*, n° 299.

le Bureau du travail devait donner la priorité au réarmement, puis à la production alimentaire, puis aux exploitations nationales de matières premières) ; les cas où des ouvriers qualifiés de la métallurgie ou du bâtiment étaient employés à des travaux non qualifiés pendant plus de deux semaines devaient être notifiés au Bureau du travail ; le gouvernement commença de tenir un registre de tous les projets importants de construction – les entrepreneurs devant donner des détails avant que la construction ne commence ; l'utilisation maximale des réserves disponibles de main-d'œuvre fut facilitée par un décret donnant au gouvernement le pouvoir d'obliger les entreprises à embaucher des employés de bureau âgés, catégorie de la communauté qui avait été largement laissée de côté dans le redressement économique ; il fut interdit aux journaux de passer des annonces d'offres d'emplois qualifiés pour le bâtiment et la métallurgie ; et si les travailleurs du bâtiment, du matériel de travaux publics, de la métallurgie et des aciéries ou de l'agriculture quittaient leur emploi sans respecter leur contrat de travail, les employeurs étaient autorisés à conserver le livret de travail pendant toute la durée contractuelle du préavis. Sans leur livret de travail, les travailleurs ne pouvaient occuper un nouvel emploi. Le second de ces décrets fut révisé une fois ; par une instruction administrative du 11 février 1937, l'embauche de tout métallo professionnel ou semi-professionnel devait avoir l'approbation préalable des Bureaux du travail. Cette mesure aidait les entreprises d'armement à s'approvisionner en main-d'œuvre, mais n'arrêta la spirale des augmentations de salaires dans l'industrie métallurgique que pour un temps (55).

Les développements des deux années suivantes ne laissent aucun doute sur la totale inadéquation de ces mesures ; ce n'était pas dû au fait que le gouvernement avait des scrupules moraux ou législatifs pour envisager des mesures plus énergiques. Le problème était politique et le mémorandum original de Goering indique peut-être ce qui prévenait contre des mesures plus énergiques.

« Du point de vue de la politique sociale, la prétention d'un travailleur à un emploi correspondant à ses possibilités et à un salaire récompensant son effort productif individuel est légitime : l'intention du gouvernement est seulement d'éradiquer les nuisances croissantes qui se sont développées avec la pratique du débauchage d'ouvriers qualifiés d'une entreprise à une autre. Cependant, une telle législation est aussi nécessaire pour la protection des travailleurs contre les effets de certaines tactiques de solidarité auxquelles les entreprises de l'armement ont eu recours sous la pression des circonstances et qui se répandront vraisemblablement dans d'autres secteurs, à moins que les causes n'en soient combattues

(55) *Reichsarbeitsblatt* (ci-après R. Arb. Bl.), I, p. 38. L'ordre fut étendu en octobre 1937 pour couvrir deux catégories d'ouvriers professionnels du bâtiment ; l'extension ne semble pas avoir eu beaucoup d'effets en pratique.

par d'autres moyens. Dans de tels cas, les entreprises ont conclu un pacte par lequel chacune s'engage à ne pas embaucher d'ouvriers actuellement employés par un autre signataire sans l'accord de ce dernier (56). Cette méthode pourtant est fondamentalement malsaine. D'abord de tels accords ne lient, et peut-être pas même totalement, que les entreprises qui y souscrivent, mais ils ne font rien pour prévenir les détournements par des outsiders œuvrant dans des branches proches de l'industrie. Par-dessus tout, cependant, la décision sur le destin professionnel d'un ouvrier ne peut pas être mise entre les mains d'un employeur, qui naturellement est d'abord et avant tout concerné par les intérêts de son usine. Un tel accord entraînerait une tension non souhaitable dans les relations entre les chefs et leurs servants. De telles décisions ne peuvent au contraire être prises que par les autorités neutres de l'Etat (57). »

Le problème « moral », la question de l'attitude des travailleurs envers le système, était dès lors laissé à part ou laissé à la machine de propagande du Front du travail. On déniait aux employeurs une forme d'entraide mais on leur déniait aussi, de fait, l'aide de l'Etat, car les travailleurs devaient rester libres de trouver un emploi conforme à leur compétence et on ne pouvait pas leur dénier le droit à une promotion légitime. Le régime et les employeurs récoltaient à présent les fruits de leur cynisme plébiscitaire et de leur brutalité à l'égard de la classe ouvrière ; et c'était une récolte de faiblesse. Les dirigeants du III^e Reich ne pouvaient exiger avec succès des sacrifices qu'à leurs supporters les plus loyaux ; mais ils ne pouvaient pas encore abandonner leurs tentatives d'acheter la loyauté de la classe ouvrière (58).

La situation empira : au fur et à mesure que les tensions sur le marché du travail s'accroissaient, la discipline industrielle déclinait. Il y eut beaucoup d'absentéisme à Noël [en 1936]. Confronté à la perspective d'une répétition de cette indiscipline, Goering paniqua et la légalisa par avance l'année suivante, accordant par un décret du 3 décembre 1937 de nouveaux congés payés annuels ; malgré cela, les travailleurs prolongèrent leur absence (59). Ils ne voyaient aucune raison valable de travailler à la Saint-Sylvestre : ni leur entreprise, ni les programmes d'armements, ni l'Etat. Leurs propres organisations avaient été éliminées, ils avaient été intimidés et manipulés, corrompus et rudoyés et contraints de travailler de longues heures ; plus important, pour la première fois depuis 1918, ils n'étaient plus individuellement remplaçables : les patrons ne pouvaient plus les mettre à la porte car il n'y avait personne pour prendre leur place ; ils auraient immédiatement été embauchés par un concurrent. Ils n'avaient aucune raison de se donner du mal, et ils

(56) L'Inspection des munitions de l'armée encourageait ces pactes entre les entreprises, ce qui se pratiquaient manifestement encore ça et là en 1938.

BAK, dossiers WiH-5

(57) Ce constat contraste avec l'accent mis par la loi sur l'organisation du travail (AOG) sur l'autonomie de l'usine en tant que cellule sociale. Goering cite AOG lorsqu'il lui est politiquement favorable de le faire.

(58) Cette tentative n'a sans doute jamais été complètement abandonnée ; sur la persistance de cette attitude chez les dirigeants après 1939, voir Alan S. Milwatt, *The German Economy at War* (London 1965) pp. 10, 12, 64.

(59) DZAP EWM, dossier 10352, texte du décret, Raeb BI I, p 320.

(60) Ceci ne doit pas être considéré comme une diffamation de l'héroïsme de la résistance organisée ; cependant la terreur policière était telle que peu de groupes organisés furent actifs après fin 1937. Les arrestations de travailleurs communistes clandestins, de loin les plus importants dans l'opposition ouvrière, atteignirent un total de 1 000 par mois en 1936. Au cours des deux années précédant l'invasion de la Pologne, les protestations individuelles étaient plus typiques que les cellules clandestines. Matériaux dans BAK r 58 et collection St 3 dans Zentrales Parteiarhiv im Institut für Marxismus-Leninismus beim ZK der SED (ci-après ZPA IM) esp. St. 3. 106, pp. 143-44. Je suis reconnaissant à l'Institut pour la permission qui me fut donnée de consulter son importante collection de documents policiers sur la résistance ouvrière.

(61) Les causes de la forte productivité du début des années 1930 doivent être recherchées ailleurs que dans le « bonheur » de la classe ouvrière.

(62) Matériaux du Sozialbüro der Filmfabrik Agfa-Wolfen dans le Betriebsarchiv des VEB Orwo-Wolfen, spécialement dossier A 3717.

(63) Texte dans HAB Rep. 120/ «&», dossier 118 : la Gelsenkirchener était une des plus grandes sociétés minières de la Ruhr.

avaient toutes les raisons de démissionner. Les salaires étaient meilleurs qu'ils n'avaient jamais été depuis dix ans et les collègues qui clandestinement écrivaient des slogans anti-nazis sur les paquets de cigarettes vides et les glissaient dans les boîtes à outils ou crayonnaient leurs protestations la nuit sur les murs, ou recyclaient en vitesse les dernières nouvelles de Radio Moscou perdaient leur temps – le système était trop intelligent et trop brutal. Et on ne pouvait qu'avoir pitié pour le désespoir de ceux qui se livraient à la Gestapo en criant « Vive Moscou » dans la rue sur le chemin du retour après une soirée de beuverie. De tels actes de résistance amenaient au mieux quelques jours d'arrestation pour enquête, au pire, la « détention protectrice », le camp de concentration. Ce que les opposants actifs du régime pouvaient faire concrètement n'était pas non plus immédiatement évident ; le risque était sans proportion avec l'effet possible (60).

Les idéologues fervents du Front du travail avaient raison ; une force de travail heureuse était vraisemblablement une force de travail productive et la productivité commença de décliner (61). L'usine de films d'IG Farben à Wolfen en Saxe, qui tournait au début de 1938 avec 600 postes vacants sur une force de travail optimale de 11 000 ouvriers, se rendit compte que des travailleurs prenaient des après-midi pour aller au cinéma, ou revenaient saouls de la pause du matin, ou fumaient dans le voisinage immédiat de produits inflammables. L'entreprise passa des annonces d'offres d'emploi en Pologne pour remplir les vides et les travailleurs polonais furent plus productifs que leurs collègues allemands. Le management abandonna une lutte inégale et commença à transférer les travailleurs indisciplinés à la Gestapo, admettant ainsi publiquement son incapacité à traiter le problème (62). Les propriétaires de mines ne pouvaient pourtant pas avoir recours à de telles mesures car personne ne pouvait se tenir auprès d'un mineur de fond dans une galerie d'un mètre vingt. En novembre 1937, le président du conseil de direction de la Compagnie minière de Gelsenkirchen, le Dr Knepper, écrivait en se plaignant au Dr Schlattmann, chef du département des mines au ministère de l'Economie (63).

« A leur zénith, les vingt-cinq grandes mines que je dirige ont atteint une productivité annuelle par homme/équipe de 1 956 tonnes. Jusqu'à 1935-1936 nous nous tenions à peu près à ce niveau et durant cette période la production totale s'est accrue de 45 %. Aujourd'hui, la productivité de la Gelsenkirchener Mining Company atteint le niveau de productivité incroyablement bas de 1 175 tonnes par équipe bien que la production totale continue de s'accroître. 5 000 membres de notre force de 51 500 travailleurs sont

employés uniquement à compenser cette chute de productivité ; autrement dit, si l'ancien niveau de productivité avait été maintenu, nous extrairions 10 000 tonnes de plus de charbon par jour. »

Il y avait plusieurs raisons à cela ; le Dr Knepper considérait que l'économie tout entière était hypertendue. Le manque de fer faisait que l'on ne pouvait pas obtenir suffisamment de wagons pour évacuer le charbon hors de la mine, pas assez de poutrelles d'acier, essentielles à la sécurité dans les veines les plus profondes. Mais, de loin, le plus important était le « facteur humain ». Le Dr Knepper était soucieux de ne pas paraître mépriser ses « servants » — il voyait bien que le climat avait changé depuis 1933 — mais ses travailleurs n'étaient plus disposés à se donner à fond et l'absentéisme s'était sensiblement accru. Il attribuait cette croissance en partie au fait qu'il devait maintenant ratisser le marché du travail et donner des postes à des hommes qu'il n'aurait jamais embauchés autrefois ; en partie aussi à la santé déclinante des travailleurs qui étaient physiquement épuisés et pas très bien nourris. Mais ces seuls faits ne pouvaient expliquer pourquoi bien des travailleurs considéraient le jour de la paie comme un jour de vacances et se déplaçaient de mine en mine pour obtenir de meilleurs salaires à chaque changement de patron. Beaucoup d'autres quittaient carrément la mine pour des travaux moins épuisants et mieux payés dans les secteurs en expansion de l'économie et le Dr Knepper était plein d'amertume sur le fait que, pour embaucher, les mines devaient entrer en concurrence avec les nouvelles industries et leurs locaux propres et bien éclairés (64). Seize mois de plus passèrent avant que le gouvernement prenne des mesures pour augmenter la productivité dans les mines ; début mars 1939 les équipes durent travailler quarante-cinq minutes de plus, le temps supplémentaire étant payé au taux des heures supplémentaires, et des bonus de productivité furent introduits. Ces mesures ne furent pourtant guère concluantes (65). Les conseillers du travail rendaient aussi compte, en s'en alarmant de plus en plus, de la chute du moral de la force de travail. En octobre 1937, la métallurgie, la mécanique et les matériaux de construction furent confrontés à une forte augmentation des salaires et du piratage des travailleurs qualifiés d'une entreprise à l'autre. Leurs rapports de janvier-février 1938 sur l'industrie du bâtiment en Basse-Saxe étaient plus explicites ; des travaux de construction de la plus haute priorité pour l'armée avaient lieu dans cette région :

« De plus en plus et avec une détermination croissante, les "servants" revendiquent des salaires plus élevés, et en font dépendre le démarrage de leur travail. Le phénomène, parti des écaniciens et autres travailleurs qualifiés, a déjà touché d'autres secteurs de la

(64) Les rapports mensuels des conseillers du travail, octobre 1937-février 1938, confirment sur tous les points la description du Dr Knepper. Les rapports individuels des conseillers furent réunis et condensés par RAM puis distribués dans les autres ministères ; l'exemplaire destiné à la Chancellerie a survécu. BAK r 43111 dossier 528.

(65) Cf une remarquable déduction de Franz Neumann, *Behemoth* (Londres 1942, p. 282. Trad. fr. *Béhémoth, structure et pratique du national-socialisme*, trad. de l'anglais par Gilles Dauvé, Payot, Paris, 1987), sur les dessous du décret du 2 mars 1939. Les documents sur l'industrie minière dans ces années-là sont relativement abondants. BAK, 141, dossier 174-176 ; HAB REP 120/316, dossiers 111-120. La Gestapo commentait également l'échec des nouveaux règlements du travail ZPA IML St 3/229, pp. 11-12. Production Statistics dans BAK r222 dossier 206. Mines et agriculture étaient considérées comme les deux secteurs les plus difficiles de l'économie relativement à la productivité, aux salaires et au manque de main-d'œuvre. DZAP AwI Denkschrift-Zur Problematik einer Reichslohnordnung.

force de travail. Ainsi des travailleurs amenés de Silésie pour la construction d'un canal pour les Chantiers Hermann-Goerjing Works ont-ils déclaré qu'ils ne travailleraient pas pour un salaire de 52 pfennigs de l'heure. Un quart des ouvriers ont quitté le site et sont rentrés chez eux. A Gandersheim, la totalité des "servants" (140) d'une entreprise du bâtiment ont revendiqué une augmentation de salaire préalablement à tout travail et menacé de faire grève. [...] L'avenir ne peut être envisagé sans mesures coercitives. [...] Une entreprise de Brunswick [Basse-Saxe], qui payait déjà 88 pfennigs de l'heure alors que le minimum légal était de 59 pfennigs, signala qu'elle perdait de cinq à sept travailleurs chaque jour, au profit du site de construction de l'usine Volkswagen. Plus on laisse perdurer de telles conditions, plus le pouvoir de résistance des chefs d'usine s'amenuise et plus la volonté sans scrupules se transforme en une pression égoïste des "servants" sur les patrons (66). »

Le gouvernement continua à ne pas agir. Von Krosigk, le ministre des Finances, fut contraint en février 1938 de ratifier une augmentation de salaires pour les employés du secteur public (67). Le principe de base de la politique gouvernementale des salaires – le minimum ne devait être ni augmenté ni réduit – avait depuis longtemps perdu toute validité en regard des besoins de l'industrie privée ; mais pour les employés du secteur public, les salaires étaient encore en général égaux aux taux minimum légaux ; le réarmement était de plus en plus financé par le déficit – von Krosigk avait peu de prise là-dessus, mais il cherchait à prévenir l'inflation, que ses théories fiscales conservatrices l'incitaient à attendre en imposant l'austérité dans des secteurs mineurs des dépenses gouvernementales. A la fin de 1937 cependant, les ministères ne pouvaient obtenir de dactylos, la Gestapo se plaignait de voir son efficacité souffrir d'un manque de personnel et l'action des Bureaux du travail pour combattre le manque général de main-d'œuvre était gênée par cette même cause (68).

Au printemps de 1938, la crise atteignit son paroxysme. Les statistiques non publiées conservées par le ministère du Travail montrent qu'entre décembre 1935 et juin 1938, les salaires horaires avaient augmenté de 5,50 % et les salaires hebdomadaires de 8,2 %, la différence résultant de l'allongement de la durée du travail. Au cours du premier trimestre de 1938, les salaires horaires avaient commencé à augmenter beaucoup plus rapidement que les salaires hebdomadaires (69). Les statistiques donnent difficilement une idée de la dimension du problème. La spirale des salaires n'était pas contrôlée, et très inégalement répartie ; bien des ouvriers du textile percevaient encore le même salaire horaire qu'en 1932, pour

(66) BAK, 143 II dossier 528.

(67) Texte dans Seibert, *op. cit.* (cité ci-dessus note 21) p. 57 ; arrière-plan dans BAK r23 II, dossiers 543-4.

(68) Les Bureaux du travail préparaient un fichier de toute la force de travail, classée selon ses qualifications et son expérience, dans le but de l'orienter en temps de guerre. L'information provenait des livrets de travail rendus obligatoires en 1936-1937. Les rapports de la Gestapo étaient toujours en retard à cette époque. ZPA IML SG.

(69) Statistiques des salaires détaillées 1936-39 dans BAK r43II dossier 542. Il y avait une certaine inflation et les salaires réels augmentaient certainement moins que les salaires nominaux. De combien, on ne peut le dire avec exactitude en raison de fluctuations larges et fréquentes du coût de la vie, de la grande

une semaine de travail réduite, et des conditions similaires prévalaient dans la plupart des industries de biens de consommation. Les bénéficiaires réels du manque de main-d'œuvre étaient les 35 % de la population active qui travaillaient dans les aciéries, la métallurgie et le bâtiment. C'étaient précisément ces branches de l'économie les plus vitales pour le réarmement, qui étaient le plus sévèrement affectées (70). De plus, la spirale des salaires se développait à un moment où la politique étrangère, militaire et économique requérait une réduction des dépenses de consommation et une concentration renforcée des ressources nationales sur le réarmement. Et les statistiques restaient muettes sur la grande mobilité des salariés, la chute de la productivité et l'effondrement de l'éthique des travailleurs.

Le 25 juin 1938, au moment de la crise tchécoslovaque, Goering publia un décret sur la formation des salaires qui donnait aux conseillers du travail le pouvoir de fixer des niveaux de salaire maximum dans les branches désignées par le ministère du Travail ; les patrons enfreignant cette législation pouvaient être condamnés par les tribunaux à des amendes illimitées ou à des peines d'emprisonnement (71). Le pas décisif était franchi et, à partir de ce moment, le régime se reposa de plus en plus sur la force directe de l'administration pour « résoudre le problème de la main-d'œuvre ». Les considérations de popularité étaient, bien qu'à regret, abandonnées, et il ne restait que la menace de guerre pour justifier ces mesures auprès de tous ceux à qui elles s'appliquaient. Le réarmement entraîna une militarisation progressive de la vie ouvrière ; la militarisation idéologique et la destruction des contrôles démocratiques avaient rendue cynique une grande partie de la population. Au cours de l'été 1938, la militarisation légale et physique devint nécessaire pour faire face à l'échec de la première politique — un travail assigné pour un salaire assigné. La politique stratégique et le manque de matières premières entraînaient une portion croissante de la population loin de chez elle et obligeaient à la reloger dans des baraquements en bois au milieu de la plaine du Nord de l'Allemagne ou sur le mur de l'Ouest, le Front du travail et « La force par la joie » s'occupant de leur bien-être et de leurs distractions.

Jusqu'en juin 1938, ces hommes étaient libres de quitter cette existence rudimentaire s'ils pouvaient trouver un autre emploi ; mais en même temps que le décret sur la formation des salaires, un décret sur le devoir de service fut publié, qui donnait pouvoir au gouvernement de contraindre les travailleurs à des travaux d'importance exceptionnelle pour l'Etat ; les employeurs pouvaient être obligés de céder un pourcentage de leur main-d'œuvre et les tra-

diversité des salaires d'une industrie à l'autre. Les semi-professionnels payés aux pièces tendaient à gagner plus que les professionnels qui, le plus souvent, étaient payés à l'heure — ce qui aggravait encore le manque de travailleurs qualifiés. L'indice officiel du coût de la vie était maintenu au plus bas par nécessité de propagande ; le contrôle des prix existait depuis l'automne 1936 mais pas pour toutes les marchandises, pas tout le temps et avec une certaine inefficacité. Il serait difficile mais utile d'établir une base statistique générale pour l'histoire économique du III^e Reich.

(70) On peut risquer une hypothèse en suggérant que, dans ce secteur, ce furent les entreprises moyennes qui se trouvèrent les plus affectées ; les trusts géants pouvaient attirer la main-d'œuvre avec des avantages sociaux et par leur domination sur le marché du travail local.

(71) RGBL, I, p.691. Pour des suggestions sur les relations entre politique étrangère et politique sociale voir T.W.Mason « Quelques origines de la seconde guerre mondiale », *Past and Present*, n° 29, décembre 1964 pp. 83-7.

(72) RGLB. I, pp.652, 710

(73) La ligne Siegfried, position fortifiée construite de 1936 à 1940 sur la frontière occidentale de l'Allemagne (NdE). *Fundamente des Sieges*, op. cit., p.181. Le mécontentement sur ces sites était une source constante de problèmes pour la Gestapo.

(74) KI 111, I, pp. 191, 207.

(75) Une des raisons de ce fait était une législation promulguée au jour le jour. Les détails mineurs de la mobilisation pour la guerre avaient été minutieusement préparés à l'avance, mais les schémas politiques majeurs n'avaient été étudiés que lorsque la crise était déjà là. Ils étaient alors trop radicaux.

Quelques projets dans BNK WiH, dossiers 420n 1&2, 560, 2.

vailleurs concernés, pourvu qu'ils soient physiquement aptes, devaient obéir (72). Les dirigeants d'usine utilisèrent cette opportunité pour se débarrasser des éléments les moins aptes et les plus « anti-sociaux » de leurs « servants », qui furent embarqués à la frontière française pour construire des fortifications. 300 000 hommes travaillaient dans ces conditions quand l'Allemagne envahit la Pologne, dont près de la moitié sur le mur de l'Ouest (73). Par un nouveau décret du milieu de l'été de 1938, le licenciement de tout travailleur ou technicien par une entreprise quelconque du bâtiment fut soumis à l'accord préalable du Bureau local du travail. Et au même moment, tous les condamnés des prisons allemandes furent envoyés travailler dans le secteur des armements – parmi eux se trouvaient 8 000 métallos (74).

Ces mesures marquaient un changement fondamental dans l'attitude et la politique du gouvernement, mais les effets sur le mode de vie de la population ouvrière furent limités et les pratiques sociales et économiques se conformèrent seulement lentement, à contre-cœur et incomplètement, au nouvel esprit (75). Il y avait de grandes difficultés pour fixer les seuils de salaire maximum, et plus encore pour les mettre en vigueur ; réduire les taux trop élevés entraînait mécontentement et désordres et, comme Goering le notait lorsqu'il avait rejeté cette solution en 1936, personne ne portait plainte pour paiement de salaires illégalement élevés. Dans les mois qui suivirent juin 1938, le gouvernement exhorta inlassablement l'industrie à observer la lettre de la loi. Il semble y avoir eu peu de cas d'employeurs mis à l'amende ou emprisonnés ; les augmentations de salaires étaient largement dissimulées sous forme de logement gratuit, de primes d'assurance, de paiement des cotisations sociales ou, dans un cas particulièrement significatif, de don de motocyclettes. C'étaient de larges trous dans un filet qui se resserrait lentement. Les conseillers du travail firent des rapports favorables sur les effets à court terme de la législation sur le salaire maximum : la recherche frénétique d'emplois mieux payés s'éteignit peu à peu, tout comme la pression gênante des « servants » pour de meilleurs salaires. La crainte exprimée par Goering en 1936 qu'une telle législation discréditerait l'autorité de l'Etat ne se concrétisa pas tout à fait, mais la mesure ne touchait pas et ne pouvait toucher le principal problème social : le refus obstiné et désespérant de la classe ouvrière de devenir les serviteurs désintéressés du régime. Si les événements de l'automne 1939 peuvent servir de guide, la militarisation légale et physique rendit le problème plus aigu, et non moins. De même, le décret sur le devoir de service et le décret sur l'embauche dans l'industrie du bâtiment se montrèrent incapables

d'atteindre leurs buts respectifs, et ils durent être réécrits sous une forme plus radicale au printemps 1939 ; ces tentatives de restreindre la mobilité du travail furent, dans quelques zones, complétées par les conseillers du travail, qui allongèrent la durée légale de préavis de départ jusqu'à trois mois (76).

Le processus de militarisation totale de la force de travail commença donc lentement, de façon incertaine ; et la vieille logique du système plébiscitaire n'était pas encore totalement épuisée. A la fin de l'été 1938, les employés de commerce du Nord de l'Allemagne défièrent ouvertement les ordres du ministère de l'Economie et instituèrent la fermeture de bonne heure les samedis, oubliant des appels à montrer leur solidarité avec leurs camarades surmenés des usines d'armement. Le Front du travail offrit faiblement sa bénédiction rétroactive à cette initiative œuvrant à la beauté et la joie des employés de commerce ; deux mois plus tard, Goering déchargea la rage et la frustration que les problèmes économiques insolubles lui inspiraient contre le Front du travail, menaçant de jeter son chef en prison s'il persistait à forcer les employeurs à construire des piscines pour leurs « servants » (77).

L'hiver de 1938-1939 n'apporta aucun soulagement. Le manque de main-d'œuvre devint plus aigu et en vint à affecter toutes les qualifications dans toutes les professions. Après la conquête de l'Autriche et du pays des Sudètes, le gouvernement dut empêcher les entreprises de dépeupler ces territoires. Par ailleurs, des tentatives de mobilisation des jeunes femmes dans l'agriculture restèrent infructueuses. En février 1939, il fallut publier un nouveau décret sur le devoir de service ; celui de juin 1938 avait promis de n'assigner au travail obligatoire que les hommes célibataires, de les payer au moins au même salaire que ce qu'ils gagnaient auparavant et de ne les contraindre à ce travail obligatoire que pour un temps limité. Le nouveau décret ne contenait rien de tout cela. Dans les mois qui suivirent, les contrôles sur l'embauche dans l'industrie du bâtiment furent étendus aux embauches et licenciements de tous les travailleurs des principales industries : agriculture, chimie, matériaux de construction, fer, acier, métallurgie et mines. L'accord préalable du Bureau du travail devait être obtenu dans tous les cas (78).

Un dirigisme général et total du travail commença pour assurer les tâches prioritaires du réarmement. Mais la réalité économique et sociale demeurait rebelle. Dans la période de paix, aucun système de priorités économiques n'avait été clairement établi ; la liste des priorités avait dû être complétée par une liste de super-priorités, laquelle à son tour devint obsolète en raison des rivalités internes

(76) Pour les développements généraux dans les dix-huit derniers mois de paix, voir BAK, dossiers 524 et 1

(77) DZAP RWM dossier 10352 ; et BH Klein, *Les Préparatifs économiques allemands à la guerre*, (Cambridge, Mass., 1959), p. 25.

(78) RGBI. I. pp. 206,403,444.

(79) Les conseillers du travail se plaignaient, dans leurs rapports de juin 1938 à mars 1939, des difficultés à mettre en œuvre la nouvelle législation (BAK, loc.cit.).

(80) Sous la pression des circonstances, la Gestapo réalisa peu à peu que tous les travailleurs mécontents n'étaient pas forcément communistes, et en 1939, elle eut tendance à traiter les « fainéants, les ivrognes et autres éléments anti-sociaux » avec indulgence, par un avertissement sévère ou quelques jours de prison. Voir spécialement Tagesbericht des Gestapo Leitstelle, Munich 1939-1940, BAK 1010, dossier 578.

(81) Cf. Dr Mansfeld et sa profonde nostalgie pour la pureté idéologique simple de 1934 et AOG : dans sa préface à un commentaire postérieur de cette loi, il se lamentait amèrement sur le rôle croissant de l'Etat dans la politique sociale. Dr. W Mansfeld, *Die Ordnung der nationalen Arbeit* (Berlin, 1941).

entre les entreprises d'armements et entre les trois branches des forces armées. La pénurie avait transformé l'idéologie de la lutte sans merci en un recueil de principes de prudence pour la conduite de la vie quotidienne dans le III^e Reich. Les Bureaux de travail, manquant eux-mêmes de spécialistes bien formés, ne pouvaient pas vraiment faire face aux tâches nouvelles que demandait la mise en œuvre du présent décret. Il était extrêmement difficile d'établir des critères clairs et applicables partout pour décider si une demande de changement d'emploi était justifiée ou non ; les décisions étaient erratiques et variaient de ville à ville (79). Quand la demande d'un travailleur était refusée, il ne restait que la Gestapo pour s'occuper de ceux qui montraient leur colère contre cette décision en ralentissant le travail – et la Gestapo n'avait aucun moyen de *remplacer* ces travailleurs (80). La communauté d'usine, encore invoquée par les juristes et les propagandistes, était devenue la parodie brutale de la triste comédie qu'elle avait été autrefois (81).

Le jour où l'armée allemande envahit la Pologne [1^{er} septembre 1939, *NdE*], l'embauche et le licenciement de tout travailleur devint soumis à l'approbation des Bureaux du travail ; les contrevenants pouvaient être mis à l'amende ou condamnés à la prison. Pour les travailleurs mâles de plus de dix-huit ans, toute la législation limitant les horaires de travail était annulée et les limitations d'horaires pour les femmes et les jeunes étaient largement assouplies. Trois jours plus tard, le 4 septembre 1939, un décret d'économie de guerre autorisa les conseillers du travail à fixer les salaires maximum *et les conditions de travail* dans toutes les branches d'industrie : il devint désormais illégal de détourner les travailleurs qualifiés en leur offrant de généreux avantages annexes. Les primes pour les heures supplémentaires, pour le travail du dimanche ou pendant les congés, et pour le travail de nuit, furent supprimées : jusqu'à l'invasion de la Pologne, il était courant que les travailleurs de l'industrie allemande bénéficiaient d'un taux majoré de 25 % pour les heures travaillées au-delà des huit heures quotidiennes ; désormais, afin que les servants ne pensent pas que les chefs s'enrichissaient excessivement grâce à la guerre, et pour alléger le fardeau des finances de guerre, les employeurs durent verser aux perceptions la différence entre le taux normal et le taux des heures supplémentaires. Ainsi, une journée de onze heures au taux habituel de 1 Reichsmark (RM) de l'heure rapportait 11 RM au travailleur et 75 pfennigs (Pf) à la perception. C'était, comme le soulignait Goebbels, la guerre d'un peuple. Et tous les règlements accordant des congés légaux furent abolis. Les conseillers n'étaient plus obli-

gés de poursuivre les contrevenants au tribunal et obtinrent le pouvoir de les pénaliser sur place. La détermination des salaires maximum et des conditions de travail pour l'ensemble de l'économie s'avéra de toute évidence une tâche trop lourde, et le 12 octobre, on gela simplement tous les salaires (82). A l'exception de la suspension des congés, rien n'indique qu'on ait envisagé que ces mesures désespérées seraient temporaires ; tout le poids de la complexe machine étatique reposa tout à coup sur les travailleurs.

Pendant la deuxième semaine de novembre 1939, comme la fumée qui recouvrait les ruines de Varsovie commençait à se dissiper, les autorités suprêmes du Reich en matière de politique économique et salariale se réunirent d'urgence pour discuter des effets de leurs mesures de guerre (83).

Le Front du travail avait protesté contre la dureté de la politique sociale, mais la véritable crise était ailleurs :

Posse, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Economie, ouvrit la réunion en déclarant que son ministre se sentait dans l'obligation d'envisager la réintroduction des primes pour les heures supplémentaires, le travail de nuit et du dimanche parce que :

1. le revenu de certains travailleurs ne leur suffisait plus pour se procurer de la nourriture dans le cadre du rationnement ;

2. on avait observé que l'interdiction des primes conduisait au refus de faire des heures supplémentaires, de travailler la nuit et le dimanche, et à des phénomènes qui relevaient, pour parler formellement, du sabotage. [...]

Pendant le débat qui suivit, on fit état des éléments de base suivants : dans les usines d'armement, la majorité des ouvriers s'étaient en effet absentés le dimanche, et il y avait eu une augmentation parallèle de l'absentéisme dans les équipes de nuit (Thomas). De plus, jusqu'à 80 % des ouvriers du bâtiment étaient restés chez eux le samedi après avoir touché leur paye le vendredi soir (Mansfeld).

L'augmentation nécessaire de la productivité individuelle avait été jusque-là encouragée par des augmentations de salaire. En ce moment, un grand nombre d'employeurs redemandaient ces augmentations de salaire.

Aujourd'hui pourtant, cette méthode ne pouvait pas réussir. Le travailleur moyen ne manquait pas de détermination, mais il avait atteint les limites de sa résistance physique car il avait dû travailler à un rythme trop rapide pendant de nombreuses années. Ceci était prouvé par les statistiques de maladie qui, dans certains endroits, touchaient jusqu'à 50 % des « servants » (Mansfeld).

D'autre part, on ne réduisait pas les salaires, de telle sorte que si on réintroduisait les primes, les travailleurs de l'industrie seraient

(82) *Verordnung zur Abänderung und Ergänzung von Vorschriften aus dem Gebiete des Arbeitsrechts*, 1^{er} septembre 1939, RGBl. I, p. 2683.

Les jeunes employés dans les industries du charbon et du fer travaillaient déjà plus longtemps depuis le début de 1939.

Kriegswirtschaftsverordnung, *ibid.*, p. 1609 et *Zweite Durchführungsbestimmung*, *ibid.* p. 2028.

(83) Etaient présents les secrétaires d'Etat des ministres de l'Intérieur, du Travail et de l'Economie, le Reichspreiskommisar, le Dr Mansfeld, et l'expert économique de l'armée, le général Thomas.

(84) Ce protocole très résumé se trouve dans DZAP RWM Dossier 10401

Jusqu'à quel point Mansfeld avait-il raison de citer l'épuisement physique comme LA cause importante est difficile à dire ; « se faire porter pâle » était cependant une forme évidente et reconnue de protestation encouragée par ce qui restait du KPD et du SPD à présent illégaux ; de plus, Mansfeld avait besoin de se défendre, ainsi que son ministère, contre certaines critiques. Toutefois, il ne fait aucun doute que son argument contenait une grande part de vérité.

(85) RGB1. 1. p. 2254 ; R. Arb. Bl. 1. p. 545 ; *Verordnung über den Arbeitsschutz*.

RGB1. 1. p. 2403.
Le caractère furtif et fragmenté de ce recul et l'hypocrisie lamentable des raisons avancées étaient les conséquences logiques du mélange unique de cynisme et de naïveté qui avait présidé à l'élaboration de la loi pour l'organisation nationale du travail.

(86) RGB1 p. 1205 ; à l'époque, en Amérique, Franz Neumann aussi comprit la signification de ces événements. *Op. cit.* pp. 28 ss.

(87) H.R. Trevor-Roper *Les Derniers Jours de Hitler* (Londres 1962), p. 98, et Schoenbaum, *op. cit.*, ch. XI.

exceptionnellement favorisés : ils s'enrichiraient grâce à la guerre. Il est impossible de mener une guerre si on est aux petits soins pour une partie des masses, les ouvriers dans ce cas. L'autorité de l'Etat sera grandement déstabilisée si on réintroduit les primes (Thomas). Dans le décret d'Economie de guerre, la question des primes n'avait été envisagée que d'un point de vue psychologique et non matériel. Il aurait certainement mieux valu ne jamais abolir les primes (84).

Six jours après cette conférence, les primes pour le travail de nuit, du dimanche et pendant les congés furent réintroduites. En même temps, on augmenta le taux d'imposition sur le revenu pour empêcher les ouvriers de s'engraisser grâce à la guerre. Dans le préambule de ce décret, le gouvernement expliquait aux travailleurs les raisons de ce changement de politique :

Les mesures de black-out dues à la guerre signifient que le travail de nuit met à plus rude épreuve l'endurance des « servants » ; elles augmentent aussi le coût de la vie. En temps de guerre, travailler le dimanche demande aux « servants » des sacrifices, sacrifices qui justifient une compensation. C'est ainsi que l'abolition des primes pour le travail de nuit, le dimanche et pendant les congés, telle qu'elle était prévue dans le paragraphe 18 section 3 du décret d'économie de guerre, ne pouvait être envisagée que comme une mesure temporaire.

Le lendemain, le 17 novembre, les règlements d'avant-guerre sur les congés retrouvèrent force de loi, et on indemnisa les travailleurs pour les congés qu'ils n'avaient pas eus depuis début septembre. Un mois plus tard, le 12 décembre 1939, on limita à nouveau les heures de travail : la semaine de travail de base consistait en six équipes de dix heures, et on rétablit le bonus de 25 % pour les heures supplémentaires involontaires au-delà de cette limite (85). Les employeurs continuaient à verser aux perceptions l'équivalent des primes pour les neuvième et dixième heures ; mais en septembre 1940, il fallut rétablir complètement les primes d'heures supplémentaires d'avant-guerre (86).

Lorsqu'en 1944, Goebbels, tout bras ouverts, accueillit le déluge de bombes britanniques et américaines sur les villes allemandes, c'était leur absence de discrimination qu'il célébrait : « La terreur des bombes n'épargne ni les riches ni les pauvres ; les dernières barrières de classe ont dû s'écrouler devant les bureaux du travail de la guerre totale (87). » Face à un ennemi aussi terrible et direct, le peuple allemand pouvait enfin jouir brièvement de son unité nationale et de son harmonie sociale.

Université de York

L'OPPOSITION DES TRAVAILLEURS DANS L'ALLEMAGNE NAZIE

JE VEUX COMMENCER (1) en faisant une distinction : la distinction entre la résistance politique de la classe ouvrière allemande à l'ordre nazi et ce que je veux appeler l'opposition des travailleurs.

Dans ce sens précis, la résistance ne comprenait que les comportements politiques conscients des adhérents des organisations persécutées : les activités illégales, les conspirations de ces groupes et individus qui cherchaient à affaiblir ou à renverser la dictature nazie au nom de la social-démocratie, du communisme ou du mouvement syndical ; c'est-à-dire une activité politique caractérisée à la base par le rejet global de l'ordre national-socialiste et par sa remise en cause.

Toutefois, le rôle politique de la classe ouvrière pendant le III^e Reich ne se limite pas à cette lutte clandestine tragique et héroïque. Aux côtés de cette agitation tenace et de l'organisation des groupes illégaux, le conflit économique de classe resurgit en Allemagne sur un large front après 1936. Il revêtit des formes qui n'avaient pas clairement un caractère politique, du moins en ce qui concerne les motivations démontrables des travailleurs qui y prirent part. En effet, dans de nombreux cas, il est impossible de détecter dans les documents le moindre signe de préoccupations politiques conscientes. Plus encore, cette lutte de la classe ouvrière pour ses intérêts économiques de base ne semble absolument pas avoir été organisée d'une manière ou d'une autre. Elle s'est manifestée par des grèves spontanées, par l'exercice de pressions collectives sur les employeurs et sur les organisations nazies, par des actes extrêmement variés d'insoumission envers les règlements sur le lieu de travail et envers les décrets gouvernementaux, par des grèves perlées, de l'absentéisme, des congés de maladie, des manifestations de mécontentement, etc.

Ce refus de la classe ouvrière de se soumettre pleinement au système nazi peut s'appeler opposition : une opposition qui exploitait les contradictions internes de l'ordre économique capitaliste et celles de la dictature, et mettait ces contradictions en évidence. Elle occupait une zone grise à la marge de la légalité fasciste. Elle

Travaux en cours, atelier d'histoire. *History Workshop Journal*, n° 11, printemps 1981, pp. 120-137.

(1) L'aide et les encouragements que j'ai reçus de Raphael Samuel et de Jane Caplan à toutes les étapes du travail demandé par cet article sont allés bien au-delà des tâches éditoriales normales.

opposait au régime un défi massif de principe, mais pas fondamental.

Dans la distinction entre opposition et résistance de la classe ouvrière, on ne cherche pas la clarté analytique pour le plaisir. Cette distinction a une base réelle dans l'expérience de la classe ouvrière, qui est elle-même d'une importance capitale dans toute discussion à ce sujet : en effet, la séparation effective des groupes de résistance politique de leur classe fut un succès décisif pour le régime de terreur policière du III^e Reich. Les pouvoirs de la Gestapo signifiaient que la résistance politique devait avant tout être secrète. La seule exception était les funérailles des résistants morts au cours des interrogatoires ou en « tentant de s'échapper ». Leurs camarades et amis se rassemblaient au bord de la tombe et la Gestapo se contentait de surveiller. Dans l'industrie, d'autre part, le conflit de classe était nécessairement public, sous toutes ses formes : public dans ce sens qu'une grève perlée par exemple, ou des revendications pour de meilleures conditions de travail, étaient immédiatement enregistrées par les employeurs et les agences gouvernementales ; bien plus, après 1938, de tels comportements étaient de plus en plus fortement susceptibles d'attirer l'attention de la Gestapo elle-même.

Ce fut d'abord, je crois, pour ces raisons que les membres des groupes politiques clandestins ne prirent pas part aux conflits sociaux de classe : s'ils l'avaient fait, ils auraient perdu leur couverture et auraient ainsi mis gravement en danger leur travail politique. De plus, on peut soutenir que cette séparation des groupes de résistance de leur classe fut encore plus marquée par le caractère du communisme allemand après 1928 : les groupes résistants communistes furent les plus activistes de tous, mais leur travail illégal était caractérisé par l'importance excessive qu'ils accordaient aux facteurs idéologiques et aux loyautés organisationnelles. Avant 1933, les racines du Parti communiste allemand (KPD) dans la classe ouvrière industrielle n'étaient pas très ramifiées et n'atteignaient une certaine profondeur qu'en quelques endroits ; par la suite, la lutte clandestine de ce parti ne semble guère avoir été inspirée par le conflit de classe sur le lieu de travail.

Par conséquent, la distinction entre résistance et opposition ne s'impose pas à l'historien après coup, mais dérive de la situation réelle de la classe ouvrière sous la férule nazie. Ceci apparaît avec une grande clarté dans les rapports de la Gestapo, du Front allemand du travail, du parti nazi et dans ceux de l'administration étatique du travail sur le mécontentement et les conflits

dans l'industrie. Ces organisations ont toujours agi à partir du présupposé que derrière chaque grève, etc., se trouvait un communiste qui « tirait les ficelles » ou un « agitateur » marxiste. Pourtant, en dépit de la brutalité de ses interrogatoires, la police parvenait rarement à prouver que c'était le cas et, en ces rares occasions, elle découvrait habituellement des individus qui *avaient été* membres de partis ouvriers et pas des militants clandestins. Ces découvertes étaient une source de doute et de perplexité considérables pour le régime (2).

Toutefois, on ne peut pas laisser cette distinction entre résistance et opposition nous mener à la conclusion simpliste que l'opposition des travailleurs était totalement apolitique. L'envergure et les formes de cette opposition nous renseignent-elles sur ses qualités spécifiques ? Quel sens ont des mots comme politique et apolitique par rapport à la classe ouvrière allemande sous le III^e Reich ? Dans quel sens peut-on parler de conflit de classe dans une situation où cette classe a été privée de la possibilité de s'organiser et de s'éduquer politiquement ? Qu'est-ce qui a déterminé le comportement des travailleurs de l'industrie pendant les années de gouvernement nazi ? Le thème de l'opposition des travailleurs soulève toutes ces difficiles questions d'interprétation, et bien d'autres.

Il n'est pas possible dans ce bref exposé d'examiner en détail le contexte économique et institutionnel de ces problèmes. Mais deux traits caractéristiques des origines et de l'établissement de la dictature nazie sont d'une grande importance si on veut jauger l'opposition des travailleurs. D'abord, il faut insister lourdement sur le fait que les organisations de la classe ouvrière furent détruites par la force en 1933. Contrairement à beaucoup d'organisations de la classe moyenne, elles ne furent pas peu à peu minées de l'intérieur, débordées politiquement, puis « coordonnées » par des manœuvres tactiques. Pris dans son ensemble, le mouvement ouvrier allemand avait perdu étonnamment peu de sa substance pendant les années de crise qui précédèrent 1933 : le parti nazi ne réussit pas de façon significative à corrompre la loyauté des membres et des sympathisants des partis ou des syndicats. Pour ces organisations, le III^e Reich débuta donc par un acte de destruction physique massive et de répression. L'élimination rapide et brutale du mouvement ouvrier eut de nombreux avantages à court terme pour le nouveau régime, mais il était inévitable qu'elle laisse derrière elle une profonde amertume dans la classe ouvrière qui, en termes politiques et industriels, avait déjà une longue histoire et une vaste expérience et qui, dans son ensemble,

(2) Bien entendu, la division entre résistance et opposition n'était pas absolue. En 1938, la direction en exil du Parti communiste encourageait les travailleurs dans la résistance clandestine à concentrer leur propagande orale dans les usines sur les problèmes quotidiens de salaires, de réductions de salaires, de conditions de travail, etc. : c'est-à-dire sur le genre de problèmes qui occasionnaient souvent une opposition ouverte de la part de certains groupes de travailleurs. Et en 1939 un tract du Parti communiste, « Les Dix Commandements », circula dans la Ruhr, donnant des conseils aux travailleurs pour créer le plus de problèmes possible dans les mines et les usines en courant le moins possible de risques d'arrestation : c'est-à-dire en confrontant les directions à des problèmes comme la sécurité, etc., les plus nombreux possible afin de ralentir la production. Cependant, mes sources suggèrent que des formes de comportements oppositionnels dans l'industrie étaient très répandues avant que le KPD n'adopte cette stratégie, que leur vitalité ne dépendait pas d'un encouragement clandestin ; et aussi que les travailleurs de la résistance clandestine, pour de très bonnes raisons, ne jouaient pas eux-mêmes un rôle prééminent dans les activités d'opposition. Mais la voie est ouverte pour des recherches plus poussées.

avait été bien éduquée par ses organisations. On ne saurait trop insister sur le fait qu'une très large proportion des travailleurs impliqués dans l'opposition à la fin des années 1930 étaient depuis des années membres ou sympathisants de ces organisations ouvrières. La démagogie fasciste ne put pas effacer ce que cette activité leur avait enseigné.

Deuxième élément de contexte : la victoire politique du nazisme sur le mouvement ouvrier, de même que les pouvoirs extraordinaires acquis par les employeurs sur leurs travailleurs grâce à la législation de 1933-1934, étaient les conséquences de la crise économique et du chômage de masse. Il est extrêmement important de noter que la répression de la classe ouvrière débuta sur le marché du travail. En plus de la terreur politique de 1933, la crainte universelle du chômage, de la faim et de la prolétarianisation eut une forte influence disciplinaire sur la classe ouvrière, et on jouait systématiquement de cette peur. Pendant les deux premières années du règne nazi, les employeurs et le parti pouvaient choisir qui garderait ou obtiendrait un emploi. Cependant, cette base matérielle essentielle du pouvoir dictatorial commun à l'Etat, au parti et au capital, fut inévitablement érodée par la politique de réarmement du régime (3).

Le plein emploi, qui résulta de cette politique, fut la condition essentielle de l'apparition de l'opposition des travailleurs et il lui donna aussi une de ses formes d'expression les plus évidentes. Le réarmement convertit le chômage de masse en pénurie de main-d'œuvre. Ce changement apparut sur un marché du travail qui demeura largement non réglementé jusqu'au milieu de 1938, car la liberté qu'avait un travailleur de changer d'emploi était, du point de vue des employeurs et de l'Etat, un mécanisme acceptable pour garantir l'approvisionnement en main-d'œuvre de l'industrie de l'armement en expansion : acceptable tant qu'il s'agissait de redéployer les chômeurs. Mais bientôt, des groupes clés d'ouvriers qualifiés, et un peu plus tard tous les salariés, se retrouvèrent dans une situation qui leur permettait de vendre leur force de travail au plus offrant : dès la fin de 1938, il y avait un million d'emplois vacants, un million d'emplois non pourvus, dans l'ensemble de l'économie allemande (4). Les travailleurs changeaient d'emploi dans la même branche d'industrie afin d'obtenir des salaires plus élevés. Les changements d'emploi augmentèrent dans de telles proportions qu'en 1938-1939 toutes les personnes régulièrement employées changeaient d'emploi environ une fois par an (5). A ce moment-là, seule une petite partie des mouvements de main-d'œuvre était constituée par un recrutement du secteur de l'ar-

(3) Pour une discussion détaillée de ces deux points de contexte, voir T. W. Mason, *Sozialpolitik im Dritten Reich*, Opladen, 1977, ch. II-IV.

Trad. angl. *Social Policy in The Third Reich*, voir bibliographie p. 70.

(4) Ministre du Travail à Lammer, Chancellerie du Reich, 17 décembre 1938, dans T. W. Mason éd., *Arbeiterklasse und Volksgemeinschaft*, Opladen 1975, doc n° 149.

(5) F. Syrup, *Hundert Jahre Staatliche Sozialpolitik*, ed. O. Neuloh, Stuttgart, 1957, p. 423.

mement dans d'autres secteurs (et les secteurs qui perdaient encore de la main-d'œuvre, particulièrement l'agriculture, ne pouvaient pas se le permettre). Ces changements d'emploi apparaissaient désormais avant tout comme une source majeure de perturbation dans les usines : avant le départ d'un travailleur, il y avait régulièrement de longues discussions dans les ateliers ; il/elle avait besoin de temps pour s'habituer à un nouveau travail ; les salaires augmentaient, les coûts de production augmentaient encore plus vite. Dans ces conditions, les doléances de l'industrie se multiplèrent, se firent de plus en plus insistantes – un fait qui, à lui seul, ne prouve assurément pas l'existence d'un lien entre les changements d'emploi et l'opposition des travailleurs.

Pourtant, on ne peut pas assimiler ce phénomène au déroulement automatique et impersonnel des lois de l'offre et de la demande sur le marché du travail, ce genre de choses ne se produit que dans les manuels d'économie. Il fallait que les travailleurs identifient et utilisent ces nouvelles possibilités d'action. Ceci se produisait d'une part lorsque le travailleur individuel jouait le marché en recherchant son avantage personnel partout où il pouvait le trouver ; souvent, si ce n'est toujours, de tels comportements allaient à l'encontre des intérêts de l'industrie et du régime, et ils étaient fréquemment perçus comme un refus de se soumettre aux règlements et une rupture de contrat. Mais, plus intéressantes encore dans le contexte de cet exposé, certaines actions reposaient sur la solidarité de groupe entre travailleurs. A partir de 1936, les rapports font fréquemment état d'actions collectives des travailleurs pour donner plus de poids à leurs revendications. Dans des conditions de pénurie de main-d'œuvre croissante, le recours à un licenciement ne correspondait plus à une mesure disciplinaire pour l'employeur. Au contraire, « donner son préavis » était pratiquement devenu un moyen de pression pour les groupes de travailleurs qui, d'une façon ou d'une autre, pouvaient s'unir dans leur entreprise. Les demandes d'augmentations de salaires, accompagnées de menaces vraisemblables de démissions collectives, devinrent très fréquentes. Ces tactiques étaient souvent victorieuses, particulièrement mais pas exclusivement dans l'industrie du bâtiment, où des entreprises petites et moyennes devaient compter avec la solidarité de toute leur main-d'œuvre. Des entreprises de la verrerie et du bois subirent les mêmes pressions pendant l'année 1937 ; et au cours de l'automne 1938, le ministère du Travail rapporta que les négociations et menaces collectives de ce genre se répandaient, malgré un allongement général du préavis obligatoire. Les travailleurs qui utilisaient ce mode d'action obtenaient souvent gain de cause.

Dans beaucoup d'autres cas, la pression collective des travailleurs a été mentionnée sans qu'il soit fait état de menaces. Dans les mines de charbon, dans les papeteries et dans les imprimeries de la Ruhr par exemple, les représentants du Front du travail s'aperçurent qu'ils n'avaient d'autre choix que de présenter des revendications salariales au nom des travailleurs ; ils n'étaient pas censés agir en tant que porte-parole, mais l'état d'esprit dans les ateliers était tout à fait unanime. L'organisation fasciste n'avait pas la force de soutenir la politique salariale du gouvernement dans les ateliers et devint souvent, pour cette raison, la cible de pressions organisées de façon informelle par ses adhérents obligatoires. Dans d'autres cas encore, les documents ne donnent aucune information sur les formes spécifiques d'actions collectives, mais font simplement état de revendications collectives. Parmi ces revendications, il y avait des actions entreprises par des groupes de travailleurs sans forte tradition de militantisme syndical, par exemple les travailleurs agricoles des provinces du nord de la Prusse, des ouvriers du textile (hommes et femmes) en Hesse et en Saxe et des employés du commerce de détail qui, pendant les dix-huit mois qui avaient précédé l'invasion de la Pologne, menèrent une campagne en partie victorieuse pour que les magasins ferment tôt le samedi (6).

(6) Les exemples ci-dessus sont tirés des rapports très détaillés des conseillers du Travail (hauts fonctionnaires d'Etat) qui sont réimprimés chez Mason éd., *Arbeiterklasse und Volksgemeinschaft*.

Ce genre de solidarité concrète n'était pas expressément interdite par le régime. Mais elle exigeait une certaine indépendance collective, fondamentalement incompatible avec le système de domination nazi, et dont la destruction était un des buts principaux de la politique intérieure du régime. C'était la solidarité d'une conscience de classe en grande partie intacte, et c'est pourquoi ces faits étaient surveillés de si près par le gouvernement et les organisations du parti. Cette conscience de classe n'était pas simplement économique, du moins pas dans le sens le plus étroit du terme. Des groupes de travailleurs en situation de conflit mirent en avant à maintes reprises des critères de justice sociale de nature syndicale ou social-démocrate, perçus comme tels par les fonctionnaires du gouvernement, et ce sont leurs archives que nous devons croire.

C'est ainsi qu'on peut souvent lire dans ces rapports que les travailleurs étaient très bien informés sur les mouvements généraux des bénéfices, des prix et des salaires, et étaient capables de citer les chiffres pertinents pour étayer leurs revendications. Le même regard exercé sur les réalités économiques, le même sens de la justice sociale, apparaissent clairement aussi dans les fréquentes discussions entre les travailleurs au sujet de la hausse continue des

taux de contribution à l'assurance chômage à la fin des années 1930 alors que le chômage régressait. (Le gouvernement n'avait pas suffisamment confiance dans ses talents de propagandiste pour faire savoir que cet argent finançait la construction des autoroutes! [7]). Les nombreuses rumeurs qui circulaient parmi les travailleurs de l'industrie à la fin des années 1930 démontrent ainsi l'impact durable et l'efficacité des longues années de luttes syndicales d'avant 1933. Dans un contexte de difficultés économiques croissantes et de goulots d'étranglement évidents pour tous ceux qui travaillaient, circulaient des rumeurs persistantes de suppression par le gouvernement de la journée de huit heures, de réductions de salaire, de rationnement de la nourriture, et ainsi de suite. Ces rumeurs traduisaient une profonde compréhension du cheminement économique qui se dessinait, et elles s'en nourrissaient. En fait, et dans son propre intérêt, le gouvernement aurait dû agir dans ce sens, mais avant juin 1938 il recula devant ces mesures par crainte de l'opposition qu'elles ne manqueraient pas de susciter (8).

La propagande fasciste ne pouvait pas éradiquer ce genre de conscience de classe. La loyauté au syndicalisme s'exprimait parfois ouvertement. En juin 1937 par exemple, la grande grève des mineurs de 1889 et ses « prétendus bons résultats » faisaient l'objet d'une discussion animée et répandue dans les mines de la Ruhr. Au cours de l'été précédent, le ministère du Travail avait mis en garde la presse nazie contre la publication des comptes rendus intégraux des grèves et occupations d'usines en France. Ces reportages visaient à glorifier la supériorité de l'ordre social allemand face à l'inefficacité dégénérée de la France divisée. Toutefois, on observait que, pour des raisons totalement différentes, ces reportages attiraient « l'attention beaucoup trop vive » des travailleurs de l'industrie allemande, qui ne lisaient pas d'habitude la presse nazie avec beaucoup de soin. Cette mise en garde fut répétée en mars 1937 (9).

Les menaces de grève, les conflits sociaux ouverts et les grèves effectives n'étaient de fait pas rares en Allemagne après 1935. Dans un document politique important d'octobre 1936, les ministres remarquaient que les tentatives de grève entreprises par les ouvriers qualifiés pour des augmentations de salaire n'étaient plus exceptionnelles (10). On a récemment découvert une liste des grèves à la bibliothèque Wiener de Londres. Dans une période de dix-huit mois, de février 1936 à juillet 1937, les fonctionnaires du service d'information du Front du travail enregistrèrent 192 grèves et protestations assimilables à des grèves. En tant que

(7) Les dossiers de la Gestapo, des conseillers du Travail, des inspecteurs de l'Economie de guerre des forces armées comportent de nombreuses références au mécontentement à ce sujet en 1938. Pour la manière dont étaient en réalité utilisés ces fonds, voir la publication officielle du Front du travail, *Deutsche Sozialpolitik*, 1938, pp. 244 sq.

(8) Des détails de ces rumeurs sont consignés dans les rapports des conseillers du Travail (voir Mason, *Arbeiterklasse...*). Dans son étude sociologique des rumeurs dans l'Allemagne nazie, *Der zerredete Widerstand*, Düsseldorf, 1970, Franz Dröge sous-estime constamment l'expérience et l'intelligence nécessaires pour susciter des rumeurs plausibles au sein de la classe ouvrière. Ce sujet mérite une analyse plus poussée.

(9) Rapports des conseillers du Travail dans Mason, *Arbeiterklasse...*, doc. n° 41,30.

(10) Note détaillée des ministres du Travail et de l'Economie sur la politique de l'emploi et la législation pour le nouveau Plan de quatre ans, Mason, *Arbeiterklasse...*, doc. n° 3.

(11) Le rapport principal est photocopié et s'intitule *Arbeitsniederlegungen*, Folge 11. Le dossier de la bibliothèque Wiener comprend également un autre rapport du bureau de renseignements de la DAF et un numéro de son bulletin, *I-Nachrichten*, qui contiennent tous les deux des renseignements supplémentaires sur les grèves.

(12) Gestapo de Lunebourg, rapport annuel pour 1937, Bundersarchiv Koblenz, R58, dossier 457.

document source pour les historiens, cette note confidentielle a beaucoup de défauts et la liste des grèves n'est même pas complète. Mais c'est le meilleur document concernant ce sujet que nous possédions à ce jour, et on peut certainement considérer que les grèves qui y figurent sont un échantillon représentatif de celles qui ont réellement eu lieu (11).

Presque toutes ces grèves furent limitées. Seules six d'entre elles eurent plus de 80 participants, la moyenne tournant probablement autour de 30. Dans tous les cas la grève était limitée à un seul lieu de travail et, dans les grandes entreprises, à un seul service. Ceci met clairement en valeur un point particulièrement important : la terreur policière avait dépouillé la classe ouvrière de sa capacité à recourir à une solidarité active et spontanée, sauf à une toute petite échelle. Dépourvus de leurs propres organisations, les groupes de travailleurs impliqués dans ces conflits étaient très isolés les uns des autres. Les grèves étaient aussi de courte durée : la Gestapo, l'Etat et les représentants du parti étaient sur les lieux le jour même, et souvent quelques heures après leur déclenchement. Il semble que toutes ces grèves aient eu pour motifs les salaires et les conditions de travail ; il arrivait qu'elles soient déclenchées par des tracasseries des employeurs ou des Bureaux du travail. Il semble que certaines grèves aient été défensives et d'autres offensives pour obtenir des améliorations ; et on peut s'appuyer en toute confiance sur des références à des grèves offensives dans d'autres documents de cette époque. La liste de Londres est trop sommaire pour permettre une analyse plus fouillée, mais un point en ressort clairement : étant donné l'interdiction des grèves, la répression et la surveillance permanentes, et, considérant que la Gestapo arrêterait à coup sûr les grévistes, il fallait une bonne dose de détermination et de solidarité pour poser ses outils. Plus de dix grèves par mois, touchant, comme c'était le cas, la plupart des secteurs économiques, ce n'était pas négligeable. Et bien sûr, les groupes de travailleurs qui se mettaient presque en grève pour y renoncer finalement n'apparaissent pas dans ces statistiques : comme par exemple ceux d'une entreprise qui commencèrent à porter les rondelles de caoutchouc rouge des bouteilles de bière autour des boutons de leurs vestes. Ils affirmèrent tous que les rondelles étaient indispensables pour tenir leurs boutons (12). Il ne semble s'être rien passé de plus, mais la consignation par écrit de cet incident démontre que les autorités et les employeurs étaient de plus en plus inquiets : il était impossible de tenir pour acquis la paix sociale, le grand effort communautaire national et tous les slogans de la propagande d'auto-satisfaction.

Ceci était dû en partie à la faiblesse de la présence des nazis dans les ateliers. Un rapport sur une grève dans une verrerie au début de 1937 met ce fait en valeur avec une clarté inhabituelle. Les porte-parole nazis auprès des travailleurs, dont la tâche était de renforcer l'atmosphère de confiance dans chaque entreprise, rejoignirent en fait eux-mêmes les 150 grévistes ; parmi ces « conseillers de confiance » figuraient des membres de la SS et d'autres qui avaient suivi des stages de formation pour exercer leur mission (13). A partir des années suivantes, on peut trouver dans les ateliers d'autres exemples de la prédominance des solidarités de classe sur la loyauté politique au nazisme. A la fin de 1938 par exemple, un chef d'atelier d'une grande entreprise était chargé de réviser (à la baisse, bien sûr) les salaires aux pièces. Il était membre des Sections d'assaut (SA). Certains des hommes dont il devait réduire le salaire faisaient aussi partie des SA et ils lui dirent qu'il devait soit refuser de faire ce travail soit démissionner des SA. Ici, une organisation nazie et son idéal de camaraderie furent utilisés fermement à l'encontre de ses objectifs premiers (14).

La raison pour laquelle tous ces conflits sociaux ne furent pas plus graves et plus nombreux est que, dans une certaine mesure, les employeurs avaient de plus en plus tendance à céder à la pression de la base : les salaires hebdomadaires dans l'industrie augmentèrent rapidement pendant les trois années qui précédèrent l'invasion de la Pologne, de 17 % environ en moyenne (15).

Mais l'industrie ne faisait pas que céder à la pression de la base. Afin de recruter plus de main-d'œuvre, le secteur en expansion rapide de l'armement reconnut la nécessité d'augmenter les salaires et d'améliorer les conditions de travail de sa propre initiative, et de faire clairement connaître cette situation au public. En débauchant les travailleurs des autres entreprises, les patrons de ce secteur contribuaient à rendre public le nouveau rapport de forces sur le marché du travail. Ils ne pouvaient pas agir autrement car, d'une part, l'Etat ne souhaitait pas réguler le marché du travail à leur avantage, mais d'autre part, il exigeait un accroissement rapide de la production d'armements. Attirer les ouvriers au moyen de salaires plus élevés, d'une assurance complémentaire sur la santé, de prix bas à la cantine, de congés payés généreux, d'aide au transport pour aller au travail, de bonus de toutes sortes, de colis de Noël, de crédits pour une Volkswagen, etc. ne pouvait avoir d'autre effet que de rendre les travailleurs plus conscients de leur valeur sur le marché du travail. D'autant plus que cette course au recrutement entre les entreprises ne se limitait pas à de nombreuses offres de travail dans la presse quotidienne, mais prenait parfois des formes plus ex-

(13) Rapports des conseillers, février 1937, Mason, *Arbeiterklasse*, doc. n°27.

(14) Rapports des conseillers, dernier trimestre 1938, Mason, *Arbeiterklasse*, doc. n°150.

(15) G.Bry. *Les Salaires en Allemagne 1871-1945* (*Wages in Germany 1871-1945*), Princeton, 1960, p. 243.

(16) Inspecteur de l'Economie de guerre, Hanovre, à W. Stab, 15 septembre 1936 (appendice). Bundessarchiv-Militärarchiv, Fribourg (à la MA/BA), WilF 5, dossier 202. L'entreprise qui perdit son équipe est presque certainement Krupp.

(17) Cf. le général Thomas cité dans B.A. Caroll *Design for Total War* (*Projet de guerre totale*), La Haye 1968, p.210 (21 octobre 1939). Le général Keitel a utilisé une phrase très semblable en parlant spécifiquement de l'économie lors d'une réunion du Comité de Défense du Reich, 15 décembre 1938, BA/MA, WilF 5, dossier 560/2. Et Göring a parlé de la même manière au Conseil de défense du Reich, 18 novembre 1938, Mason, *Arbeiterklasse*, doc. n° 152. Il est important de remarquer que les membres de l'élite dictatoriale appréhendaient les événements économiques de cette manière à cette époque.

(18) Rapports des conseillers, septembre 1937, Mason, *Arbeiterklasse*, doc. n° 45.

(19) Rapports des conseillers, troisième trimestre 1938, Mason, *Arbeiterklasse*, doc. n° 136.

(20) W. Stab, compilation des rapports des inspecteurs de l'Economie de Guerre, 20 février 1939, BA/MA, WilF 5, dossier 176.

péditives : l'équipe de football d'une grande entreprise de Magdebourg partit à Berlin, un week-end de l'automne 1936, pour un match contre l'équipe de Rheinmetall-Borsig. L'entreprise berlinoise offrit à ses visiteurs des salaires considérablement plus élevés et ils restèrent tous pour travailler pour Borsig (16).

Le coût de ces politiques était répercuté sur l'Etat sous forme de prix plus élevés pour l'armement et les autres contrats souscrits par le gouvernement. Du point de vue du gouvernement du Reich, dès 1938, le conflit de classe sur le marché du travail apparaissait de plus en plus comme une collusion entre les deux parties directement concernées, et la seule issue certaine serait l'effondrement de tout le système financier. Comme le déclara un général bien informé, ce qui se passait là était « une guerre de tous contre tous (17) ».

Dans l'ensemble, l'argent de ces employeurs n'était pas très bien utilisé. Les travailleurs n'étaient pas plus satisfaits parce que leurs salaires étaient plus élevés et qu'ils bénéficiaient d'avantages sociaux au travail, et ils n'en désiraient pas moins plus d'avantages matériels à titre individuel. Un conseiller du travail identifia très tôt clairement le problème : il rapporta que les augmentations de salaire « n'ont pas amélioré l'état d'esprit des travailleurs ; il semble même qu'ils soient encore plus mécontents (18) ». Il était évident pour tout le monde que dans de nombreux cas la bienveillance des employeurs était un moyen sommaire et pragmatique de s'attacher leur main-d'œuvre :

« Même là où, jusqu'à présent, il y a peu de preuves de sympathie réelle pour les intérêts sociaux des "suivants", la conscience sociale (des employeurs) croît maintenant proportionnellement à la pénurie de main-d'œuvre (19). »

Voici qui risquait peu d'impressionner favorablement les travailleurs :

« Les entreprises d'armement se mettaient en quatre pour introduire des réformes sociales et des équipements sociaux. Le fait qu'on observe des cas d'indiscipline précisément dans ces entreprises prouve que les effets psychologiques (des mesures sociales) espérés chez les travailleurs ne se font pas sentir, et même qu'on obtient des résultats opposés (20). »

Ces tentatives pour apaiser les travailleurs et les attacher à leur entreprise en faisant des concessions et en leur accordant des avantages sociaux nous amènent à la deuxième partie de notre réflexion sur l'opposition des travailleurs : aux questions de productivité et de discipline au travail. En effet, selon l'idéologie officielle, l'amélioration des conditions de travail servait avant tout à *augmenter*

la productivité : les travailleurs, proclamait-on, récompenseraient en travaillant plus la sollicitude que leur manifestait l'industrie : meilleur éclairage, réduction du niveau sonore, cantines, assurances médicales, sport à l'usine, etc. « *La Force par la joie* » n'était pas seulement le nom de l'organisation la plus connue dans ce domaine, c'était aussi un programme.

Cet espoir fut déçu. A la fin des années 1930, le niveau de la productivité par tête semblait avoir diminué dans de nombreuses branches d'industrie. C'était une question essentielle à la fois pour l'industrie et pour le régime, car cette tendance mettait en danger la campagne de réarmement, et par conséquent toute la politique d'expansion par la guerre. En dépit de son importance, le problème ne fut jamais traité à fond ni étudié en détail à l'époque, ce qui éclaire de manière intéressante l'indifférence du régime à l'égard des méthodes scientifiques modernes, mais qui rend aussi difficile, pour l'historien, l'interprétation de la tendance. Il n'existe pratiquement pas de témoignage statistique de bonne qualité. La seule exception concerne les mines de charbon où la productivité par tête chuta de 10 % entre 1935 et 1938 (21). Pour le reste, je ne dispose que de chiffres bruts émanant de diverses entreprises du bâtiment, dans lesquelles la productivité diminua entre 9 % et 60 % pendant la même période. En juillet 1938, une estimation bien documentée chiffrà la chute de productivité nationale dans l'industrie du bâtiment à 20 %. A la même époque, le chef de l'administration de Saxe estime la chute de 15 % à 30 %, toutes industries confondues (22). Pour le reste, on trouve un grand nombre de rapports vagues et généraux provenant d'industriels et de l'administration du travail, et tous se plaignent d'une baisse de la production et d'un moindre effort au travail sans joindre d'évaluations chiffrées claires à leurs doléances. (Il n'est pas facile de faire ce genre de calculs dans des branches d'industrie où les évolutions techniques altèrent régulièrement les critères de mesure.) Les statistiques économiques agrégées indiquent aussi une chute de la productivité, mais il n'est pas possible d'en tirer des calculs précis. Les indices d'Hoffmann sur la production industrielle divisent l'industrie en branches différentes de celles utilisées pour les chiffres d'emploi, mais il faut souligner que ces indices montrent un ralentissement du taux de croissance de la production dans la plupart des branches dans les années 1938-1939, et une stagnation dans une ou deux d'entre elles (23). Ainsi pouvons-nous sans doute supposer que la productivité posait un problème véritablement sérieux, sans pouvoir dire à quel point.

Il n'est pas non plus possible de donner une explication claire et

(21) Mason, *Arbeiterklasse*, ch. XI.

(22) *Der deutsche Volkswirtschaft*, 22 juillet 1938 ; président de Saxe au ministère de l'Economie, 25 avril 1938, BA, R 41, dossier 151

(23) Voir W.G. Hoffmann, *Der Wachstum der deutschen Volkswirtschaft seit der Mitte des 19. Jahrhunderts*, Berlin/Heidelberg/New York, 1965, pp. 70-75, 346, 354, 362, 389-95 ; et aussi Bry, *Wages*, p. 20 ; et *Statistisches Handbuch von Deutschland 1928-1944*, Munich, 1949, ch. Vc

définitive des causes de ce problème. Une chute générale de productivité peut avoir de multiples causes : pénurie de matières premières et de pièces de rechange ; mauvais planning de production ; usure du matériel ; goulots d'étranglement dans les secteurs des machines-outils et de la mécanique ; et, dans les mines, tentatives d'exploiter des filons moins accessibles. Bien entendu, il ne fait pas de doute que tous ces facteurs ont joué un rôle dans l'Allemagne de la fin des années 1930. On reconnaissait, au gouvernement, dans l'industrie, de tous côtés, que la course aux préparatifs de guerre, s'ajoutant à un niveau de consommation relativement élevé, avait entraîné une surtension générale de l'ensemble de l'économie.

Cependant, les industriels et les hauts fonctionnaires de l'époque étaient tout à fait certains que le manque d'efforts de la part des travailleurs était de loin le facteur le plus important. Leurs rapports et leurs notes de 1938-1939 sont remplis d'exemples de manquements à la discipline au travail, qu'ils appelaient « déclin dans le moral au travail ». Les documents donnent l'impression que la description détaillée de ces comportements était délibérée afin de pallier l'absence de statistiques de productivité. Sans pouvoir le prouver exactement, il était évident pour eux que le problème principal était « le facteur humain ». Les travailleurs ne coopéraient tout simplement pas.

De manière générale, on peut probablement accepter ces descriptions comme exactes. Un peu de scepticisme ne serait sans doute pas déplacé, car il est déjà arrivé que des employeurs fassent des déclarations mensongères au sujet de leurs employés ! De fait, il est tout à fait possible que, dans certains cas, des rapports sur la faible productivité aient été rédigés afin d'accuser les travailleurs d'une insuffisance ou d'une autre dont l'employeur lui-même aurait dû autrement rendre compte : certains directeurs d'entreprises d'armement affirmèrent par exemple que leurs employés étaient si fatigués et si mécontents qu'ils avaient délibérément empêché l'exécution en temps voulu de contrats militaires (24). Il se peut toutefois qu'ils aient dit la vérité. On ne peut pas vérifier un tel récit à cette distance dans le temps. Dans l'ensemble, le nombre très important des doléances, le fait qu'elles émanent de nombreuses sources différentes en même temps, et le fait qu'elles auraient pu être vérifiées individuellement par l'une ou l'autre des branches de la bureaucratie de l'Etat, sont des considérations qui semblent toutes aller dans le sens de leur fiabilité. Et cette impression se confirme quand nous abordons l'examen de la politique du gouvernement, car le gouvernement a agi comme si elles étaient vraies.

(24) Inspecteur de l'Economie de guerre, Berlin, à W.Stab, 18 août 1939, BA/MA, W01-8, dossier 282.

Dans la rubrique générale et polémique « déclin du moral au travail », les détenteurs du pouvoir dans l'Etat et dans l'industrie mettaient une grande variété de comportements. Il était commun que, particulièrement dans les mines et dans le bâtiment, les travailleurs s'absentassent pendant plusieurs jours d'affilée. Ils gagnaient à présent assez pour se le permettre. Dans une mine de Silésie, l'absentéisme a été multiplié par cinq en douze mois, jusqu'à concerner 7 % de la main-d'œuvre. Et en août et septembre 1939, 20 % des travailleurs des usines d'armement de Berlin étaient absents chaque semaine le lendemain du jour de paie, et ceci en période de guerre (25). Certains employeurs renonçaient à imposer les amendes prévues pour absentéisme, de peur que leurs employés n'en deviennent que plus récalcitrants. On refusait de plus en plus de faire des heures supplémentaires : les gens voulaient se reposer. On déplorait fréquemment la lenteur du travail et sa mauvaise qualité ; les travailleurs faisaient pression sur leurs collègues particulièrement zélés pour les obliger à en faire moins. L'alcoolisme au travail augmentait. Il y avait des conflits et des disputes fréquents avec les contremaîtres et les dirigeants. La négligence au travail entraînait des accidents et des dégâts sur les machines, incidents qui ressemblaient souvent à du sabotage industriel. Le taux de congés pour maladie s'élevait rapidement, à tel point que de nombreux plans d'assurance se retrouvèrent dans le rouge ; et il est indiscutable qu'une partie de ces congés maladie était abusifs, pris par des gens qui voulaient seulement quelques jours de repos. Et ainsi de suite. Ceci n'est rien d'autre qu'un résumé extrêmement condensé d'une évolution générale, diffuse et variée.

Qu'est-ce qui était exactement en jeu dans ce « manque de discipline au travail » ? Il est d'autant plus difficile de formuler une réponse que les personnes dont les actions sont en cause ici avaient toutes les raisons imaginables de masquer leurs motivations réelles. Le secret et la duplicité faisaient partie des techniques les plus importantes dans l'art de la survie sous la dictature nazie. Les travailleurs qui s'absentaient sans raison valable de façon répétée, et qui étaient ensuite arrêtés par exemple, n'allaient certainement *pas dire* à la Gestapo qu'ils avaient agi ainsi parce qu'ils pensaient que le régime était criminel et qu'ils refusaient sa répression, son exploitation et sa guerre, même si c'était le cas. Cela aurait été le chemin le plus court vers le camp de concentration. Ils se disaient surmenés, disaient qu'ils avaient des problèmes de famille, ce qui n'était pas nécessairement faux. « Tout est dissimulé aujourd'hui », déclara le porte-parole d'un groupe de travailleurs à leur employeur, « et nous devons nous comporter en conséquence (26). » C'était là peut-être

(25) Inspecteur de l'Economie de guerre, Breslau, à W.Stab, 27 juillet 1939, BA/MA W01-8, dossier 287.
Et Inspecteur de l'Economie de guerre, Berlin, à W.Stab, 19 septembre 1939, BA/MA, W01-8, dossier 282.

(26) Inspecteur de l'Economie de guerre, Dresde, à W.Stab, 17 août 1939, BA/MA, W01-8, dossier 283.

la seule vérité certaine. Nos sources émanent toutes de personnes en position d'autorité, et sont donc difficiles à interpréter, même lorsqu'elles comportent des citations de travailleurs, directes ou indirectes. Lorsqu'on leur posait la question, les travailleurs disaient clairement qu'ils savaient qu'on leur mentait constamment. Ils réagissaient de même.

A partir de leur propre expérience, les employeurs et les fonctionnaires se fabriquèrent deux explications pour ce problème. La première était l'hypothèse que la pénurie de main-d'œuvre était à présent devenue si aiguë qu'on employait de façon régulière du « matériel humain inférieur » dans l'industrie, des gens qui avaient des handicaps physiques ou personnels qui les auraient normalement empêchés d'obtenir de tels emplois, les « éléments anti-sociaux » dans la langue de la Gestapo. Il y avait peut-être quelques bribes de vérité dans cette construction spéculative du darwinisme social, mais elles ne pouvaient pas expliquer le fait que « le moral au travail » était souvent particulièrement mauvais chez les travailleurs qualifiés et semi-qualifiés, expérimentés et bien rémunérés. Les autorités avaient ainsi tendance à se rabattre sur une version sommaire de la théorie de la réserve de main-d'œuvre et à envisager le manque de discipline comme une conséquence mécanique et inévitable du plein emploi : à partir de 1938, presque chaque travailleur pouvait avoir la certitude d'être irremplaçable et, en cas de renvoi pour mauvais travail, il pouvait être certain de trouver un autre emploi. Une des bases de la discipline sociale était la peur du chômage, du moins c'est ce que cette vision en retenait ; puisque cette peur n'existait plus, les travailleurs ne montraient aucune disposition à faire plus d'efforts.

Il est clair que cette explication est trop générale et trop rudimentaire. La psychologie du travail et la psychologie de classe ne sont pas si simples. Après tout, même pendant les années 1938-1940, la fierté du travail manuel et de sa réalisation correcte ne disparurent pas complètement de l'industrie allemande. Pourtant c'est une hypothèse plus insuffisante que totalement fallacieuse. Le plein emploi *fut bien* une condition du développement de l'opposition des travailleurs. Et il n'y a aucun doute que de nombreux travailleurs ne faisaient qu'exploiter la nouvelle situation du marché du travail à leur propre avantage, individuel et immédiat. Cette attitude, dans laquelle la paix et la tranquillité, la convenance personnelle, les besoins privés, les distractions et la détente déterminaient essentiellement le comportement au travail, semble, d'après nos sources, avoir été particulièrement répandue chez les jeunes et chez les femmes ; et une grande partie des femmes qui travaillaient

dans l'industrie étaient jeunes. En 1939, la plupart des travailleurs de ces deux groupes ne pouvaient avoir que très peu ou pas du tout d'expérience vécue du mouvement ouvrier. De plus, l'éducation de la jeunesse sous le national-socialisme, qui insistait sur une culture juvénile, d'enthousiasme et d'aventure, constituait une très mauvaise préparation à la dure routine de la semaine de travail en usine ; quant aux femmes, elles devaient souvent supporter le double fardeau habituel du travail en usine et du ménage, et donnaient souvent la priorité à leur foyer (27). En ce qui concerne les motivations, cet aspect du déclin de la discipline au travail pourrait bien avoir été a-politique. Nous ne le savons pas, mais il reste remarquable que les simples intérêts privés d'un grand nombre de travailleurs étaient entrés de plus en plus fréquemment en conflit avec les exigences du réarmement et de la guerre.

Ces remarques n'épuisent en rien le sujet. « L'absence de discipline au travail » n'était pas qu'un problème individuel. Ici aussi, les solidarités de groupe étaient très évidentes. A partir de 1938, il semble y avoir eu moins de grèves que lors des années précédentes, mais les pressions collectives informelles sur les employeurs demeurèrent très fortes. Des tentatives d'augmentation des cadences par exemple, se heurtaient souvent à une opposition tenace, qui reposait sur une coopération consciente entre les travailleurs concernés. Il semble aussi très improbable que l'absentéisme de masse dans certaines entreprises se soit produit sans connivence entre les travailleurs. Il en est de même pour le refus de faire des heures supplémentaires et pour les continuelles revendications de salaires. Ces phénomènes semblent avoir été plus qu'un « manque de discipline au travail » ; c'étaient de nouvelles formes de comportements oppositionnels, spécifiquement à la classe, dépendantes de solidarités de groupe d'une grande ampleur et tactiquement appropriées à un régime de répression par la terreur. Voici ce que l'inspecteur de l'Economie de guerre à Dresde rapportait laconiquement sur le climat de l'époque dans les mines de lignite voisines :

« Epidémie d'absentéisme. De même, persistance de revendications pour des congés plus longs. Les menaces de renvoi sans préavis ne font bien sûr aucun effet. »

C'était en mars 1939 (28).

Cet élément d'auto-affirmation collective de la part de la classe ouvrière devient encore plus évident lorsque la baisse de moral au travail est envisagée parallèlement aux interventions de plus en plus sévères de l'Etat contre les droits et les intérêts de la main-d'œuvre industrielle. *Car ce manque de discipline était en fait en grande*

(27) Sur les contradictions entre l'idéologie nazie de la femme au foyer et les besoins de l'industrie de guerre allemande, voit T. Mason, « Les Femmes dans l'Allemagne Nazie 1925-1940 » (« Women in Nazi Germany, 1925-1940 ») dans *Le Journal de l'Atelier d'Histoire (History Workshop Journal)* 1 et 2, 1976.

(28) W. Stab, compilation des rapports de l'Inspecteur de l'Economie de Guerre, 10 mars 1939, BA/MA, WILF 5, dossier 176

partie l'expression directe et consciente du ressentiment contre les nouvelles mesures d'enrégimentement. Chaque nouvelle mesure entraînait une nouvelle vague d'opposition, et on ne peut pas considérer ces activités comme une conséquence automatique du plein emploi et de la sécurité économique.

Cela commença avec les premières tentatives gouvernementales de restriction de la liberté de changer d'emploi. Les travailleurs étaient très attachés à cette liberté, à la fois par principe et parce qu'elle leur assurait une possibilité d'avancement financier ou professionnel. Dans une entreprise de mécanique, en 1937, les travailleurs très qualifiés réagirent aux nouvelles restrictions par une mise en scène spectaculaire, se traînant dans l'atelier comme s'ils étaient enchaînés à leur parti. En Bavière, un groupe d'ouvriers de fabricants de paniers voulaient s'embaucher dans l'industrie du bâtiment, mais le bureau du travail leur en refusa l'autorisation ; ils démissionnèrent tous du Front du travail et refusèrent de payer leurs cotisations (29). On augmenta le nombre de restrictions légales de ce genre pendant l'année 1938 jusqu'à couvrir de plus en plus de branches de l'économie, et partout elles se heurtèrent au même ressentiment. Elles furent régulièrement et systématiquement tournées par les travailleurs, qui savaient fort bien comment faire pour que leur employeur cherche à se séparer d'eux ; le travail mal fait et le manque de discipline faisaient partie des méthodes les plus utilisées pour faire passer un changement d'emploi désiré, qui leur avait été interdit en première instance. Ce genre d'opposition aux nouvelles restrictions était ainsi hautement individualiste et instrumental, de nombreux travailleurs désirant individuellement obtenir un meilleur emploi. Mais le mécontentement profond était, lui, général, et les restrictions étaient fréquemment l'objet de critiques amères.

Puis deux mesures gouvernementales concomitantes visèrent des groupes entiers de travailleurs, souvent tous les employés d'une même entreprise. A partir de juin 1938, l'Etat tenta d'empêcher toute augmentation supplémentaire des salaires en utilisant la force administrative et la loi pénale, et il tenta aussi de faire passer de force des réductions de salaire dans deux des principaux secteurs de l'industrie. Ces contrôles entraînèrent encore plus d'apathie, de résignation et d'amertume dans la classe ouvrière — ils n'étaient pas vraiment faits pour remonter le moral ! Dans les entreprises où les salaires furent effectivement réduits, on constata une chute presque systématique de la production. Comme on l'observa à l'époque, c'était comme si les travailleurs payés à l'heure voulaient réduire leur productivité dans la même

(29) Rapports des conseillers pour mars et septembre 1937, Mason, *Arbeiterklasse*, doc. n°30, 45.

proportion que leur salaire, témoignage frappant de la résistance de solidarités de type syndical (30).

En même temps, le gouvernement introduisit un plan de conscription civile qui lui permettait d'obliger légalement les travailleurs à prendre certains emplois ; les « conscrits » étaient souvent séparés de leurs familles. Malgré la terreur policière, malgré la campagne de propagande en faveur du sacrifice pour le Führer, le Peuple et la Mère-Patrie, etc., cette mesure se heurta aussi à une forte opposition. A Berlin, les épouses manifestèrent dans les gares d'où partaient leurs hommes pour construire la ligne Siegfried ; de nombreux conscrits ne se présentèrent simplement pas sur le nouveau lieu de travail qu'on leur avait désigné ; et la productivité de ceux qui s'y présentèrent était si faible qu'au bout d'un moment, beaucoup d'employeurs renoncèrent à utiliser leur droit de requérir des « conscrits » ; ils essayèrent de lutter seuls contre la pénurie de main-d'œuvre, sans l'assistance de l'Etat. Les travailleurs « conscrits » organisèrent aussi une série d'actions de grève concernant leur statut légal, leurs salaires et leurs conditions de travail (31).

Mais toute cette opposition passa au second plan avec la réaction des travailleurs aux mesures de guerre de septembre 1939. Le gouvernement ordonna des réductions de salaire supplémentaires et un accroissement de la conscription civile ; les horaires de travail furent allongés et le paiement des heures supplémentaires supprimé, les congés payés furent annulés. Les salariés perdirent virtuellement tous les droits qui leur restaient. La conséquence fut une énorme vague de ressentiment. L'absentéisme, le refus de faire des heures supplémentaires et de travailler le week-end s'accrurent à un tel point qu'en octobre la production fut sérieusement désorganisée. L'appel au patriotisme des travailleurs eut peu de succès bien que la guerre réelle eût commencé. Un secrétaire d'Etat parla de « comportement qui en termes formels était du sabotage ». Le gouvernement dut céder et retirer la plupart de ses mesures de guerre, de peur de l'écroulement de « l'arrière » (32).

Bien entendu, on ne peut pas démontrer que ce qui s'est passé dans l'industrie allemande pendant les premières semaines de la guerre équivalait à un rejet général de la guerre elle-même par une grande partie de la classe ouvrière. Bien qu'il soit vrai que la guerre fût impopulaire dans toute l'Allemagne à cette époque, cette interprétation ne peut pas être étayée par les documents dont nous disposons. Ce qui veut dire que nous ne pouvons probablement pas parler de résistance au sens précis du terme. Mais il est clair que ce qui est arrivé différait qualitativement du « manque de discipline au tra-

(30) Inspecteur de l'Economie de guerre, Wiesbaden, à W.Stab, 9 mars 1939, BA/MA, W01-8, dossier 291

(31) Pour les détails, voir Mason, *Arbeiterklasse*, ch. XIII.

(32) J'ai publié un bref résumé de cette crise dans « Le travail sous le III^e Reich, 1933-1939 », voir ci-dessus, p. 6 à 34. Pour une documentation complète, voir *Arbeiterklasse*, ch. XXI.

(33) Voir A. Speer, *Erinnerungen*, Francfort, 1969, pp.173,229.

vail » : cela ressemblait à une vague de refus de coopération de la part de la classe ouvrière, un refus marqué par une conscience de classe économique au sens le plus large, et dans laquelle les solidarités du vieux mouvement ouvrier étaient toujours une force vive. Ce refus de coopérer était exactement la bonne façon d'affirmer des intérêts immédiats de classe à l'intérieur de la dictature. Des actions plus agressives ou plus décisives, « l'émeute » ou le « soulèvement » que redoutait Hitler (33), ne pouvaient guère se produire en l'absence d'organisations, et auraient, comme tout le monde le savait, été réprimées avec la plus grande brutalité. Et le refus de coopérer était vraiment bien adapté à la situation, dans la mesure où il était assez important pour obliger le gouvernement à changer de politique sociale et économique dans un laps de temps de cinq à douze semaines. Ce n'était pas une mince affaire, car les concessions s'opposaient directement aux exigences militaires.

Prise dans son ensemble, cette opposition équivalait à une forme nouvelle de la lutte de classe : un conflit diffus, presque sans paroles, auquel manquaient des règles et procédures pour une résolution temporaire des problèmes, auxquels manquaient les buts spécifiques partiels, que l'existence d'organisations de classe indépendantes impose à la lutte de classe. C'était une guerre de tranchées apparemment sans fin et sans règles s'étirant sur un large front mal défini et épars, dans laquelle la classe ouvrière se battait avec le peu d'armes qui lui restaient (le retrait partiel de sa force de travail), et dans laquelle le gouvernement, confronté à l'échec antérieur de ses mesures incitatives, ne pouvait qu'espérer gagner du temps. Il en était réduit à utiliser un mélange de concessions matérielles et de terreur policière.

(34) Les conseillers du travail et les inspecteurs de l'Economie de guerre ont qualifié l'opposition des travailleurs de « résistance passive » à la fin des années 1930.

(35) Inspecteur de l'Economie de guerre, Dresde, à W.Stab, 17 août 1939, BA/MA, W01-8, dossier 283

Certains représentants des élites dirigeantes voyaient bien vu ce qui était en jeu. J'ai déjà cité : « Pour parler formellement, sabotage. » Le terme de « résistance passive » est peut-être un peu plus précis, et des fonctionnaires (34) l'ont parfois utilisé. Le propriétaire d'une tannerie de Dresde a parlé d'une « grève déguisée », une formule assez exacte (35). Un haut fonctionnaire du ministère de l'Economie de guerre tenta de savoir la vérité en allant faire un voyage dans les usines et des mines de la Ruhr à l'automne 1938. C'était un homme prudent, et il ne s'entretint donc qu'avec les représentants des travailleurs (probablement favorables aux nazis), les employés chargés de la sécurité et les employeurs. Les opinions, intérêts et doléances dont il prit note ressemblent assez, si on les rassemble, au programme social-démocrate actuel ; de tout le système de règlements et de politiques national-socialistes, seule la personne de Hitler semblait remporter quelque adhésion. Les travailleurs voulaient la

liberté d'expression, une presse et une radio honnêtes, des salaires réels plus élevés, un marché de l'emploi libre, moins de quêtes pour les organisations nazies et moins d'obligations de leur consacrer du temps, et pas de guerre ; entre les lignes, on peut discerner le désir de reconstruction des syndicats (36).

Présenter le problème de cette manière, sous ce régime, ne demandait pas seulement un certain degré de perspicacité mais aussi un peu de courage. Car des termes comme « grève déguisée » montrent du doigt l'échec du national-socialisme dans sa tentative essentielle de construire une communauté nationale capable de transcender le conflit de classe. Le rapport sur les travailleurs de la Ruhr se terminait par ces mots : « L'éducation de la population dans son ensemble pour les tâches qui seront exigées d'elle dans une guerre totale et tous les fardeaux qu'elle implique, cette éducation n'a absolument pas été faite correctement. » Et le régime lui-même reconnaissait indirectement que le refus massif des travailleurs était bien porteur de ce sous-entendu politique : car les avertissements répétés de se présenter à l'heure, de travailler consciencieusement, etc. mettaient en évidence les conséquences politiques, économiques et militaires du mauvais moral au travail. Une faible productivité, insistait-on, signifiait un affaiblissement immédiat de l'effort d'armement allemand, et donc, après septembre 1939, une aide aux Alliés et la trahison du soldat allemand. Dans la crise générale des premiers mois de la guerre, ce n'était pas une exagération. Le refus de coopérer de la classe ouvrière fut donc politisé, au moins au sommet de l'Etat. Peu importe que les motivations des individus ou des groupes de travailleurs pour refuser l'effort aient été au départ purement privées, soufflées par un syndicat ou secrètement politiques : leur comportement fut politisé par le régime. On leur reprochait un échec politique. Après des avertissements répétés de ce genre, et puis des menaces, tout acte d'absentéisme était au moins dans ce sens un acte politique (37).

Les avertissements eurent peu d'effet. Ils durent être accompagnés d'autres mesures. A l'été 1938, une grande partie du droit du travail avait été effectivement transformée en droit pénal : quelques « tire-au-flanc » furent traduits en justice et emprisonnés, surtout pour inciter les autres à travailler (38). Mais c'était une manière trop complexe de s'attaquer au problème ; bientôt, la Gestapo intervint directement, et l'appareil de terreur policière, avec ses arrestations arbitraires, ses camps de travail et de concentration se déchaîna sur les éléments « anti-sociaux à qui le travail fait peur ». Ceci commença *avant* la guerre. Une semaine après l'invasion de la

(36) Inspecteur de l'Economie de guerre, Munster, à W.Stab, 3 septembre 1938, BA/MA, WilF 5, dossier 187

(37) Les dossiers du service du personnel de l'usine de pellicules IG Farben à Wolfen donnent une description très détaillée de la pression croissante que les directeurs et les politiques exercèrent sur « le relâchement de la discipline », 1938-1940.

(38) Les poursuites judiciaires pénales pour indiscipline au travail avaient été rendues possibles par le Décret sur les salaires de juin 1938. Les conseillers du travail faisaient fonction de procureurs. En novembre 1939, un conseiller comptait plus de 1 000 de ces poursuites judiciaires en cours dans sa région : Inspecteur de l'Economie de guerre, Munster, à W.Stab, 22 novembre 1939, BA/MA, W08, dossier 106/17.

(39) W. Shirer, *Journal Berlinois (Berlin Diary)*, 1941, notation du 8 septembre 1939 ; M. Broszat, « Les camps de concentration 1933-1945 » dans *Anatomie de l'Etat SS (Anatomy of the SS State)* (livre de poche), St Albans, 1970, p. 210.

(40) Pour trouver des exemples de la croissance rapide des activités de la Gestapo dans les grandes entreprises (souvent à la demande de la direction), voir W. Stab, compilation des Rapports des inspecteurs de l'Economie de guerre, 20 avril 1939 (région de Nuremberg), BA/MA, W08, dossier 110/3

Pologne, Himmler annonça à grand bruit qu'un communiste avait été exécuté pour refus de travail (39).

A partir de 1938, le maintien de la discipline au travail devint rapidement une nouvelle responsabilité centrale de la Gestapo. Cette responsabilité se développa comme une « tâche nécessaire » parallèlement à la tâche originelle de la Gestapo, qui était la persécution des organisations politiques et économiques de la classe ouvrière (40).

Ni la résistance ni l'opposition ne réussirent à renverser le régime nazi. En l'occurrence, l'opposition lui causa sans doute plus d'ennuis que la résistance. Le régime *était obligé* de tenir compte du phénomène de la « grève déguisée », car sans une production efficace d'armements, il n'y aurait pas de guerre d'expansion. En cédant sur les points essentiels qui motivaient l'opposition des travailleurs à l'automne 1939, il est probable que le gouvernement a évité au régime des troubles importants et une crise nationale pendant le premier hiver de la seconde guerre mondiale.

Certains historiens et chercheurs en sciences sociales ne voient rien de surprenant ni d'intéressant dans ce chapitre de l'histoire de la classe ouvrière allemande. N'est-ce pas toujours la même chose, demandent-ils, hier et aujourd'hui, dans le système capitaliste ou communiste, les travailleurs n'exploitent-ils pas un marché du travail favorable dans leurs propres intérêts ? Contre cette conception très générale affirmée d'un air entendu, il faut insister sur l'importance du contexte politique dans lequel l'opposition des travailleurs au national-socialisme se développa.

Voici certaines de ces conditions particulières :

1. la destruction physique récente des organisations de la classe ouvrière ;

2. la répression et l'exploitation massives de la classe ouvrière pendant les années 1933-1936 ;

3. l'invraisemblance et le caractère mensonger évidents de la propagande nazie dans le domaine économique et social (*Gemein-schaft* – insistance sur la communauté d'intérêts, etc.) qui semble avoir consolidé et intensifié l'aliénation de la classe ouvrière ;

4. le fait qu'à partir de 1938, il était évident que le gouvernement s'orientait vers la guerre à l'extérieur, et vers une répression plus féroce à l'intérieur ;

5. la contrainte représentée par l'opposition des travailleurs, qui a réellement gêné l'effort de guerre et de réarmement et qui fut, pour cette raison, réprimée et donc politisée par le régime ;

6. les effets de l'omniprésente terreur policière ; elle signifiait certainement que l'importance et l'intensité de l'opposition qui

existait réellement et était vraiment enregistrée était bien inférieure à la somme du ressentiment, de l'amertume et des haines qui habitaient les travailleurs à la fin des années 1930. A partir de 1939, l'activité de la Gestapo découragea l'opposition, sans parler de la résistance.

Quelle importance avait l'opposition des travailleurs ? Combien de personnes étaient engagées dans des actes d'opposition ? Jusqu'à quel point s'inspiraient-elles des traditions du mouvement ouvrier allemand ? Jusqu'à quel point ces actions exprimaient-elles une hostilité politique envers le régime nazi ? Ces questions d'interprétation restent nécessairement ouvertes, parce que nous ne savons pas grand-chose de ce qui se passait dans la tête des travailleurs pendant ces années-là ; nous en savons probablement moins que sur toutes les autres époques de l'histoire de la classe ouvrière allemande. La dénégarion à cette classe de tous droits par le national-socialisme entraîna son interdiction d'accéder au tribunal de l'histoire : elle perdit en grande partie la possibilité de laisser pour l'avenir des témoignages de son expérience, de sa situation, de sa conscience politique. La dictature l'a isolée de son propre avenir, et de nous aujourd'hui.

Mais il arrivait que le pédantisme de la Gestapo laisse bien s'exprimer ces déchus en leur nom propre. En novembre 1937, circulaient dans la ville minière de Beuthen, en Haute-Silésie, des morceaux de papier sur lesquels on pouvait lire cette devise : « Nous sommes tous aryens puisque nous sommes prolétariens (41). » Il importe de réfléchir à cette vivacité d'esprit pleine de colère, à l'audace et à l'impuissance de l'auteur de ce commentaire ; et aussi au zèle idiot du policier qui l'a recopié dans son calepin, puis tapé à la machine et a fait son rapport en plusieurs exemplaires, l'un parvenant à un officier de l'armée à Breslau ; et au sens du devoir de cet officier qui, à son tour, a transcrit la devise et l'a envoyée à son supérieur à Berlin, qui a conservé le rapport pour la postérité (42). « Nous sommes tous aryens... »

Mais le protestataire se trompait. Les travailleurs allemands étaient plus des travailleurs que des prolétaires et pas des « prolétariens », et cela faisait partie du problème.

Qui étaient les prolétaires allemands ? Ils étaient ces gens qui pouvaient, en permanence ou de temps en temps, résister à la pression de l'ordre social et politique dans lequel ils vivaient de façon totalement inhumaine, et de le vivre, sous toutes ses différentes formes, comme l'ennemi. C'étaient ceux qui, au moins à certains moments, ne furent pas du tout égarés par les appels séduisants et menaçants à leur patriotisme, à leur fierté de bon travailleur ou à

(41) « We are all aryans, for we are proletarians. » (NdT).

(42) Inspecteur de l'Economie de guerre, Breslau, à W. Stab, rapport pour novembre 1937, BA/MA, W01-8, dossier 265.

leur capacité d'endurer ; ceux qui savaient, ou le comprirent à un certain moment, que Hitler n'était vraiment pas la représentation magique des intérêts du « peuple allemand », dont les bonnes intentions auraient été continuellement bridées par ses lieutenants ; c'étaient ceux qui ne se sont pas permis la réconciliation avec le régime malgré ses mouvements persistants en direction de l'égalité et du bien-être, et c'étaient ceux qui ne voulaient absolument pas appartenir à la race allemande des seigneurs chargée de surveiller le travail des esclaves slaves. Les prolétaires étaient ceux que la crainte justifiée de la torture et de l'exécution n'empêchait pas de commettre des actes de défi, de conspiration et de solidarité politique. Ils étaient nombreux. Qu'ils n'aient été ni assez nombreux ni assez bien organisés est dû en premier lieu à la Gestapo et à ses espions. Toutefois, l'incapacité de la classe ouvrière allemande à défier massivement et ouvertement le régime nazi relevait aussi, pour une grande partie de la période, de la difficulté qu'avaient les travailleurs allemands à ressentir ce régime comme absolument intolérable.

La capacité du régime à plier un peu sous la pression de l'opposition contribua à en émousser la résistance, à faire en sorte qu'il fût beaucoup plus difficile d'éprouver et de vivre un rejet actif et catégorique. Si le régime n'avait pas plié en octobre-novembre 1939, on aurait bien pu assister à des manifestations, des émeutes et des grèves, et ce problème exige une réflexion spéculative précise et disciplinée. Tout aussi difficile à résoudre est la question suivante : au début de 1940, quelles étaient les attitudes sociales et politiques de ces travailleurs dont l'absentéisme et les grèves perlées avaient fait plier le gouvernement l'automne précédent ? Nous ne le savons pas. Certains, peut-être, recherchaient d'autres succès dans un conflit avec leur direction et avec le régime. D'autres, peut-être, étaient confortés dans leur cynisme « eux contre nous », l'extorsion étant vraiment la seule façon légitime et efficace de négocier. D'autres encore ont pu ressentir un soulagement subjectif ou un désir de réconciliation, l'impression que des injustices partielles avaient été partiellement rectifiées. Et certains de ces travailleurs étaient certainement dans l'armée allemande, où on les préparait à envahir la France.

La seule chose dont nous pouvons être certains aujourd'hui est que pas un seul groupe de travailleurs impliqué dans la non-coopération de 1939 ne savait comment les autres groupes vivaient ce conflit. Il était impossible d'échanger des informations sur les faits et impossible d'analyser et de discuter des motivations, des intentions et des stratégies. Cette impuissance particulière, instituée

et perpétuée par les deux appareils exactement synchronisés de la terreur et de la propagande, explique la difficulté des travailleurs à devenir des prolétaires.

L'ORIGINE DE CET EXPOSÉ est une note pour un Atelier Ruskin. Elle a été longuement revue et enrichie grâce aux commentaires de collègues et à des discussions lors de différents séminaires et conférences. Ce n'est plus une note, mais ce n'est pas encore un article exhaustif. J'avais l'intention d'en faire un article analytique plus détaillé d'environ 40 ou 50 pages, et j'ai étudié une partie de la documentation complémentaire pertinente. Mais ce projet est caduc pour deux raisons : d'abord une série de documents tout à fait nouveaux ont été mis à notre disposition ces dernières années (dossiers de la Gestapo sur les opposants individuels au régime, archives émanant des échelons inférieurs de l'administration civile en Bavière, rapports de la social-démocratie clandestine à sa direction en exil). Ensuite, de nouveaux projets de recherche se développent sur des aspects particuliers des thèmes que cet exposé explore à un niveau général. A l'exception des études de l'Institut d'histoire contemporaine de Munich (le projet Bavière), de celles de Ian Kershaw (Manchester), sur les représentations populaires de Hitler ; et de celles de Detlev Peukert (Essen) sur la classe ouvrière et les luttes de résistance communiste, on n'a publié qu'une petite partie de ce travail nouveau. Mais il est, en grande partie, presque terminé. La liste suivante de chercheurs, dont les thèmes et projets approfondiront bientôt et modifieront notre compréhension de ce terrible chapitre de l'histoire de la classe ouvrière, n'est pas exhaustive, mais elle montre bien l'intérêt aujourd'hui suscité par ce sujet :

Tim Ash (St Anthony's College, Oxford) ; Edward Harrison (Université de Salford) ; Gunther Morsch (Université de technologie, Berlin) ; Stephen Salter (St Anthony's College, Oxford) ; Annemarie Tröger (Université libre, Berlin) ; Michael Voges (Université de Kiel). Plusieurs de ces études poursuivent l'analyse jusqu'à la fin de la guerre. Le fait que mon exposé se termine en 1940 n'est pas la moindre de ses faiblesses.

Ce travail nouveau rend absurde l'idée qu'un article de 40 à 50 pages sur l'opposition des travailleurs puisse être exhaustif. La justification d'un exposé sur « le travail en cours » à ce moment précis est l'espoir qu'il puisse servir à ouvrir une discussion sur les points essentiels d'interprétation, discussion qui pourrait peut-être avoir lieu dans les pages du *Journal de l'atelier d'histoire*. De plus, l'importance de ce thème ne se limite pas à l'Allemagne, et ne di-

minue pas avec la fin de la seconde guerre mondiale : il est urgent de comparer les différentes formes de l'opposition et de la résistance des travailleurs à des formes différentes de répression extrême. Même si elles sont informelles, de telles comparaisons donneront une définition plus nette des problèmes. Il semble que cette discussion soit au programme pour les historiens de gauche ; et la question de l'opposition et de la résistance est bien aussi, fortuitement, tristement actuelle.

L'idée de faire des comparaisons pose le premier de deux gros problèmes d'interprétation au sujet desquels je suis toujours très indécis. C'est délibérément que ma dissertation cherche à donner l'impression que l'opposition des travailleurs dans l'Allemagne nazie était réellement substantielle, tant dans sa forme que dans son ampleur. Mais d'autres considérant des mouvements plus récents chez les travailleurs et les étudiants noirs d'Afrique du Sud, ou le mouvement sandiniste au Nicaragua, peuvent trouver surprenant qu'il n'y ait pas eu de mouvements massifs d'insurrection désespérée et d'indignation violente. Le régime nazi ne le méritait-il pas ? Peut-être devrions-nous aborder la question sous un angle différent : pourquoi l'opposition, telle que nous l'avons définie précédemment, n'a-t-elle pas été plus spontanément militante ? Il n'y a pas de réponses simples à ce problème. Je ne suis toujours pas certain de ce dont il faut rendre compte prioritairement ; est-ce la désobéissance des travailleurs allemands ou leur assujettissement final jusqu'en avril-mai 1945 ? Il est clair qu'il faut rendre compte des deux ; le problème est de savoir où mettre l'accent. La primauté que j'ai donnée à la désobéissance est provisoire. Les comparaisons offrent une possibilité de clarifier ce problème très compliqué.

La deuxième incertitude d'interprétation n'est pas moins fondamentale. En expliquant la nature et l'étendue de l'opposition des travailleurs, j'ai accordé une importance considérable à l'éducation que des millions de salariés allemands avaient acquise en tant que membres de syndicats entre 1890 et 1933. Un grand nombre de leurs actions après 1933 ressemblent à du syndicalisme informel : affirmation de valeurs et continuité de pratiques qu'on ne pouvait plus associer à une organisation officielle. (Il y avait des exceptions : l'opposition de ces groupes de travailleurs qui n'avaient probablement eu aucune expérience directe du syndicalisme a été mentionnée.) Cette lecture des documents est contestée par des chercheurs en histoire du mouvement ouvrier allemand du XIX^e siècle. Ils considèrent que ces formes d'opposition sont caractéristiques d'une expérience antérieure au syndicalisme plutôt que postérieure, et font justement remarquer qu'on n'a pas encore prouvé

que les professions les mieux organisées dans les années 1920 sont celles qui firent preuve du taux le plus élevé d'opposition collective dans les années 1930. L'opposition des travailleurs était-elle une régression forcée en termes de tactiques de la classe ouvrière, une régression vers des formes primitives de négociation, dans lesquelles le ressentiment pur était la motivation dominante et dans lesquelles les travailleurs qui n'avaient jamais été organisés pouvaient jouer un rôle plus important que les anciens syndicalistes, précisément parce qu'ils n'étaient pas retenus par le poids de l'expérience (= prudence, sens de l'ordre ?) des conflits de classe organisés formellement ? J'en doute. Mais c'est une bonne question. C'est une question qui concerne la qualité de l'adhésion des travailleurs de l'industrie allemande à leurs syndicats dans les années 1914 à 1933. Quelle importance avaient ces syndicats dans la vie de leurs membres, qu'en apprenaient-ils, sont des questions sur lesquelles il y a eu peu de recherches systématiques. Bien entendu, il est impossible de donner une réponse générale : les conditions variaient selon les lieux, les professions, les époques, et le nombre des syndiqués connut des fluctuations très importantes au cours de ces deux décennies. Mais pour l'instant, j'aurais tendance à m'en tenir à mon impression provisoire que les valeurs sociales et professionnelles qui, pour beaucoup (pas toutes, bien sûr), étaient à l'origine de l'opposition des travailleurs après 1933 provenaient du mouvement ouvrier organisé avant qu'il ne soit détruit au cours de cette année-là. Une opposition des travailleurs véritablement pré-syndicaliste aurait peut-être été plus désespérée et plus violente, et moins circonspecte. Mais cette question, comme la précédente, et comme de nombreuses autres de moindre importance, demeure largement ouverte. Les réponses seront multiples et compliquées. Le travail est en cours.

QUESTIONS OUVERTES SUR LE NAZISME

Extrait de « Peoples
History and Socialist
Theory » *Fascisme et
anti-fascisme*, 1981.

JE VOUDRAIS FAIRE D'ABORD quelques commentaires brefs sur la liste des problèmes non résolus par les tentatives pour donner une analyse marxiste du fascisme, en particulier du national-socialisme en Allemagne. Le philosophe et sociologue allemand marxiste Max Horkheimer disait que quiconque souhaite parler du fascisme ne peut garder le silence sur le capitalisme. Cela est d'un grand secours mais ne nous indique pas exactement ce que nous avons à dire de cette relation. Au cours de ce qui peut être décrit comme une petite renaissance du travail marxiste sur la question fasciste dans les années 1960 et 1970, bien des choses ont été dites. Une discussion théorique animée a tenté de clarifier les catégories et les concepts de notre analyse ; les notions de classes et d'Etat ont été plus minutieusement examinées par rapport au fascisme que par rapport à toute autre forme politique de domination dans les sociétés capitalistes avancées. Il y a eu beaucoup d'analyses historiques empiriques : sur la crise de 1928 qui fut si décisive dans l'essor du national socialisme, sur la forme de l'Etat nazi, sur les formes de l'exploitation dans l'Allemagne nazie et dans les territoires occupés et sur la résistance ouvrière au fascisme. Les historiens d'idéologie communiste orthodoxe d'Allemagne de l'Est ont écrit sur la structure et le rôle des différents groupes monopolistes dans l'économie capitaliste allemande sous la période fasciste. Ces recherches ne sont plus des réussites isolées ; elles ont véritablement contribué à une meilleure compréhension du fascisme et du national-socialisme au delà du cercle des chercheurs socialistes. C'est, d'une manière très importante, grâce aux travaux des écrivains marxistes que le concept de totalitarisme est tombé en désuétude dans le travail des écoles libérales et conservatrices.

Néanmoins, il n'y a là guère de fondement pour l'autosatisfaction. Un grand nombre de questions restent objets de recherche et d'interprétation. Je voudrais en recenser trois et rappeler les types d'explications marxistes qui paraissent inadéquates.

La première concerne la personnalité de Hitler, le chef du parti et le chef du III^e Reich. Nous n'avons pas encore vu ne serait-ce que l'esquisse d'un récit marxiste du pouvoir personnel du chef fasciste dans la période de l'entre-deux-guerres. Nous avons un certain nombre de suggestions partiales ou insatisfaisantes. La plu-

part des lecteurs auront présent à l'esprit le bon photomontage de John Heartfield lors de la campagne électorale de novembre 1932 : Hitler y fait le salut fasciste et, derrière lui, un énorme capitaliste emplit sa main de billets ; « Des millions me soutiennent. » C'était à la fois une image vraie et de la bonne propagande. Mais quelle était l'importance de cet argent ? La caricature était inadéquate et trompeuse (elle continue d'orienter les analyses de quelques marxistes simplistes). A la lumière de ce qu'on a trouvé sur la manière dont le III^e Reich était gouverné, la vision de Hitler comme simple marionnette ne colle pas. A peine moins insatisfaisante est la notion de Hitler comme homme de paille, comme bateleur et démagogue, manipulateur brillant de l'opinion et des modes, qui pouvait garantir un soutien populaire à des politiques et à des évolutions qui étaient en réalité totalement différentes de celles pour lesquelles lui et le mouvement étaient supposés lutter. C'était sans aucun doute une des composantes importantes de la domination nazie, mais, de nouveau, un examen de la manière dont le III^e Reich a été réellement gouverné montre que Hitler fut plus que cela. Il prit personnellement, ouvertement, d'importantes décisions.

Sohn-Rethel, dont le mémoire analytique a été récemment traduit par le groupe du Congrès des économistes socialistes, avait bien vu, grâce à son expérience directe de la classe dominante à Berlin des premières années 1930, que Hitler comptait, qu'il était important de bien des façons. Il se mesure avec ce problème tout au long de son texte. Il suggère par exemple que les hommes d'affaires accordaient une confiance absolue à Hitler lorsqu'ils étaient totalement perdus dans le labyrinthe des bureaucraties, des incertitudes et options politiques que le régime engendrait, ou qu'ils avaient fait confiance à Hitler personnellement quand la situation globale de l'Allemagne nazie paraissait peu sûre et incontrôlable. C'était une idée très intéressante, mais il n'est nullement démontré qu'elle soit vraie ou importante. Était-ce réellement un lien essentiel entre le dirigeant politique et le capital ? Sohn-Rethel suggère à d'autres moments que Hitler fut utilisé par ses contemporains (et a été utilisé par les historiens) comme un raccourci pour certaines institutions et groupes d'intérêts qui orientaient réellement la politique :



Ci-dessus : « Le sens du salut hitlérien : le petit homme réclame de gros cadeaux. La devise : des millions me soutiennent ! » Photomontage de John Heartfield paru dans l'hebdomadaire procommuniste AIZ en octobre 1932.

ils avaient obtenu ou pouvaient prétendre avoir eu l'approbation de Hitler pour telle ou telle orientation et pouvaient ainsi parler en son nom pour gagner ou asseoir leur autorité. Il y a des cas où on peut effectivement démontrer que cela est arrivé, que des fractions particulières du capital monopoliste purent avoir accès au seul homme qui agissait réellement comme s'il était le maître de l'Etat et voir ainsi traduire leurs intérêts en politique d'Etat. Le Plan quadriennal de 1936 qui reposait si lourdement sur le combinat chimique IG Farben, en est un exemple. Mais il y eut bien d'autres circonstances critiques pour lesquelles il n'y a aucune preuve que la politique de dictature personnelle ait œuvré en ce sens. Bien des décisions dont Hitler fut personnellement responsable – en ce sens qu'il en aurait dû rendre des comptes si elles avaient conduit à un désastre –, paraissent avoir été ses décisions. Par exemple le refus de rejoindre le gouvernement bourgeois de coalition et de devenir la chorale politique d'une autocratie « normale » en 1932, contre l'ambition du pouvoir suprême dans l'Etat ; et puis il y eut les décisions sur la politique étrangère qui ne conduisirent pas à la guerre à Munich en 1938 et celles qui conduisirent à la guerre avec la Pologne en 1939.

Un des principaux fondements du pouvoir politique personnel de Hitler dans le système fut sa grande popularité et une des manières de cerner cette question du pouvoir du leader est de rechercher les raisons de cette popularité. Pour cela il faut d'abord chercher à savoir qui étaient ceux qui pouvaient l'adorer, plutôt que de regarder le chef lui-même. Ce serait la tâche d'une recherche qui pourrait être associée à tout un éventail de théories marxistes. Mais je ne suis pas encore sûr moi-même de savoir jusqu'où le chef charismatique peut être intégré dans une analyse marxiste des formes de l'Etat capitaliste.

La même sorte de difficulté apparaît dans les tentatives de rendre compte de l'antisémitisme et du génocide national-socialiste. Je trouve particulièrement frappant et troublant que quelques analystes marxistes n'aient pratiquement rien dit à ce sujet. Sohn-Rethel est assez franc pour admettre dans ses conclusions qu'il n'a pas grand-chose à en dire. L'étude de Vajda, récemment traduite en anglais, tente d'établir une théorie complexe du fascisme à un haut niveau de généralité, mais aborde à peine l'antisémitisme. Le silence ne fait pas l'affaire. On a parfois utilisé l'argument (notamment chez les historiens d'Allemagne de l'Est – mais je crois que cela n'a plus cours) que la persécution et l'extermination des Juifs furent une forme de terreur pour l'exemple, que l'intention était de l'instrumentaliser : terroriser le reste de la population des territoires occupés par l'Allemagne. Cette interprétation manque tota-

lement de base. L'idée de certains auteurs marxistes selon laquelle il s'agit d'une politique de bouc émissaire est inadéquate plutôt que mal fondée. Dans cette perspective, un régime dictatorial a besoin de détourner l'attention de la population des problèmes politiques et économiques réels. L'intention, est-il argumenté, aurait été d'identifier un groupe de personnes tenues pour responsables de tous les désastres présents et futurs : les Juifs. Il est indéniable que la propagande antisémite fut utilisée de cette manière et avec cette intention avérée, mais cette vision ne peut expliquer Auschwitz. Cette propagande manipulatrice représentait une sorte d'antisémitisme différente de la doctrine biologique paranoïaque qui, une fois institutionnalisée par les SS, relégua progressivement le peuple juif d'Allemagne et des territoires occupés d'Europe au statut de non-humain avant de les exterminer réellement. La théorie du « bouc émissaire » était seulement un des aspects du processus.

Les simples explications économiques et sociales de la persécution des Juifs n'expliquent pas non plus les faits. Il n'y a pourtant pas de doute qu'il y eut un élément très fort de rivalités professionnelles et de concurrence économique à tous les niveaux, petite bourgeoisie, classes moyennes et capital monopolistique, dans la dégradation des Juifs allemands et de leur élimination de la vie économique. Il n'y a pas de doute non plus qu'il y avait chez les philistins de la basse classe moyenne beaucoup de ressentiment contre les accomplissements culturels de la bourgeoisie juive. Mais tout ceci, constituait différentes formes de préjugés ne conduisant pas nécessairement à la « solution finale ». En outre, Auschwitz doit être regardé comme relevant d'une catégorie différente du racisme impérial normal.

Le régime nazi l'a pratiqué aussi, et d'une manière particulièrement barbare, spécialement à l'encontre des Slaves d'Europe de l'Est et de Russie. On peut, peut-être, en rendre compte de la même manière que l'on peut rendre compte de la justification de la domination, de la répression des résistances et du déplacement forcé des populations coloniales dans les empires britannique, belge et français. Mais l'antisémitisme des nazis constitue un génocide à l'échelle européenne, le transfert délibéré des Juifs de Salonique, Paris, etc. vers des camps afin de les exterminer. Les documents suggèrent qu'au moins certains dirigeants nazis obéissaient à la vision d'une nouvelle anti-utopie eugénique, à la vision mondiale d'un matérialisme biologique, qui tient une place importante dans l'extermination des Juifs par ce régime. Ce n'est peut-être pas toute l'explication, peut-être même pas la clé de la compréhension d'Auschwitz ; le mécanisme de persécution et d'extermination dé-

veloppa sa propre logique. Quoi qu'il en soit, toutes les implications d'Auschwitz pour une compréhension marxiste de, l'Etat capitaliste moderne restent à prendre en considération. Auschwitz ne peut être considéré comme une excroissance des autres politiques du régime qui, elles, peuvent être soumises à une analyse conventionnelle en termes marxistes.

J'en viens pour finir à un problème qui prend une forme légèrement différente, un problème dont il n'est pas trop difficile d'identifier les données, mais où il est difficile de les interpréter. Il concerne la question de la motivation des nazis de base durant la période de la lutte pour le pouvoir (1928-1933). Beaucoup de travaux détaillés et valables ont été consacrés par des chercheurs professionnels sur les militants de base du mouvement fasciste en Allemagne : qui ils étaient socialement parlant, quels étaient leur âge, leur situation géographique et la nature précise de leur militantisme, quel intérêts immédiats ils avaient, comment ils s'articulaient dans des groupes politiques dominés par des intérêts sociaux assez différents des leurs. Le tableau de tout ceci est maintenant très clair. La fonction politique cruciale du mouvement nazi de base est aussi très claire : à savoir la destruction de toute organisation de la classe ouvrière en mars, avril et mai 1933, C'est fondamentalement ce pourquoi le mouvement de base avait été formé et ce pourquoi il avait été préparé dans les combats de rue avant mars 1933. Telle a été sa contribution essentielle à la mise en place d'une dictature totalement fasciste à la fin de 1933, une contribution bien distincte du soutien apporté par les groupes élitistes de l'industrie, de l'armée et de la fonction publique.

Quand nous parlons de la base du parti, nous traitons de centaines de milliers de gens, principalement des hommes, dont la plupart sortaient de chez eux, jour après jour, fréquemment au risque de se faire tabasser dans des combats de rue avec les tenants des organisations de la classe ouvrière, faisant de l'agitation et de la propagande pour le mouvement nazi. Cela impliquait pour la plupart un engagement important et soutenu, du temps, de l'énergie et – pour ceux qui avaient du bien – des ressources économiques ; cela impliquait de risquer sa peau, de faire des sacrifices et tout cela provoquait le sentiment personnel pervers d'être dans le droit chemin. Beaucoup n'y restaient que six mois, restant en marge puis démissionnant ; mais bien d'autres ne démissionnaient pas et restaient actifs pendant des années. Une part de ce militantisme peut être expliqué par l'opportunisme, mais cela ne suffit pas. On peut se référer aussi à une propagande intelligente et aux manipulations organisationnelles des militants nazis par leurs propres dirigeants qui

sont aussi essentiels bien sûr dans toute approche de ce problème. Mais un noyau dur de fanatisme reste inexpliqué.

La motivation politique de la droite fasciste fut totalement différente de celle qui existait, par exemple, dans les contre-révolutions de 1848-1851 ou de 1871 en France. Elle n'était pas une réponse bourgeoise à une menace révolutionnaire immédiate. La gauche organisée était politiquement plutôt en retrait après 1930. Il y avait bien des propos alarmistes sur une menace de révolution rouge, mais peu de signes apparents, même du point de vue d'un bon bourgeois allemand, dans la réalité sociale. La mobilisation fasciste en Allemagne ne s'est pas développée comme la terreur blanche d'une rage violente et brutale en réponse à une insurrection révolutionnaire. Elle impliquait une structure différente de motivation. Les travaux que nous avons en mains sur la « personnalité autoritaire » et sur la relation entre les types de personnalité autoritaires et les structures familiales caractéristiques du développement capitaliste ne nous aident pas beaucoup. Les militants nazis n'étaient pas dans leur ensemble particulièrement autoritaires dans un aspect quelconque de leur évolution ou conduite personnelles. C'était pour la plupart des jeunes des classes moyennes dans un état de rébellion partielle mais violente, et leur mouvement était fruste et dynamique.

Les trois grandes questions que nous venons d'évoquer ont deux choses en commun. D'une part, il s'agit des problèmes d'interprétation du national-socialisme que les historiens libéraux et conservateurs ont le plus mis en évidence et sur lesquelles ils ont le plus travaillé. Ce sont les principaux points développés dans l'affirmation des non-marxistes ou anti-marxistes selon laquelle le III^e Reich ne peut être compris que comme un régime unique, défini par la prééminence d'individus uniques nantis d'une idéologie totalement distincte. Une telle conception ne peut être acceptée, mais elle ne peut pas non plus être écartée ou ignorée – elle appelle des analyses plus profondément matérialistes que celles qui ont pu être formulées jusqu'à maintenant. Ensuite, les trois problèmes évoqués ont un vrai dénominateur commun : les attitudes politiques et les idéologies de la bourgeoisie au XX^e siècle. Ceci représente tout un champ d'études historiques et politiques que les marxistes commencent seulement à considérer sérieusement. Où sont, pour le monde d'après 1914, les collègues universitaires et politiques de ceux qui écrivent avec érudition et sophistication analytique sur le puritanisme, l'économie morale, le libéralisme des élites du monde artisanal ? Quelques-unes des difficultés méthodologiques de l'étude du nazisme ont été affrontées dans des travaux sur les siècles précédents, mais pour beaucoup de marxistes, ce siècle est

devenu un siècle de révolutions ouvrières et d'économie capitaliste, point final. Le problème n'est peut-être pas tant de savoir comment faire ce travail, mais de décider où commencer. Face au III^e Reich (et pas seulement à ce mouvement/régime), le nationalisme peut être un bon point de départ et le darwinisme social un second point d'appui. La diffusion et la persistance de ce mode de pensée dans la société capitaliste des années 1920 et 1930 demande de toute urgence des recherches. Ce qui passe aujourd'hui pour une histoire intellectuelle ne doit pas être laissée aux tenants de l'histoire des idées ou de l'histoire politique.

[La fin de l'article contient des indications bibliographiques destinées aux étudiants et chercheurs pour aborder les questions soulevées dans ce texte. Tim Mason écrit que « ces commentaires sont pour une bonne part une critique de mes propres écrits sur le nazisme et le III^e Reich ». Nous n'avons pas reproduit cette liste bibliographique (bien sûr disponible à Echanges) car, établie en 1981, elle est sans aucun doute très incomplète ; de nombreux ouvrages ayant été publiés depuis sur ces sujets.]



Gérard Bad

REPÈRES HISTORIQUES

LE III^e REICH (1933-1945) fut ainsi dénommé par les nazis à la suite du premier – le Saint Empire romain germanique (962-1806) – et du deuxième (1871-1918), celui de Bismarck et de Guillaume II.

Chacun peut retrouver les repères de l'ascension du parti nazi depuis les années 1920 et de ses méthodes de conquête du pouvoir, mélange de propagande intensive et de terreur ciblée. Cette ascension fut largement facilitée par l'ampleur d'une crise économique qui touchait autant les classes moyennes séduites par le nationalisme revanchard que la classe ouvrière réduite à la misère et dérouterée par les affrontements entre les sociaux-démocrates et le parti communiste.

Bien que le parti nazi fût minoritaire aux élections de 1932, Hitler fut nommé chancelier du Reich le 30 janvier 1933 par le président Hindenburg avec l'appui et la bénédiction des milieux financiers et industriels et de l'armée. La domination du parti nazi fut alors consolidée et devint définitive en 1935. Les textes qui précèdent montrent que cette domination se traduit par l'élimination de toutes les organisations ouvrières existantes, partis et syndicats, et par l'embrigadement des travailleurs dans un réseau dense d'organisations nazies.

Suit alors, en politique extérieure, toute une série d'actions spectaculaires qui non seulement entraîneront l'adhésion et l'exacerbation des courants nationalistes pangermanistes de tous ordres, mais surtout permettront de résoudre pour un temps les difficultés économiques, sociales et politiques que la

préparation de la guerre et les résistances ouvrières de base rendaient particulièrement aiguës. Les étapes successives de cette fuite en avant assureront la survie temporaire du régime nazi, jusqu'à l'étape suivante et jusqu'à la catastrophe finale :

- ◆ dès 1933, relance économique et remilitarisation, coup de canif dans le traité de Versailles qui permet de résoudre le chômage ;

- ◆ en 1936, réoccupation de la rive gauche du Rhin zone démilitarisée ;

- ◆ en mars 1938, annexion de l'Autriche ;

- ◆ en septembre 1938, sous le chantage à la guerre, occupation de la région des Sudètes, zone frontière de Tchécoslovaquie, avec l'accord de la France et de la Grande-Bretagne (accords de Munich) ;

- ◆ en mars 1939, occupation par la force du reste de la Tchécoslovaquie ;

- ◆ en septembre 1939, invasion de la Pologne, de concert avec l'URSS, suite au pacte Hitler-Staline, ce qui déclenche la seconde guerre mondiale.

La suite est plus connue et sort du cadre de nos articles : la guerre, avec la mobilisation, le pillage des pays conquis et l'exploitation de la main-d'œuvre de ces pays (soit dans ces pays mêmes, soit par la déportation forcée, y compris l'exploitation des prisonniers de guerre) devait modifier considérablement les données socio-économiques à partir de 1939. Les résistances ouvrières n'en persévéraient pas moins, comme des témoignages divers peuvent le prouver.

PRINCIPAUX PERSONNAGES CITÉS

NOUS AVONS laissé de côté la carrière de Hitler qui est connue et qui se confond avec les repères historiques sur le III^e Reich. Nous ne parlons que des personnages de premier plan évoqués dans les articles.

- ◆ **Joseph GOEBBELS (1897-1945)** mêlé dès les années 1920 aux milieux du nazisme, affecté

à la propagande par l'écrit dans les publications du parti, il devient en 1933 ministre de l'information et de la propagande. Il met au point, en Allemagne puis dans l'Europe occupée, la domination totale du parti sur la vie intellectuelle et culturelle. Hitler dira de cette domination qu'elle fut « une de nos armes les plus efficaces ». Il se

suicide avec toute sa famille le 1^{er} mai 1945 dans le bunker de Hitler à Berlin.

◆ **Hermann GÖRING (1893-1946)**, nazi dès 1922, chef des SA, très lié aux milieux d'affaires, devient ministre de l'air et chef de l'économie de guerre ; il crée la Gestapo en 1933 ; il tente d'approcher les Anglais pour une paix séparée ; en désaccord avec Hitler, il est expulsé du parti nazi en 1945. Condamné à mort à Nuremberg en 1946, il se suicide dans sa prison.

◆ **Rudolph HESS (1894-1987)**. Ayant fréquenté après la guerre les milieux pangermanistes et antisémites, il se lie avec Hitler dès 1920, dont il est, de 1924 à 1932, le secrétaire privé. Officiellement présenté comme le représentant personnel de Hitler et même comme son successeur, il tente pourtant d'établir à diverses reprises des contacts avec Londres, en 1940 d'abord, puis en 1941 où il atterrit en Ecosse, porteur semble-t-il d'une mission de paix séparée. Condamné à Nuremberg à la détention perpétuelle, il reste emprisonné au secret (sans doute par crainte de divulgations), jusqu'à sa mort.

◆ **Heinrich HIMMLER (1900-1945)** : chef de la Gestapo à partir de 1934, de la police à partir de 1938, ministre de l'Intérieur à partir de 1943, il dirige la répression et organise les camps de concentration. Il se suicide en 1945.

◆ **Robert LEY (1890-1945)**, docteur en chimie, il travaille chez Bayer à Leverkusen à partir de 1921 (il est licencié en 1928 pour avoir tenu des propos antisémites contre un membre du conseil de surveillance du groupe IG Farben auquel la firme appartenait). Entré au NSDAP en 1925, il devient *gauleiter* de la Rhénanie du Sud. En 1932, il est nommé responsable national de l'organisation du parti nazi. En 1933, Ley est chargé de la répression antisyndicale, et fonde le Deutsche Arbeiterfront (DAF, Front allemand du travail) qui regroupe patrons et salariés (en 1942, 25 millions de membres, soit près de la moitié de la population allemande). Il promeut l'éthique des « soldats du travail » en fondant plusieurs

institutions de propagande et de loisir censées rallier les travailleurs allemands à la cause nazie (« Force par la joie » et « Beauté du travail »). Il est aussi à l'origine des écoles de cadres du NSDAP. Il se suicide en octobre 1945.

◆ **Werner MANSFELD (1893-??)** : avocat de la fédération patronale de la Ruhr, il devient, de 1933 à 1942, Ministerial-Direktor au Reichsarbeiters-ministerium (RAM, ministère du Travail), responsable des salaires et la politique sociale. Il élabore la loi sur l'organisation du travail promulguée le 20 janvier 1934.

◆ **Franz von PAPEN (1879-1964)**, de formation militaire, leader de l'aile droite du parti catholique, il devient pour quelques mois chancelier du Reich en 1932. Il se rallie alors à Hitler et lui facilite, notamment par ses liens avec les milieux d'affaires, l'accession au pouvoir. En désaccord avec les exactions nazies, il est mis à l'écart dans des fonctions d'ambassadeur. Acquitté à Nuremberg mais condamné par un tribunal allemand, il ne passera que quelques années en prison

◆ **Hjalmar SCHACHT (1877-1970)**, financier, président de la Reichsbank, banque centrale d'Allemagne, pendant la République de Weimar, de 1924 à 1929, puis de nouveau de 1933 à 1939. Il devient l'agent des relations de Hitler avec les milieux financiers et d'affaires. En 1932, il devient ministre de l'économie et lance la politique économique qui devait permettre aux nazis de financer l'effort de guerre. En désaccord avec Hitler et Göring, il quitte le ministère de l'économie en 1937. Ayant trempé dans la conjuration des généraux qui conduit à l'attentat manqué contre Hitler de juillet 1944, il est mis en camp de concentration. Ce fait mais aussi ses relations antérieures lui valent d'être acquitté par le tribunal de Nuremberg.

◆ **Albert SPEER (1905-1981)**, membre du parti nazi en 1931, il devient l'architecte officiel de Hitler et un des ses confidentiels. Ministre de l'armement en 1942 et chef de l'organisation Todt qui construit, de 1941 à 1944, les fortifications du

Mur de l'Atlantique avec la main-d'œuvre étrangère, y compris les déportés. Condamné à Nuremberg à vingt ans de prison, il est libéré en 1966.

◆ **THYSSEN**, famille toute puissante d'industriels métallurgistes de la Ruhr. Un des rejets, Fritz (1873-1951, membre du parti nazi oc-

cupe les fonctions de conseiller d'Etat et des postes régionaux lors de l'arrivée de Hitler au pouvoir. En août 1939, lors du pacte Hitler-Staline, il s'enfuit en Suisse puis en France où la Gestapo le cueille en 1940 pour l'interner au camp de Dachau. Malgré toutes ces vicissitudes, le trust Thyssen se reconstitue en 1953.

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

Nous ne donnons que les sigles les plus couramment utilisés avec un bref historique de l'organisation qu'ils représentent.

◆ **DAF : Deutsche Arbeiterfront**, Front du travail allemand, organisation nazie chargée de l'ensemble des problèmes touchant les travailleurs et leur contrôle.

◆ **GESTAPO : Geheime Staatspolizei**, la police secrète de l'Etat nazi, n'est pas une organisation distincte mais l'organe exécutif du SD (Sicherheitsdienst), service de renseignements, d'espionnage et de contre-espionnage du parti, des SS et de la SIPD (partie de la sûreté, fraction au sein des SS).

◆ **KPD : Kommunistische Partei Deutschland**, Parti communiste allemand fondé fin 1918 à partir de la gauche social-démocrate ; totalement inféodé à la III^e Internationale dirigée de Moscou à partir de 1920, après la scission des groupes ultra gauche du KAPD rejetant le léninisme et la dictature du parti bolchevik.

◆ **NSDAP : Nationalsozialistische deutsche Arbeiterpartei**, Parti ouvrier national socialiste, parti nazi.

◆ **SA : Sturmabteilungen**, Sections d'as-

saut, organisation paramilitaire du parti nazi (NSDAP), principal agent de la terreur nazie, bien avant l'arrivée du NSDAP au pouvoir (assassinats, violences corporelles et matérielles, etc.) et qui fut un auxiliaire puissant dans cette conquête du pouvoir par tous moyens.

◆ **SPD : Sozialdemokratische Partei Deutschland**, Parti social-démocrate allemand, affilié à la II^e Internationale social-démocrate.

◆ **SS : SchutzStaffel Leibstandort**, d'abord garde personnelle de Hitler créée en 1925, à laquelle furent adjoints des unités régionales de « disponibilité politique » (Politische Bereitschaften) dépendant des responsables locaux du parti nazi, regroupés en 1935 dans la SSVT (SS Verfügungstruppe), noyau des futures divisions dites Waffen SS, unités combattantes hors de la juridiction de l'armée et ne dépendant que du parti.

Soumis à une sélection physique et raciale draconienne, à une instruction militaire poussée et à un endoctrinement idéologique intensif, ses membres montraient une fidélité absolue aux principes nazis et une obéissance aveugle aux ordres hiérarchiques.



BIBLIOGRAPHIE

◆ « La classe ouvrière sous le III^e Reich, 1933-1939 » a été publié pour la première fois en anglais sous le titre « Labour in Third Reich 1933-1939 » dans *Past and Present* n° 33, avril 1966, pp. 112-141. Une première traduction française en a été publiée dans « Le soldat du travail. Guerre, fascisme et taylorisme », n° 32/33 de la revue *Recherches*, septembre 1978, pp. 173-208.

◆ « L'opposition des travailleurs dans l'Allemagne nazie » a été publié dans *History Workshop Journal*, n° 11, printemps 1981, pp. 120-137.

◆ « Questions ouvertes sur le nazisme » a été publié dans *People's History and Socialist Theory*, collectif dir. par Raphael Samuel, Londres 1981, pp. 205-210.

A notre connaissance, seuls trois autres articles de Tim Mason ont été traduits en français :

◆ « Primat de la politique et rapport de la politique à l'économie dans l'Allemagne nazie », en annexe du livre de David Schoenbaum, *La Révolution brune* (Laffont, 1979). [« Der Primat der Politik. Politik und Wirtschaft in Nationalsozialismus », *Das Argument. Berliner Hefte für Probleme der Gesellschaft*, n° 41, décembre 1966.]

◆ « Banalisation du nazisme ? La controverse actuelle sur l'interprétation du national-socialisme », in Marc Ferro éd., *Nazisme et communisme. Deux régimes dans le siècle*, Paris, Hachette, 1999, pp. 202-221 [extrait de : *Le Débat*, n° 21, septembre 1982, pp. 151-166].

◆ « Les femmes en Allemagne 1935-1940 » : texte dactylographié, non publié. [« Women in Germany, 1925-1940. Family, welfare and work », 1^{re} édition en deux parties dans *History Workshop Journal*, n° 1 (printemps 1976) et n° 2 (automne 1976) ; repris dans le volume *Nazism, Fascism and the Working Class* (voir ci-dessous)].

Deux livres de Tim Mason sont disponibles en anglais :

◆ *Social Policy in the Third Reich. The Working Class and the « National Community »*, éd. Berg, Oxford., 1993, 434 p. Il s'agit de la traduction anglaise, éditée par l'historienne Jane Caplan, de l'introduction de *Arbeiterklasse und Volksgemeinschaft*, recueil de documents publié en Allemagne (Opladen) en 1977.

◆ *Nazism, Fascism and the Working Class*, Cambridge University Press, 1995, 362 p. Ce recueil d'articles édités par Jane Caplan contient une bibliographie exhaustive des publications de Tim Mason.



BROCHURES DISPONIBLES

Pour une compréhension critique du mouvement du printemps 2003
(Echanges et mouvement, septembre 2004, 3,50 euros)

Militantisme et responsabilité
suivi de **Le Crime des bagnes nazis : le peuple allemand est-il coresponsable ?**
Henry Chazé (Echanges et mouvement, mars 2004, 3 euros)

Derrière l'Intifada du XXI^e siècle,
Aufheben (Echanges et mouvement, octobre 2003, 2,50 euros)

Présentation du réseau « Echanges et mouvement »
(Echanges et mouvement, septembre 2003, 1,50 euro)

Les Grèves en France en mai-juin 1968, Bruno Astarian
(Echanges et mouvement, mai 2003, 3,50 euros)

Humanisme et socialisme/Humanism and socialism, Paul Mattick
(Echanges et mouvement, mai 2003, 2 euros)

L'Argentine de la paupérisation à la révolte. Une avancée
vers l'autonomie (Echanges et mouvement, juin 2002, 2,50 euros)

Correspondance 1953-1954, Pierre Chaulieu (Cornélius Castoriadis) -Anton
Pannekoek, présentation et commentaires d'Henri Simon
(Echanges et mouvement, septembre 2001, 2 euros)

Pour une histoire de la résistance ouvrière au travail. Paris et Barcelone,
1936-1938, Michael Seidman (Echanges et mouvement, mai 2001, 1,50 euro)

Fragile prospérité, fragile paix sociale. Notes
sur les Etats-Unis, Curtis Price (Echanges et mouvement, février 2001, 1,80 euro)

La Sphère de circulation du capital, Gérard Bad
(Echanges et mouvement, octobre 2000, 1,50 euro)

Les droits de l'homme bombardent la Serbie, Gérard Bad (Echanges
et mouvement, octobre 1999, 1,50 euro)

Entretien avec Paul Mattick Jr., réalisé par Hannu Reime en novembre 1991.
Ed. bilingue (Echanges et mouvement, septembre 1999, 1,50 euro)

Pourquoi les mouvements révolutionnaires du passé
ont fait faillite. – Grèves. – Parti et classe. Trois textes d'Anton Pannekoek,
précédés de : **Le Groupe des communistes internationalistes**
de Hollande, par Cajo Brendel (Echanges et mouvement, avril 1999, 1,50 euro)

Enquête sur le capitalisme dit triomphant, Claude Bitot (Echanges
et mouvement, janvier 1999, 1,50 euro)

La Lutte de classe en France, novembre-décembre 1995. Témoignages
et discussions (Echanges et mouvement, mars 1996, 1,50 euro)

Les Internationalistes du « troisième camp » en France
pendant la seconde guerre mondiale, Pierre Lanneret (éd. Acratie)

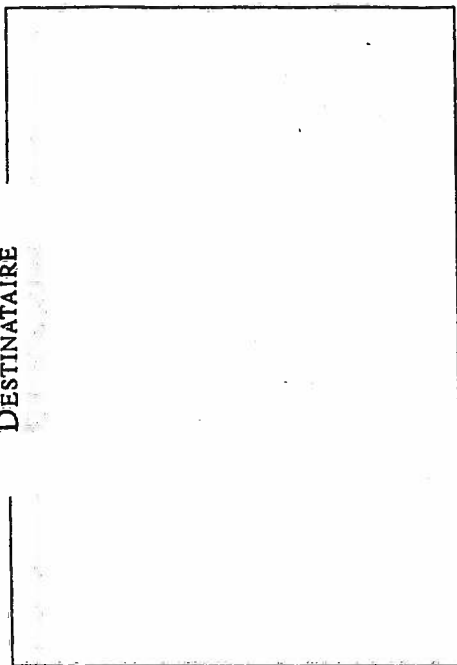
ECHANGES

BP 241

75866 PARIS CEDEX 18

FRANCE

DESTINATAIRE



3 euros

Tim Mason

- La classe ouvrière sous le III^e Reich